

Supplément
Économie

SALAIRE, EMPLOI, LOGEMENT,
CLIMAT DES AFFAIRES...

4^e MANDAT : CE QUI VA CHANGER

P.9 à 17

REPORTAGE ELLE PRÔNE LE DIALOGUE
ET L'OUVERTURE SUR L'AUTRE

Et si la pensée
de Fethullah Gülen
bénéficiait à l'Algérie P.4

GRÈVE À LA SNTF
DÈS DIMANCHE

Les cheminots
reviennent à la
charge P.7

LE DROIT DE SAVOIR, LE DEVOIR D'INFORMER

LIBERTÉ

TAMANRASSET

Formation
d'associations
en gestion
et conception
de projets P.18

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION. 37, RUE LARBI BEN M'HIDI, ALGER - N° 6595 MERCREDI 23 AVRIL 2014 - ALGÉRIE 15 DA - FRANCE 1,30 € - GB 1£ 20 - ISSN 1111-4290

REVENDIQUÉE PAR L'OPPOSITION ET REJETÉE PAR LE POUVOIR

La transition politique est-elle possible ? P.2

RÉUNION HIER DES PAYS DU SAHEL

Alger au secours de la réconciliation malienne P.3



Les forces
maliennes ont
besoin du soutien
des pays du
champs.

Publicité



PEUGEOT 301

PLUS DE 25 000 ALGÉRIENS L'ONT DÉJÀ ADOPTÉE !

LÉGENDAIRE ROBUSTESSE
REMARQUABLE COMPORTEMENT ROUTIER
GÉNÉREUSE HABITABILITÉ

OFFRE SPÉCIALE SUR UN LOT DE
400 VÉHICULES IMMÉDIATEMENT DISPONIBLES



PEUGEOT

MOTION & EMOTION

F.1083

REVENDIQUÉE PAR L'OPPOSITION ET REJETÉE PAR LE POUVOIR

La transition politique est-elle possible ?

Le concept est en vogue et chacun y va de sa littérature : peu avant le début de la campagne électorale, pendant et même après la présidentielle dont les résultats ont révélé toute l'étendue de la crise nationale, l'idée de transition revient tel un leitmotiv chez nombre d'acteurs politiques.

Réclamée par l'opposition, notamment la coordination des partis et personnalités ayant prôné le boycott de l'élection présidentielle, appelée désormais Coordination nationale pour les libertés et la transition démocratique (lire encadré), le FFS et l'ex-président de la République, Liamine Zeroual, la transition est revendiquée désormais même par les tenants du pouvoir, à l'image de l'ancien secrétaire du FLN, actuel conseiller du Président, Abdelaziz Belkhadem. Au cours d'un de ses meetings animés pendant la campagne électorale, il avait estimé "nécessaire d'aller vers une période de transition" qui constituerait, selon lui, une "passerelle" vers un État "civil, démocratique et prospère". Mais comment est perçue cette transition chez les uns et les autres ? Fait-elle consensus au sein du pouvoir ? Est-elle possible dans l'immédiat ? "En théorie, il y a une différence entre l'approche de l'opposition et celle du pouvoir", explique Louisa Dris Aït Hamadouche, enseignante à la faculté des sciences politiques d'Alger. "En théorie, la proposition des proches de Bouteflika est une transition dans laquelle le système se transforme de l'intérieur. Autrement dit, arrivé à une situation pour éviter sa chute, le système décide d'apporter des réaménagements et des restructurations qui lui permettront la survie." Mais au sein du pouvoir, l'idée semble loin de faire consensus. C'est du moins ce qu'il est permis de conclure à travers les déclarations contradictoires des représentants du président de la République.

"La transition, on l'avait connue en 1992", avait décrété Ahmed Ouyahia, chef du cabinet du Président, et dont on susurre, çà et là, qu'il est pressenti à jouer "un rôle" dans les prochains mois. Il y a aussi l'hostilité affichée à cette approche de la porte-parole du PT, Louisa Hanoune, dont la proximité avec le président de la République est un secret de Polichinelle. "Il y a des facteurs qui



La coordination pour le boycott a pris contact avec d'autres personnalités pour faire aboutir le projet de transition démocratique.

montrent que cette idée de transition n'est pas consensuelle au sein du régime. C'est une option qui ne paraît pas consensuelle. La campagne électorale a montré des dissensions parmi les représentants du Président", relève Louisa Dris Aït Hamadouche. "Si le régime n'en ressent pas le besoin, il ne le fera pas. Le fait de déclarer plus de 80% de voix au profit du Président est un signe qui n'est pas encourageant", estime-t-elle encore. Mais à l'inverse des tenants du pouvoir, l'opposition, qui s'attelle à multiplier les concertations avec nombre de partis et de personnalités en perspective de l'organisation d'une conférence nationale prévue dans deux mois, cherche visiblement à amener le pouvoir à un pacte dans lequel seront définis les mécanismes d'organisation de la transition. "Le schéma de l'opposition, c'est une transition qui s'inscrit dans un cadre pacté entre elle et les tenants du pouvoir. Ce type de transi-

tion, on l'applique dans le cadre d'un pouvoir politique affaibli, mais pas suffisamment pour tomber, d'une part, et, d'autre part, lorsque l'opposition est présente mais incapable de faire tomber le régime", souligne cette enseignante. C'est probablement la raison d'ailleurs pour laquelle la coordination des boycotteurs, tout comme le FFS ou encore l'ex-chef de gouvernement, Mouloud Hamrouche, multiplient les appels en direction du pouvoir dans l'espoir de l'amener à la table des négociations. Cependant, cette transition est-elle possible dans l'immédiat dans la mesure où le principal enjeu demeure le passage d'un régime autoritaire, disqualifié par l'histoire, miné par ses contradictions et incapable de changer où beaucoup d'intérêts sont en jeu vers un régime démocratique ? "À très court terme, c'est difficile. Lorsqu'un régime arrive à ses limites idéologiques, politiques et économiques, il opte

pour une transition pactée qui permette une sortie à ses dirigeants", explique Louisa Dris Aït Hamadouche. Pour l'heure, le pétrole coule à flots et Paris et Washington sont dans l'expectative...

KARIM KEBIR

DANS UN COMMUNIQUÉ RENDU PUBLIC HIER

Le RND dénonce l'attaque terroriste de Tizi Ouzou

Le Rassemblement national démocratique (RND) a estimé hier que le choix qu'illustre le message du peuple algérien le 17 avril dernier, en faveur du Président, exprime la position "franche pour appuyer le programme du Président, un choix qui déjoue les complots et transcende les tentatives de semer le désespoir et la divi-

sion (...)". Dans un communiqué rendu public à l'issue de la réunion du secrétariat national du parti, le RND, qui félicite le peuple algérien "pour cette éclatante victoire qui confirme son attachement aux acquis de la stabilité et de la sécurité", considère que le programme des réformes entamées par le Président connaîtra une dyna-

mique dans l'agenda du nouveau mandat.

Tout comme il refuse la remise en cause de cette victoire des réformes, obtenue dans "la transparence", un résultat qui ne peut souffrir des tentatives de "parasitage" et de "tromperie" de la part de certains qui n'ont pas pu convaincre les Algériennes et les Algériens par leur ap-

proches dénuées de crédibilité. Par ailleurs, le RND a dénoncé l'attentat qui a coûté la vie à onze soldats en Kabylie.

Tout en réitérant son soutien à l'ANP et aux forces de sécurité, le RND appelle la population à davantage de "vigilance et de sagesse".

R. N.

ILS ONT RENCONTRÉ HIER SID-AHMED GHOZALI ET MOULOUD HAMROUCHE

Les boycotteurs organisent une conférence nationale les 17 et 18 mai

■ L'élection présidentielle pliée, les animateurs de la Coordination nationale des partis et personnalités politiques pour le boycott de la présidentielle mettent les bouchées doubles pour mener à bon port leur projet de transition démocratique. À l'occasion d'une réunion d'évaluation tenue hier au siège d'Ennahda, les membres de la coordination ont arrêté une date provisoire pour la tenue de la conférence nationale pour la transition démocratique, fixée pour les 17 et 18 mai prochain. Autre décision prise : le changement de la dénomination de leur structure qui est rebaptisée "Coordination pour les libertés et la transition démocratique".

En outre, dans le cadre des préparatifs de la conférence nationale, les animateurs de la coordination ont rencontré hier les deux anciens chefs de gouvernement, Sid-Ahmed Ghazali et Mouloud Hamrouche, pour "approfondir le débat sur la transition démocratique". D'autres rencontres avec d'autres personnalités et dirigeants de partis politiques auront lieu dans les prochains jours.

A. C.

ALORS QUE L'APW A DÉNONCÉ LA RÉPRESSION DES MANIFESTANTS

Retour au calme à Tizi Ouzou

Après deux journées de grande tension et de violents affrontements entre des manifestants et les services d'ordre qui ont empêché la marche du 20 Avril, le calme est revenu, hier à Tizi Ouzou, où aucun incident n'a été enregistré et où la raison a fini par l'emporter après le risque d'embrasement devenu imminent.

Si la situation contrastait avec la veille, lorsque les affrontements ont repris dans la journée et se sont poursuivis entre les forces antiémeutes et des groupes de jeunes jusqu'à une heure tardive de la soirée, la colère provoquée par la vidéo montrant des scènes où des policiers s'adonnaient au lynchage des manifestants était, par contre, toujours perceptible.

Une enquête a été, pour rappel, diligentée, avant-hier, par le DGSN, Abdelghani Hamel, au sujet de cette vidéo lors de la répression de la marche du 20 Avril. Une enquête qui se poursuit toujours à Tizi Ouzou et où des informations non confirmées évoquent de probables mesures conservatoires qui seraient prises à l'encontre de cinq policiers présumés impliqués dans l'affaire. Pour rappel, à l'annonce de l'ouverture de l'enquête, la DGSN a estimé que "le contenu de la vidéo donne à voir des comportements inacceptables et portant atteinte à la police" et qu'il relevait donc de la "nécessité de prendre toutes les mesures disciplinaires et juridiques nécessaires contre toute personne ayant enfreint les règles concernant la dignité du citoyen et l'éthique". Des propos qui

laissent deviner toute la sévérité des sanctions envisagées par la DGSN à l'encontre de ses éléments dont l'implication sera confirmée par l'enquête. La DGSN n'a plus, en tout cas, le choix après que son image ait été déjà sérieusement malmenée suite aux dépassements commis par certains de ses éléments à Ghardaïa.

À Tizi Ouzou, c'est toute la population qui est encore choquée par le comportement des policiers que donne à voir une vidéo largement diffusée sur les réseaux sociaux. La vidéo montre un jeune déjà évanoui, torse nu et traîné par terre par des policiers dont certains en uniforme et d'autres en civil. Dans la même journée d'hier, l'APW de Tizi Ouzou, par le biais de son exécutif, a rendu public un communiqué à travers le-

quel elle dénonce ce qu'elle considère comme une "riposte disproportionnée des services de sécurité à l'action citoyenne des manifestants". Tout en déplorant la tournure qu'a prise une marche pacifique pour une revendication aussi pacifique que légitime, l'exécutif de l'APW s'élève contre "les agissements irresponsables de quelques agents de sécurité à l'encontre de jeunes manifestants, tels que vus sur Internet".

Tout en déplorant les actes de vandalisme qui ont occasionné des dégâts sur les biens de citoyens et publics, l'exécutif de l'APW a appelé les citoyens à plus de vigilance pour "sauvegarder une sérénité difficilement revenue après plus d'une décennie de désordre et de souffrance", a-t-il conclu.

SAMIR LESLOUS

RÉUNION HIER DES PAYS DU SAHEL

Alger au secours de la réconciliation malienne

La machine diplomatique du Sahel s'est remise en marche avec l'intense activité qu'ont eue les ministres à Alger autour de deux questions cruciales : la sécurité et le développement.

Après les réunions bilatérales entre le chef de la diplomatie malienne, Abdoulaye Diop, ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et de la Coopération internationale et le MAE algérien, Ramtane Lamamra, ainsi qu'avec le ministre des Affaires étrangères burkinabé, Djibril Bassolé, une autre rencontre a été organisée hier avec les représentants de cinq pays, l'Algérie, le Mali, le Niger, le Burkina Faso, le Tchad, représenté par son ambassadeur à Alger. Le Tchad, qui est membre de ce regroupement sous-régional participe officiellement, pour la première fois, à ses réunions alors qu'on enregistre l'absence de la Mauritanie.

Dans son allocution d'ouverture, M. Lamamra a souligné qu'il s'agit d'une réunion de consultation orientée vers l'action. Elle intervient dans un contexte particulier marqué par l'action de la communauté internationale, la réunion du Conseil de sécurité pour la prorogation de sa mission au Mali, le Minusma, et par rapport à l'action qu'elle développe à l'égard des défis de la région en matière de sécurité et de développement. Il a été, par ailleurs, question, dans l'entrevue



Réunion des pays du champs, hier, à Alger.

entre M. Lamamra et Zahabi Ould Mohamed, ministre malien de la Réconciliation, de la médiation algérienne dans le processus de dialogue inter-maliens pour la réconciliation. D'ailleurs, l'hôte de l'Algérie a déclaré que son pays est attaché à ce rôle de l'Algérie tout en annonçant, pour les

jours prochains, l'amorce de ce dialogue entre le gouvernement et les groupes armés maliens.

Une chose est sûre : les deux pays ont la même volonté de faire aboutir la réconciliation entre les groupes armés du nord, MNLA, HCUA et MIA, qui ont accepté la trêve et demeurent

dans des cantonnements en attendant de trouver une solution à la crise. Le premier gouvernement malien, après élection du président Ibrahim Boubacar Keita, n'a pas réussi à apaiser les divergences entre les représentants des rebelles du Nord et le reste des Maliens et a dû flancher sous la pression de ce dernier, considérant que les autorités ont fait beaucoup de concessions à ceux qui sont à l'origine de la crise. Bien avant, Bamako et les groupes armés ne sont pas parvenus à un accord après un long cycle de discussion à Ouagadougou sous l'égide de la Cédéao.

À peine que des avancées sont enregistrées qu'elles sont torpillées. Malgré les déclarations de bonne volonté de part et d'autre, la réalité est dans ce constat d'échec dont les interlocuteurs se rejettent la responsabilité.

Échec de Bamako, échec du Burkina Faso et échec, surtout, de la Cédéao qui a mis presque sous sa coupe le Mali et son gouvernement. Faut-il aussi ajouter à ce tableau le jeu trouble tenté par le Maroc qui, sous prétexte de contribuer à la solution, a choisi d'appuyer un seul groupe, le MNLA dont le roi Mohamed VI a reçu une délégation. Une incursion mal vue du côté d'Alger qui a saisi dans cette initiative royale une intention autre que celle d'aider à trouver une solution à la crise. Cela d'autant que le roi, lui-même, avait annoncé son intention d'intégrer l'espace sahélien auquel le Maroc n'appartient pas ou alors de créer un autre organisme sous régional pour la lutte contre le terrorisme.

Finalement, les deux protagonistes se sont décidés à se retrouver à Alger, l'Algérie ayant déjà par le passé entrepris une œuvre identique avec les mêmes acteurs en 1990 et en 2006 mais dont les accords ont été violés ou pas respectés. Les deux camps se rejettent d'ailleurs mutuellement la responsabilité.

Aujourd'hui, ils reviennent à la même table de négociation mais avec et dans des conditions autres. Et cette fois sous le regard des autres pays de la région et avec leur caution.

Par ailleurs, la rencontre d'Alger devrait ébaucher les grandes lignes de la nouvelle stratégie concernant particulièrement la lutte contre le terrorisme dans la sous-région avec le renforcement des moyens des mécanismes mis en place à cet effet. Vient derrière l'autre défi, qui est intimement lié à la détérioration de la situation, le développement économique des régions avec des investissements ciblés précisément à leurs spécificités et leurs besoins.

DJILALI B.

RÉUNION DU CONSEIL NATIONAL TUNISIEN DE SÉCURITÉ

L'importance de la coopération et l'expérience de l'Algérie saluées

Tout le monde s'accorde à dire que n'eut été la coopération, l'aide et l'expérience de l'Algérie en termes de lutte contre

le terrorisme, la Tunisie aurait été mise à feu et à sang depuis 2012.

Le chef du gouvernement tunisien, Mehdi Jomaa, n'a fait que confirmer, lors de la réunion périodique du Conseil national tunisien de sécurité, avant-hier, ce qu'en pense la rue tunisienne. Il a salué l'expérience algérienne en matière de lutte antiterroriste, soulignant l'importance de poursuivre la coopération entre les deux pays pour éradiquer ce fléau. Mehdi Jomaa a affirmé la détermination de son gouvernement de "rétablir l'autorité de l'État" en faisant respecter "la loi dans toutes les régions du pays".

Le chef de l'exécutif, qui a salué les "performances" accomplies par l'Algérie dans son combat contre le terrorisme, a souligné l'importance de renforcer la coopération et la coordination entre les deux pays pour éradiquer ce fléau. S'agissant de la situation sécuritaire au mont Chaambi, limitrophe avec les frontières algériennes, M. Jomaa a indiqué que les opérations militaires ont connu un "bond qualitatif", affirmant que les forces de sécurité et l'armée maîtrisaient la situation et qu'elles avaient franchi d'importants pas en matière de lutte antiterroriste.

Il s'est félicité des opérations en cours, estimant qu'un "saut qualitatif" s'était produit dans la lutte contre ces groupes armés. "Il y a un saut qualitatif dans ces opérations parce qu'il y a de l'initiative. Les militaires (...) vont aux foyers

terroristes, ils ne les attendent plus", a-t-il déclaré à la presse à l'issue d'une réunion du Conseil national de sécurité. Rappelons toutefois que le président tunisien, Mohamed Moncef Marzouki, avait déclaré, mercredi dernier, la région du mont Chaambi "zone d'opération militaire fermée" et dont l'accès doit être "préalablement autorisé" par l'armée.

Selon une source militaire tunisienne, cette décision est motivée par la montée des activités des réseaux criminels, des narcotrafiquants, de trafic d'armes et des attaques contre les forces de sécurité. La lutte, entamée fin 2012 contre les groupuscules armés soupçonnés d'être liés à Al-Qaïda et retranchés sur le mont Chaambi, à la frontière algérienne, sera encore longue, a déclaré le colonel major Taoufik Rahmouni. "Ça ne va pas être facile. Ça va prendre du temps", a-t-il dit.

L'armée a procédé, lundi, à de nouvelles frappes sur le mont Chaambi, parallèlement à une opération terrestre, après un échange de tirs, dimanche soir, entre "des éléments terroristes" et des militaires, selon M. Rahmouni.

Et d'enchaîner : "Ils ont des armes légères, des mitraillettes et ont recours aux mines. Les mines sont le plus grand obstacle à notre progression", a-t-il ajouté. Par ailleurs, le ministre des Affaires étrangères, Mongi Hamdi, a assuré, lors de ce Conseil national de sécurité, qu'il a été décidé que la Tunisie ne négociera pas sous la pression et n'acceptera pas le chantage, et ce, dans le cadre de l'affaire du kidnapping des Tunisiens, Mohamed Bechikh, fonctionnaire à l'ambassade tunisienne en Libye, et Laaroussi Kantassi,

conseiller de l'ambassadeur tunisien. Hamdi a souligné que cette décision a été prise au niveau des présidences de la République et du gouvernement.

I. O.

L'ÉDITO

PAR SALIM TAMANI

Le Sahel, c'est nous tous !

“Échaudés par la présence des terroristes qui ont régné sur le nord du pays pendant plusieurs mois, les Maliens ne veulent plus revivre ce cauchemar. L'intervention militaire française a permis de nettoyer les poches islamistes et redonner espoir aux Maliens.”

Dans un environnement régional des plus défavorables, l'Algérie assume une difficile et complexe mission de maintien de la paix. Dans le Sahel, plus particulièrement au Mali dont le Nord a été libéré après une sanglante occupation islamiste, le rôle de l'Algérie s'accroît au fur et à mesure que le gouvernement de Bamako poursuit son processus de réconciliation nationale. La reconstruction de l'État malien sera une œuvre de longue haleine. Au-delà des difficultés politiques et sécuritaires aggravées par la présence des groupes terroristes d'Al-Qaïda et des réseaux de la contrebande et de la drogue, le principal défi sera celui du développement économique et social. Depuis la rébellion touareg des années 1990, la question s'est toujours posée avec acuité.

L'Algérie a toujours exigé qu'une solidarité internationale soit organisée pour développer le Nord du Mali afin d'y maintenir les populations sur place et éviter que les réseaux de la grande criminalité ne recrutent parmi les jeunes désœuvrés.

Sur le terrain, l'aide n'est jamais arrivée à bon port et la corruption du gouvernement de Bamako de l'époque a davantage compliqué la situation. Aujourd'hui, il ne s'agit pas de savoir si l'aide viendra ou pas. Mais il s'agit de savoir comment la répartir et quoi en faire. Échaudés par la présence des terroristes qui ont régné sur le nord du pays pendant plusieurs mois, les Maliens ne veulent plus revivre ce cauchemar.

L'intervention militaire française a permis de nettoyer les poches islamistes et redonner espoir aux Maliens.

Mais le chemin de la paix et de la stabilité que viennent d'emprunter les Maliens a surtout besoin d'un soutien. L'Algérie l'a déjà manifesté. Le Cémoc est appelé à jouer un rôle prépondérant maintenant que les pays sahéliens sont conscients que l'enjeu de la sécurité dépasse le simple souci régional. Il s'agira de mieux coordonner les efforts. Pour le Mali. Pas seulement. L'autre grande préoccupation est juste à côté.

Il s'agit de la Libye dont la reprise en main par les nouvelles autorités peine à se concrétiser. Mais cela est une autre histoire. ■

ELLE PRÔNE LE DIALOGUE ET L'OUVERTURE SUR L'AUTRE

Et si la pensée de Fethullah Gülen bénéficiait à l'Algérie

Cette pensée, qui prône la modernité, accepte l'autre, a réussi à donner à l'islam une tout autre perception que celle véhiculée par les États théocratiques ou par les tenants d'un rigorisme religieux faisant du djihad islamique international un credo qui a plus nui à l'image d'une religion synonyme de paix et de bonté.

Et si le “salut” de l'Algérie venait des préceptes du penseur musulman turc, Fethullah Gülen ? Un nom qui ne dit rien à presque la majorité des Algériens, mais qui semble représenter depuis près d'une quarantaine d'années une troisième voie de l'islam. Celle de la modernité, tournée vers l'acceptation de

De notre envoyé spécial en Allemagne :
SAÏD OUSSAD

l'autre, et qui a réussi à donner à l'islam une tout autre perception que celle véhiculée par les États théocratiques ou par les tenants d'un rigorisme religieux faisant du djihad islamique international un credo qui a plus nui à l'image d'une religion qui prône la paix et la bonté qu'il n'a servi à son rayonnement dans les sociétés occidentales. Le rapport ombilical entre la Khidma, Hizmet en version originale ou littéralement “au service de”, avec les problèmes internes qui secouent actuellement l'Algérie, paraît a priori incongru, pourtant et dans l'esprit de la pensée güleniste, la vision de l'imam peut servir le dialogue et renouer le contact entre les Algériens. Comment ? Le mouvement Hizmet découle en droite ligne de la pensée de Fethullah Gülen, imam et prédicateur turc, né officiellement le 27 avril 1941 à Korucuk en Turquie, en 1938 selon ses disciples. Il est l'inspirateur du mouvement Gülen, aussi appelé le mouvement Hizmet qui préconise davantage l'école à la mosquée. Parmi les fondamentaux de Gülen, le dialogue entre différents antagonistes pour désamorcer les crises en suspens. Et c'est justement cette perspective qui peut inspirer les Algériens pour dénouer des crises ethniques ou communautaires comme c'est le cas de Ghardaïa. Ramené à une dimension plus régionale, cet enseignement peut servir de déclic pour une prise de conscience nationale et instaurer le dialogue dans un climat de sérénité et dépassionné pour une éventuelle sortie de crise. Inconnu du grand public, le mouvement Hizmet avait pourtant ouvert trois écoles privées en Algérie dans les années 2000, plus précisément à Alger, Oran et Constantine, en accueillant quelque 600 élèves répartis entre les cycles primaire et moyen. Quatre ans plus tard, les écoles seront fermées sur décision de l'Intérieur sans aucune explication officielle. Les demandes de réouverture resteront lettre morte, malgré l'intervention en personne du président turc Abdullah Gül auprès de son homologue algérien Abdelaziz Bouteflika, nous apprendra un responsable de Hizmet qui a préféré garder l'anonymat. La présence du mouvement en Algérie se décline également sous le sceau du caritatif à travers des opérations ponctuelles de distribution d'aides alimentaires en direction des plus démunis.

Des actions financées par des hommes d'affaires turcs affiliés à Tuskon, la propre organisation patronale du mouvement, présente dans 140 pays dont l'Algérie, où on évoque l'installation de quelque 300 patrons d'entreprises turcs qui ont investi dans divers secteurs économiques. Hizmet est présente aussi dans 160 pays à travers un réseau d'un millier de centres éducatifs entre écoles et universités privées.

On retrouve le mouvement en Asie centrale et en Afrique en passant par l'Europe et les États-Unis d'Amérique où sont implantés plus d'une



Le penseur musulman turc Fethullah Gülen.

centaine d'établissements agréés. En Allemagne, ce sont une trentaine d'écoles qui ont ouvert leurs portes pour accueillir les enfants turcs, mais pas que. “Beaucoup de parents allemands inscrivent leurs enfants dans nos écoles”, nous dira le directeur d'une des écoles de Hizmet, Eringerfeld, à Dortmund. Et c'est justement en Allemagne que le mouvement connaît sa plus grande réussite en termes d'adaptation et de modèle à donner.

Plongée dans l'intimité allemande de Hizmet
Samedi 12 avril. Il est 18h à Düsseldorf, l'ISS Dome (anciennement Dome in Rath), salle omnisports située dans le Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie abrite, et pour la première fois

“ On retrouve le mouvement en Asie centrale et en Afrique en passant par l'Europe et les États-Unis d'Amérique où sont implantés plus d'une centaine d'établissements agréés.

En Allemagne, ce sont une trentaine d'écoles qui ont ouvert leurs portes pour accueillir les enfants turcs, mais pas que. Et c'est justement en Allemagne que le mouvement connaît sa plus grande réussite en termes d'adaptation et de modèle à donner.”

siblement une opération de com voulue par le mouvement pour se faire connaître davantage auprès des Algériens, surtout en ces moments de forte tempête. En effet, il est accusé par le Pre-

mier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, de comploter contre lui. En mars, le Parlement turc a adopté une loi fermant un réseau d'écoles privées dont 2 000 gérées par le mouvement, et qui représentent pour lui, au-delà de l'aspect éducatif, une importante source de revenus. Erdogan qui a juré la perte de celui qui fut, il n'y a pas si longtemps un allié de circonstance, a d'ores et déjà commencé une purge au sein de l'appareil judiciaire et policier d'éléments soupçonnés d'appartenir au mouvement güleniste. Il a ainsi limogé des centaines de policiers et de magistrats “suspects” alors que Fethullah Gülen dément toute responsabilité dans le lancement des enquêtes sur la corruption au sein du gouvernement.

Le MIT, les services secrets turcs, a également les mains libres pour procéder à des écoutes téléphoniques des Fethullaci à l'étranger ou en Turquie. Interrogé sur cette offensive d'Erdogan, un des cadres gülenistes nous affirme ne pas trop s'alarmer puisque le mouvement n'a rien à se reprocher. “État dans l'État”, comme aime à la qualifier le Premier ministre turc, confrérie, jésuites de l'islam, secte, ou encore comparée à l'Opus Dei — rendu célèbre par le *Da Vinci Code* de Dan Brown — par la presse occidentale, plus particulièrement française, Hizmet se définit comme un mouvement de bienfaisance au service de la communauté turque et des défavorisés quelle que soit leur origine.

À Frankfurt, et outre le siège “régional” du groupe de presse du mouvement, on fera connaissance avec le fer de lance de l'action caritative de Hizmet, Time to Help, qui dispose de

“ En mars, le Parlement turc a adopté une loi fermant un réseau d'écoles privées dont 2 000 gérées par le mouvement, et qui représentent pour lui, au-delà de l'aspect éducatif, une importante source de revenus. Erdogan, qui a juré la perte de celui qui fut, il n'y a pas si longtemps, un allié de circonstance, a d'ores et déjà commencé une purge au sein de l'appareil judiciaire et policier d'éléments soupçonnés d'appartenir au mouvement güleniste.”

huit branches européennes et qui active dans plusieurs pays africains et asiatiques à travers un réseau de bienfaiteurs. Effets vestimentaires, financement de projets, aides aux orphelins, le mouvement s'inscrit dans une dynamique humanitaire diversifiant ses relais dans différents

pays du monde. Au siège de Samanyolu TV, on rencontrera Abdullah Aymaz, l'un des premiers disciples de Fethullah Gülen qu'il a connu dans les années soixante. Superviseur général de Hizmet en Europe et ancien directeur général du journal *Zaman* à Istanbul, il nous résumera la pensée du prédicateur turc qui a fait de l'éducation, la matrice même de son mouvement de pensée qui aspire depuis les années quatre-vingt à préparer la “génération dorée”. Il évoquera également les péripéties de la rencontre du père des gülenistes avec le Pape Jean-Paul II au Vatican en 1998. Accusés, par ailleurs, de prosélytisme, les Fethullaci évitent ouvertement de

mettre en avant la religion dans l'enseignement qu'ils prodiguent, laissant le libre arbitre à l'élève, où qu'il soit, de se faire sa propre opinion. Le mouvement devient transnational à partir des années quatre-vingt-dix à travers la multiplication des écoles plutôt que des mosquées. D'abord en Asie centrale puis en Europe, aux États-Unis, en Asie et depuis quelques années en Afrique. Mais le plus grand danger pour Hizmet vient de son dos où Erdogan, l'allié d'hier, est devenu l'ennemi d'aujourd'hui.

S. O.

APRÈS LES PROTESTATIONS DE CERTAINS DÉPUTÉS ALGÉRIENS

La radio tunisienne Mosaïque FM retire une émission sur Bouteflika



■ Une émission satirique intitulée “Sayess Khouk” de la radio tunisienne Mosaïque FM vient de consacrer un numéro spécial à l’élection présidentielle en Algérie.

Un passage semble avoir déplu à des députés algériens qui ont saisi officiellement le ministre algérien de la Communication, Abdelkader Messahel, pour réclamer de son ho-

mologue tunisien le retrait de l’émission incriminée (podcast) du site de la radio. Lundi, le propriétaire de la radio s’est exécuté en retirant l’objet de la contestation.

TIPASA

Téléphone “gratos” pour les APC et les écoles primaires



■ Lors de la séance tenue lundi dernier au siège de la wilaya de Tipasa devant un parterre de journalistes et les représentants des directions portant sur le déroulement du dernier scrutin, le chef de l’exécutif de la wilaya a révélé l’existence d’un projet ayant trait au non-paiement des factures téléphoniques par les APC et les

écoles primaires. Selon une source d’Algérie Télécom, ce projet, qui va se généraliser à travers le pays incessamment sans connaître le seuil des consommations téléphoniques, sera, dans un premier temps, applicable dans la wilaya de Tipasa. Une petite bouffée d’oxygène pour les APC déficitaires.

17^e SALON INTERNATIONAL BATIMATEC 2014

Participation record des entreprises nationales et étrangères

■ Quelque 1 100 entreprises dont 651 étrangères prendront part au 17^e Salon international du bâtiment, des matériaux de construction et des travaux publics Batimatec 2014, prévu du 4 au 8 mai au Palais des expositions (Pins-Maritimés, Alger). Placée sous le haut patronage du ministère de l’Habitat, de l’Urbanisme et de la Ville, cette nouvelle édition accueillera 22 pays étrangers représentés par 127 exposants d’Espagne, 124 de Turquie,



Émirats arabes unis, de Grande-Bretagne, de Finlande, de Grèce, d’Inde, de Pologne, de Suède, ainsi que d’Ukraine.

120 de Chine, 92 d’Italie, 70 de France, 24 de Tunisie, 21 du Maroc, 20 du Portugal et 16 d’Allemagne. Batimatec 2014, qui s’étalera sur une surface globale de plus de 44 000 m², verra également la participation d’entreprises d’Autriche, de Belgique, du Danemark, de Corée du Sud, d’Égypte, des

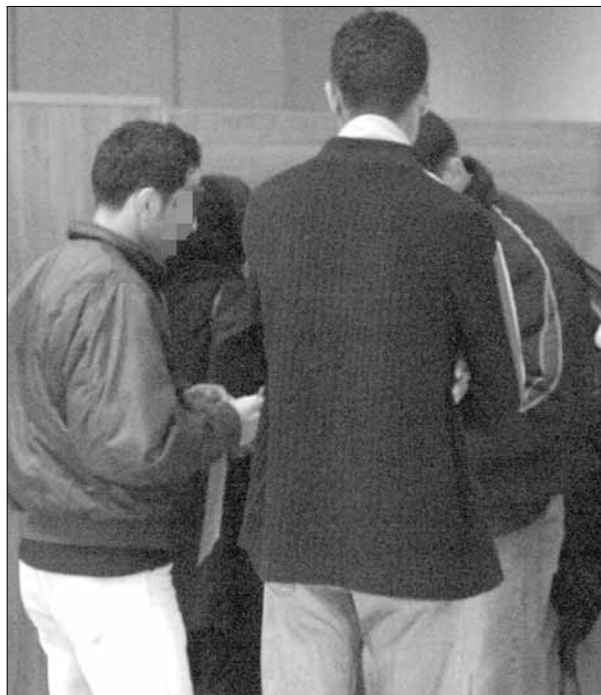
S’ÉTENDANT SUR UNE SUPERFICIE DE PRÈS DE 60 HECTARES

Un nouveau complexe omnisports pour Tlemcen

■ La wilaya de Tlemcen vient de bénéficier, au titre du programme complémentaire 2013, d’un projet de réalisation d’un grand complexe omnisports. Le nouveau complexe, prévu dans la localité de Merazga, entre les villes de Hennaya et Zenata, s’étendra sur une superficie de près de 60 hectares. Il comportera, entre autres, un stade de 40 000 places doté en gazon synthétique, une piscine, une salle OMS et une salle omnisports d’une capacité de 2 000 places chacune, un vélodrome et d’autres terrains annexes. Le directeur local de la jeunesse et des sports a précisé que le dossier complet du nouveau projet sportif sera présenté, cette semaine, à la commission nationale des marchés publics pour approbation, avant de lancer un avis d’appel d’offres national et international en vue de lancer l’étude. Le projet sera localisé sur la route menant vers l’aéroport Messali-Hadj de Tlemcen et à moins d’une dizaine de kilomètres de l’autoroute Est-Ouest.

DES RÉCÉPISSÉS SONT DÉLIVRÉS À LA PLACE PAR LES DAÏRAS

Le permis de conduire introuvable



■ Amar Ghoul a beau promettre pour mars passé un nouveau permis de conduire conforme aux standards internationaux, il n’en demeure pas moins que jusqu’à présent, on continue à ne délivrer qu’un “récépissé” en guise de permis. Une pénurie des formulaires du permis de conduire est, en effet, signalée à tra-

vers plusieurs régions du pays par les citoyens qui commentent à se plaindre de la prolongation du temps de délivrance du précieux document. Devant l’incapacité de délivrer aux concernés les nouveaux permis, l’administration recourt à des prolongations du récépissé de circulation, parfois des mois durant.

SELON LE CENTRE DE RECHERCHE SUÉDOIS SIPRI

Baisse des dépenses militaires mondiales en 2013



■ Les dépenses militaires ont diminué en 2013, tirées à la baisse par la réduction des budgets des armées occidentales et en particulier américaine, a annoncé le Sipri, un centre de recherche suédois. En 2012, ces dépenses avaient, pour la première fois depuis 1998, baissé de 0,4%, mais le recul s’est accéléré, atteignant 1,9%, selon les cal-

culs de l’Institut international de recherche sur la paix, de Stockholm. Toutefois, “l’augmentation des dépenses militaires dans les pays émergents et en développement se poursuit sans relâche”, a souligné dans un communiqué le directeur de recherche sur les budgets militaires, Sam Perlo-Freeman. “Même si dans certains cas, elle est la consé-

quence naturelle de la croissance économique ou une réponse à des besoins de sécurité réels, dans d’autres cas, elle représente une dilapidation des revenus tirés des ressources naturelles, (est) le fait de régimes autocratiques, ou (de) l’apparition de courses régionales à l’armement”, a-t-il ajouté.

PRÉSENTÉ HIER AU SICOM

Condor lance le dongle HDMI Wind

Embarquant la technologie Wifi Direct, le dernier-né du constructeur local permet le partage d'écran entre appareil Android (Smartphone, Tab) et téléviseur.

Au premier jour du Salon international de l'informatique, la bureautique et de la communication (Sicom) qui a ouvert ses portes hier au Palais des expositions des Pins-Maritimes, Condor n'a pas manqué de ravir la vedette aux autres exposants avec des nouveaux produits qui ont suscité un grand engouement aussi bien auprès des initiés que des profanes. En présence d'Abderrahmane Benhamadi, président du CA du groupe, les responsables de Condor ont présenté une panoplie de produits avec le tout dernier lancement commercialisé depuis hier sur le marché. Il s'agit de Condor Wind, un dongle HDMI qui permet le mirroring (partage d'écran) entre l'appareil Android et le téléviseur sans que cela soit nécessairement une Smart TV.

Le Condor Wind est équipé de la technologie Wifi Direct et n'a pas besoin d'un routeur Wifi. L'appareil Android et le dongle HDMI sont donc connectés par un réseau Wifi interne et dans la mesure où le téléviseur est doté d'une sortie HDMI. Dès que le Condor Wind reconnaît l'appareil Android, l'utilisateur de cette technologie bénéficie d'un aperçu complet dans son écran Android ou sur son téléviseur.

Cela permet de se débarrasser de tous les câbles qui sont souvent très encombrants, en plus c'est utile pour visionner des vidéos ou des photos en famille, voir un film, ou jouer un jeu sur un grand écran de télévision. Le Condor Wind, disponible au prix de 3 500 DA, vient ainsi renforcer la famille des produits Condor avec pour bonus la convergence. À ce rendez-vous technologique par excellence, Condor est également présent, sur deux stands distincts, avec d'autres produits allant du Desk Top à l'Ultra-book et All in One aux différentes configurations de la plus simple à la plus sophistiquée. L'on retrouve aussi de différents modèles de tablettes (Wifi et 3G) tels que les tablettes 7.85 (3G), ainsi que la Revolt W11 Intel et la CTAB890RI Intel au sobre design et configuration qui n'a absolument rien à envier à de nombreux autres produits de la même gamme. Également à l'honneur, la toute dernière innovation de la famille des Smartphones C, à savoir le C6, qui est un produit premium de Condor cédé à un prix défiant toute concurrence eu égard à sa qualité et la technologie embarquée.

La 23^e édition du Sicom, qui va s'étaler jusqu'à samedi prochain, est placée sous la thématique "À l'ère du Cloud et du Big Data" et devra abri-

ter des ateliers et autres conférences pour vulgariser ce domaine au grand public et mettre en avant son intérêt pour les entreprises à l'heure où le haut débit mobile s'installe effectivement en Algérie et où l'Internet devra être plus accessible et plus performant. L'on relève, par ailleurs, la participation d'Ooredoo et de Mobilis, ainsi que d'Algérie Télécom et Icosnet qui crée la surprise. Ce fournisseur d'accès à Internet et opérateur

de solutions télécoms propose à l'occasion son produit Vazii qui est, en quelque sorte, le Skype algérien. Celui-ci fait déjà un tabac auprès de la communauté des internautes et permet, entre autres, des appels gratuits entre utilisateurs Vazii avec des tarifs attractifs (2 DA) vers l'international en plus de la possibilité d'envoyer des SMS individuels ou groupés.

NABILA SAÏDOUN

23^e ÉDITION DU SALON SICOM

Mobilis annonce sa participation

■ Mobilis prend part au Salon international de l'informatique de la bureautique et de la communication Sicom qui se déroulera du 22 au 26 avril courant au Palais des expositions, Pins-Maritimes (Safex), à Alger. Véritable plateforme et carrefour incontournable des technologies de l'information et de la communication en Algérie, le Sicom se consacrera cette année à "l'ère du Cloud et du Big Data", pour une meilleure rentabilité et utilisation des TIC dans le développement socioéconomique du pays. Mobilis, acteur incontournable dans le paysage des TIC en Algérie, participe à cet événement à travers ses équipes marché entreprises et relation client. Ces dernières assureront l'animation du stand et l'exposition des récentes offres et solutions, notamment ses formules 3G++, adaptées aux besoins des professionnels tous types d'activités confondus. Ce rendez-vous permettra également aux visiteurs professionnels de découvrir les réponses adéquates à leurs préoccupations concernant l'introduction des TIC dans le milieu professionnel et son rôle dans le développement de l'entreprise à travers des solutions technologiques efficaces.

GAZ, PRODUITS AGRICOLES ET AGROALIMENTAIRES

La crise ukrainienne booste les relations algéro-polonaises

Profitant de l'ouverture du Salon international Djazagro se déroulant du 21 au 24 avril à Alger, les services de la promotion du commerce et des investissements de l'ambassade de Pologne ont saisi cette occasion pour organiser avec la Chambre de commerce et d'industrie de l'Oranie (CCIO) des rencontres dites B2B, entre des opérateurs économiques de l'Ouest et une dizaine de chefs d'entreprise polonais présents au salon.

À cette occasion, le conseiller de l'ambassade de Pologne, Janusz Pisz, a évoqué avec la presse la teneur des échanges commerciaux entre les deux pays, et cela, bien entendu, à la lumière de la crise ukrainienne et de la zone euro.

Ainsi, selon notre interlocuteur, cette crise politique a mis en évidence la nécessité pour l'économie polonaise de diversifier ses fournitures de gaz et réduire sa dépendance énergétique.

"Jusqu'à présent, la Pologne se fournit en gaz auprès de la Russie à partir d'un pipeline, et avec la crise politique actuelle, ce n'est pas que la Pologne, mais toute l'UE qui a conscience de cette dépendance qu'il faut revoir. Nous avons décidé ces dernières années de réduire notre dépendance énergétique et donc de réaliser un gazoport qui devra être achevé d'ici à la fin de l'année, et l'on pourra à ce moment envisager des exportations de gaz d'Algérie. Nous avons déjà des accords avec le Qatar, et c'est à nos amis Algériens de se manifester et de présenter des propositions",

dira encore le conseiller économique de l'ambassade. Cette même logique de réduction de dépendance et de recherche de nouveaux débouchés pour les sociétés polonaises et la quête donc de nouveaux marchés semblent encore être dominants dans les nouveaux rapports et échanges commerciaux existant entre la Pologne et l'Algérie. Échanges qui ont atteint les 500 millions de dollars.

Pour notre interlocuteur, là encore, c'est une forme d'instabilité et de manque de visibilité sur le devenir des marchés traditionnels et naturels, que sont la Russie, l'Ukraine, la Biélorussie pour la Pologne, qui font que l'économie polonaise cible désormais ouvertement le marché algérien, comme l'explique Janusz Pisz : "La Pologne

en Europe est l'un des premiers pays exportateurs pour nombre de produits agricoles et agroalimentaires. Nous avons réalisé au sein de l'UE 19 milliards d'euros d'exportations. Dans le secteur du lait et des produits laitiers, nous ne savons pas si nos exportations vont pouvoir être maintenues en Russie et en Ukraine. Nous envisageons ainsi de nous tourner vers un marché qui nous est proche (l'Algérie, ndlr)."

Et d'évoquer des perspectives intéressantes pour nombre de produits agricoles et agroalimentaires et, plus particulièrement, les produits laitiers. D'ailleurs, l'ambassade de Pologne s'attache à préparer une mission d'hommes d'affaires algériens en Pologne, essentiellement les producteurs de laits et transformateurs, ainsi que les

fabricants de yaourt, avons-nous appris.

À côté de cela, le conseiller économique de l'ambassade de Pologne exhorte les exportateurs et producteurs agricoles algériens à se manifester plus fortement en évoquant, par exemple, les premières opérations d'exportation de la pomme de terre vers la Pologne.

En termes de chiffres et d'échanges algéro-polonais, nous apprenons que pour l'année passée, les exportations algériennes vers la Pologne ont atteint les 50 millions de dollars, alors que les exportations polonaises étaient de 450 millions et alors que l'on prédit un accroissement des échanges d'ici les deux années à venir.

D. LOUKIL

IL SE TIENDRA DU 10 AU 12 JUIN À BOUIRA

3^e édition du Salon international de l'agro-industrie

Dans le cadre de la relance des industries agroalimentaires, la Direction de l'industrie, de la petite et moyenne entreprise et de la promotion de l'investissement de Bouira organisera, du 10 au 12 juin prochain, la 3^e édition du Salon international de l'agro-industrie. C'est l'annonce qui a été faite lundi dernier au niveau de la maison de la culture Ali-Zaâmour en présence d'industriels et d'agriculteurs de la wilaya. Pour M. Achouri, directeur de l'industrie de Bouira, cette manifestation économique s'avère être une aubaine pour les 702 PME exerçant dans le domaine de l'agroalimentaire. Après avoir connu un franc succès lors de sa première édition à Oran, puis l'année dernière à Constantine, c'est Bouira qui devra cette année se distinguer par l'organisation de cet événement. Selon les organisateurs, la wilaya de Bouira offre de nombreuses opportunités d'investissement dans différents secteurs d'activités, notamment celui de l'agro-industrie, le plus porteur, vu la vocation agricole de la wilaya.

Ce salon a pour objectif de valoriser le potentiel économique et naturel de la région vers l'industrie agroalimentaire pour promouvoir ce secteur. En plus de créer un espace d'échange de savoir et d'idées, faire bénéficier l'entreprise algérienne des nouvelles technologies est également le but fixé par les autorités, qui espèrent recevoir près de 60 entreprises spécialisées dans l'agroalimentaire. Toutefois, pour M. Moussouni Akli, commissaire de ce

salon, expert en développement intervenant pour le compte du programme européen, les objectifs sont multiples car, selon ses réflexions, la wilaya de Bouira nécessite une mise à niveau dans de nombreuses filières agricoles. Le DSA, Rachid Morsli, qui prenait part à cette rencontre, se montrera peu amène envers l'expert qui examinera les résultats de la politique agricole menée par le gouvernement ces dernières années. Pour M. Moussouni, la réussite de cette manifestation économique, "une démarche ne souffrant d'aucune subjectivité doit être entamée, de même qu'une cohérence entre les objectifs qu'on se fixe pour ce salon et les moyens d'y parvenir feront l'objet d'une attention particulière". L'expert fera un descriptif sans complaisance de la wilaya en égratignant certains agriculteurs présents, de même que le DSA qui contestera ouvertement ce constat. Enfin, au terme de cette rencontre, il sera convenu des thématiques à développer durant le salon, telles que "la présentation des carences qui constituent des goulots d'étranglement comme l'environnement économique et comment réoccuper une place sur le marché international pour les produits agricoles du terroir algérien". Toute une dynamique à mettre en place pour laquelle l'expert souhaitera le concours de tous les partenaires afin de réduire sensiblement la facture d'importation alimentaire annuelle. La production étant plus ou moins assurée selon les filières agricoles, il n'en demeure pas moins que

la transformation des produits récoltés demeure un défi. Il est vrai que pour Bouira, qui se positionne parmi les premières wilayas à l'échelle nationale en production de pomme de terre, de viandes blanches... et qui ne dispose toujours pas de chambres froides, il s'agit là d'un paradoxe sans précédent.

HAFIDH BESSAOUDI

SALON DJAZAGRO-2014

L'apport de l'Argentine

■ L'Argentine profite de la 12^e édition du Salon Djazagro afin de consolider sa place sur le marché de l'agroalimentaire en Algérie. En effet, étant déjà fournisseuses principales de l'Algérie en certains produits, tels que la poudre de lait, les graines de tournesol ou même les légumes secs, plusieurs sociétés, activant dans ce domaine et jouissant d'une grande expérience, ont fait le déplacement et sont présentes en Algérie afin de prendre part au salon. À cet effet, un pavillon Argentine a été aménagé afin d'accueillir ces sociétés qui proposent divers produits, tels que la poudre de lait, les fromages, les légumes secs et les machines d'emballage.

LA TENDANCE BAISSIÈRE ENTAMÉE DEPUIS FÉVRIER 2013 SE POURSUIT

L'inflation en Algérie a reculé à 2% en mars

Le rythme d'inflation annuel en Algérie a poursuivi sa tendance baissière en mars, s'établissant à 2%, contre 8,1% en mars 2013, relève l'Office national des statistiques (ONS).

Après avoir atteint 2,7% en janvier dernier, le rythme d'inflation annuel a reculé de nouveau pour s'établir à 2,3% en février et enfin à 2% en mars dernier, a précisé l'ONS. L'inflation mensuelle, qui détermine l'évolution de l'indice des prix à la consommation entre un mois donné et celui qui le précède, a enregistré en mars 2014 une baisse de 0,3% comparé à février 2014 et de 0,7% par rapport à janvier de la même année. Ce recul intervient après un relèvement inscrit en décembre 2013 (+0,9%) et en janvier 2014 (+0,7%), relève l'ONS. L'indice brut des prix à la consommation de la ville d'Alger enregistre, pour le mois de mars 2014, une croissance de 0,8% par rapport au mois précédent, soit un taux légèrement supérieur à celui relevé le même mois de l'année 2013 (+0,5% en mars 2013 par rapport à février 2013). Cette évolution positive (+0,8%), qui intervient après une baisse de près de 0,3% observée le mois précédent, traduit les variations des prix selon les catégories de produits. Les biens alimentaires observent une augmentation de 1,1%, induite essentiellement par le relèvement des prix des produits agricoles frais (+2,1%). Les prix des produits alimentaires industriels accusent une légère variation de +0,2%. Les prix des produits manufacturés affichent une hausse de 0,8%. Les services se caractérisent par une évolution modérée de +0,1%. Corrigé des variations saisonnières, l'indice des prix à la consommation enregistre, pour le mois de mars, une hausse de 0,4% par rapport au mois précédent. Au mois de mars 2014 et par rapport

au même mois de l'année 2013, la croissance des prix à la consommation s'élève à +0,9%. Après une variation négative (-1,5%) relevée le mois précédent, les prix des biens alimentaires affichent une hausse de 1,1% en mars 2014. Cette évolution est le fait, essentiellement, de l'augmentation des prix de la viande et abats de mouton (+1,6%), du poisson (+4,6%) et des légumes frais (+15,3%). Il y a lieu de relever que ce dernier produit se distingue par une baisse de plus de 2,0% en mars 2014 par rapport au même mois de l'année écoulée. En revanche, des chutes de prix caractérisent notamment la viande de poulet, les fruits et la pomme de terre (respectivement -1,6%, -7,0% et -9,1%). En mars 2014 et par rapport à mars 2013, le niveau moyen des prix des biens alimentaires connaît une hausse de 0,6% avec -0,7% pour les produits agricoles frais et +1,9% pour les produits alimentaires industriels. La hausse a concerné le groupe lait-fromage et dérivés (+6,3%) et les huiles et graisses (+1,6%). Les prix des produits manufacturés enregistrent un relèvement de 0,8% en mars 2014 par rapport à février 2014. Les services évoluent de +0,1%. En mars 2014 et par rapport à mars 2013, le niveau moyen des prix des produits manufacturés se

situé à +0,3%, celui des services affiche une croissance de 2,7%. La maîtrise du taux d'inflation constitue une "préoccupation constante" du ministère des Finances ainsi que de la Banque d'Algérie, avait déclaré le ministre des Finances. Il avait réaffirmé à plusieurs occasions que le gouvernement était engagé dans "une politique de préservation du pouvoir d'achat des citoyens et des populations", rappelant, à ce propos, l'effort de soutien des prix des produits

et des services de base, qui a permis, selon lui, de maintenir une inflation à un niveau "raisonnable". Le phénomène inflationniste a émergé avec une acuité particulière en 2012, après une longue période d'inflation modérée qui a suivi l'ajustement structurel. Il s'agit d'un phénomène essentiellement de nature endogène et ancré sur un nombre très limité de produits frais dont les prix ont connu une envolée au 1^{er} trimestre 2012. Après 19 mois de tendance haussière

ininterrompue, soit entre juillet 2011 et janvier 2013, l'inflation, en moyenne annuelle, a entamé un mouvement de baisse en février 2013. En effet, le taux d'inflation en moyenne annuelle s'est établi à 8,07% à mars 2013 puis à 6,59% à juin 2013 contre 8,89% en décembre 2012. L'inflation a continué à décélérer, pour se situer à 5,32% à septembre 2013 et à 3,26% en décembre 2013, son plus bas niveau depuis juillet 2007.

M. R.

GRÈVE À LA SNTF DÈS DIMANCHE

Les cheminots reviennent à la charge

Le personnel de la SNTF menace de revenir à la grève illimitée dès dimanche prochain. Selon Abdelhak Benmansour, représentant du personnel, la direction "fait la sourde oreille concernant le paiement des rappels". Joint hier par téléphone, le syndicaliste fait savoir que "lors de notre grève du mois de mars, nous avons signé un protocole d'accord avec la direction, prévoyant le versement de 36 mois de rappel. Mais à ce jour, rien n'est fait". Le porte-parole a souligné que "l'administration nous reconnaît le droit au rappel, mais aucune modalité de paiement n'est proposée à ce jour". De son côté, l'administration s'en lave les mains.

Le directeur des ressources humaines, joint par téléphone, a affirmé que la direction de la SNTF n'a rien à voir. "Premièrement, je ne suis pas informé sur la grève", s'étonne Ali Zitouni, DRH de la Direction du transport ferroviaire. Selon notre interlocuteur, la direction de la SNTF a tenu toutes ses promesses. "Nous avons finalisé le protocole d'accord le 15 du mois et nous nous sommes mis d'accord sur 4 points, dont le versement des rappels", a précisé Ali Zitouni. Le porte-parole de la direction de la SNTF a insisté sur le fait que la direction de la SNTF s'est accordée avec le ministère des Transports pour débloquer la somme demandée. "Nous attendons toujours que la tutelle nous débloque l'enveloppe

budgétaire", a insisté M. Zitouni. Pour rappel, depuis 2010, le secteur a vécu plusieurs crises similaires où les travailleurs de la SNTF ont paralysé le trafic pour exprimer les mêmes revendications, à savoir le rappel de 36 mois de salaire. Le représentant des travailleurs, Abdelhak Benmansour, nous a fait savoir que la "direction de la SNTF n'arrête pas de nous mener en bateau pour payer les rappels". De son côté, la direction peine à régler la situation à cause du manque de moyens financiers. Le porte-parole des travailleurs a affirmé que la situation perdure depuis l'augmentation du SNMG à 15 000 DA et que "l'administration a joué sur le point indiciaire". Il a également pré-

cisé que le même problème s'est posé avec la seconde augmentation du SNMG qui est passé à 18 000 DA en 2011, ce qui a mené, selon lui, à une grève illimitée en 2012. "Bien que le SNMG ait augmenté, l'administration a calculé selon la grille des salaires de 2010 et qui comporte plusieurs erreurs", a tenu à souligner M. Benmansour. Et d'ajouter qu'"en 2013, l'administration avait corrigé la grille des salaires, mais encore une fois, elle a joué sur le point indiciaire", probablement pour éviter que la masse salariale n'augmente sensiblement. "Nous avons reçu 6 mois de rappel sur les 42 mois."

DJAZIA SAFTA

23^e SICOM-2014

Ooredoo à la rencontre des professionnels des TIC

Pour la sixième année, Ooredoo participe au Salon international de l'informatique, de la bureautique et de la communication (Sicom-2014) dans sa 23^e édition qui se tient du 22 au 26 avril 2014 au Palais des expositions des Pins-Maritimes

à Alger, sous la thématique "À l'ère du Cloud et du Big Data". Placé sous le haut patronage de M^{me} la ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication et M. le ministre de la Communication, cet événement, organisé par la Safex et

Mira Cards Edition, regroupe des professionnels du secteur des TIC, des décideurs, des chefs d'entreprise, des responsables IT ainsi que des étudiants. Ooredoo prend part au 23^e Sicom à travers un stand d'exposition au niveau

duquel des conseillers commerciaux d'Ooredoo Business sont présents pour répondre aux questions des visiteurs professionnels et leur proposer les offres et produits d'Ooredoo. Un pôle dédié à la présentation de la tablette Ooredoo 3G est également mis

en place. À travers sa présence régulière dans les événements et carrefours d'échanges autour des technologies de l'information, Ooredoo confirme son engagement dans le développement du secteur des TIC en Algérie.

DJIHADISTES FRANÇAIS EN SYRIE

François Hollande déterminé à stopper la filière

Afin de tenter d'endiguer le flux, le gouvernement prévoit notamment d'engager des campagnes de sensibilisation, en collaboration avec les municipalités et l'Éducation nationale, ainsi que de créer "des cellules à destination des familles concernées par les radicalisations".

À la veille de la présentation d'un plan pour traiter de la question des Français partis en Syrie, le chef de l'Etat français a assuré hier que la France prendrait "toutes les mesures pour dissuader, empêcher, punir ceux ou celles" qui seraient tentés par le djihad.

"La France déploiera tout un arsenal, en utilisant toutes les techniques, y compris la cybersécurité" pour lutter contre ce phénomène, a affirmé François Hollande, en évoquant le plan que le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, doit présenter aujourd'hui sur la question des Français partis en Syrie combattre aux côtés de groupes djihadistes.

Seront également utilisées les "techniques humaines qui consistent tout simplement à parler, à aller chercher dans les familles un certain nombre d'alertes qui nous permettent ensuite d'intervenir", a ajouté le président français lors d'une intervention à l'Institut du monde arabe (INA) où il a inauguré une ex-



Bernard Cazeneuve ministre de l'Intérieur français.

position consacrée au "Hajj, le pèlerinage à La Mecque". "Ce plan n'est pas fait pour empêcher l'acte de foi, mais il

est fait pour que la religion ne soit pas utilisée à d'autres fins, notamment la fin plus abominable qui est le terrorisme", a-t-il souligné. Ceci étant, le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve présentera aujourd'hui un plan pour traiter de la question des Français partis en Syrie combattre aux côtés de groupes djihadistes. Selon le chef de la diplomatie française Laurent Fabius, leur nombre s'élève à quelque 500 personnes. "Beaucoup d'actions ont déjà été menées.

Notre action consiste à prendre les choses depuis l'amont jusqu'à l'aval. L'amont, c'est déceler tous ceux, en particulier les jeunes, qui sont portés vers cette dérive tragique.

Cela suppose une cybersurveillance parce que beaucoup de choses se font sur internet", a expliqué Laurent Fabius sur la radio RTL.

"Et puis, a-t-il poursuivi, il y a toute une série de dispositions à prendre pour ceux qui passent en Syrie, pour freiner, em-

pêcher ce passage, et puis il y a ce qui se passe là-bas et la question du retour et de la réintégration."

Le chef de la diplomatie française n'a pas donné plus de détails sur ce plan d'action qui sera présenté par son collègue de l'Intérieur en conseil des ministres.

Il a de nouveau dit que certains djihadistes, qui retenaient en otages les quatre journalistes français libérés en fin de semaine, parlaient français. "Une partie de ceux qui les ont détenus parlaient français. On ne peut pas aller au-delà, dans la mesure où beaucoup d'entre eux portaient des masques", a-t-il déclaré.

D'après le ministre, ce départ de Français vers la Syrie n'est pas "une situation nouvelle" mais il y a des "différences", car "les gens partent plus nombreux et ils sont plus jeunes. Toute une série de mesures ont été prises et vont être prises", a-t-il ajouté.

MERZAK T./AGENCES

UKRAINE

Joe Biden réaffirme le soutien US à Kiev

Le vice-président américain Joe Biden a apporté aux nouvelles autorités pro-occidentales de Kiev le soutien des Etats-Unis face aux "menaces humiliantes" contre l'unité de l'Ukraine, confrontée à une poussée séparatiste dans l'Est encouragée par la Russie selon Washington. Joe Biden, qui s'exprimait hier face à des parlementaires dont plusieurs candidats à la présidentielle du 25 mai, a estimé que le scrutin "pourrait être l'élection la plus importante dans l'histoire de l'Ukraine". "Vous êtes confrontés à des problèmes très difficiles, et on pourrait même dire des menaces humiliantes. Mais l'occasion de créer une Ukraine unie est à portée de main", a-t-il dit. "Je veux qu'il soit clair que nous ne prétendons pas avoir toutes les réponses pour vous. Mais nous voulons nous tenir à vos côtés". Très impliqué depuis le début de la crise politique que traverse l'ex-République soviétique en novembre, le vice-président américain avait auparavant rencontré à huis clos le président par intérim Olexandre Tourtchinov, avant un entretien avec le Premier ministre Arseni Iatseniouk. Il a aussi assuré Kiev que Washington était prêt

à aider l'économie ukrainienne en profonde récession, avec un effondrement de la production et de la monnaie. Selon un haut responsable américain l'accompagnant, l'objectif de sa visite est notamment d'appeler à "une mise en oeuvre urgente" de l'accord signé jeudi à Genève entre Ukrainiens, Russes et Occidentaux. Le texte prévoit notamment le désarmement des groupes illégaux et l'évacuation des bâtiments occupés, aussi bien de la part des pro-occidentaux à Kiev que des séparatistes dans l'Est. Mais sur le terrain, les séparatistes ont même étendu leur contrôle lundi soir en postant leurs hommes, armés de fusils d'assaut, aux accès du poste de police de Kramatorsk, entre leur place forte de Slaviansk, et Donetsk, capitale de leur "République" autoproclamée. "On est ici pour protéger la police, pour empêcher les provocations", explique Dmytro, 36 ans, cagoule sur le visage. Washington estime que la Russie se trouve derrière les troubles dans l'Est et menace d'appliquer des sanctions contre des pans entiers de son économie. "C'est une voie sans issue", a répliqué mardi le Premier ministre

russe Dmitri Medvedev. "Mais si certains de nos partenaires occidentaux décident tout de même de s'y engager, nous n'aurons pas d'autre choix que faire face avec nos propres forces. Et nous gagnerons", a-t-il poursuivi, dans un discours devant la Douma (chambre basse du Parlement). Quelques heures après l'arrivée du vice-président américain, le secrétaire d'Etat américain John Kerry et son homologue russe Sergueï Lavrov se sont respectivement accusés de ne rien faire pour appliquer l'accord de Genève. Le chef de la diplomatie américaine a appelé la Russie à prendre "des mesures concrètes" en appelant publiquement les séparatistes "à évacuer les bâtiments occupés illégalement", a indiqué Jennifer Psaki, porte-parole du département d'Etat. De son côté, M. Lavrov a répliqué que Washington devait convaincre Kiev de respecter ses engagements et utiliser son influence "afin que les têtes brûlées ne provoquent pas un conflit sanglant".

R./AGENCES

DJEBEL CHAÂMBI (TUNISIE)

L'armée traque les terroristes

Le terrorisme en Tunisie ne connaît pas d'accalmie. Des activités suspectes sont quotidiennement découvertes à Djebel Chaâmbi à la frontière avec l'Algérie. La zone a été déclarée et confirmée, lundi, comme "zone d'opérations militaires" où les entrées et sorties sont strictement contrôlées. Le but est clair : encercler les terroristes dans cette zone pour faciliter la destruction de leurs foyers. Lundi, l'armée, appuyée par de nombreuses unités sécuritaires, a poursuivi ses activités dans cette zone pour le 4e jour consécutif. Elle a avancé sur plusieurs axes étendant ses activités au mont Samama où des terroristes, fuyant leur foyer d'origine, se seraient réfugiés. C'est une zone où, depuis huit mois, l'armée et la Garde nationale ne connaissent pas de répit, perdant au passage une quinzaine d'hommes et enregistrant une trentaine de blessés. Des terroristes dont le nombre n'est pas précisé ont été également tués. Après avoir agi après coup pour subir des pertes, l'armée a changé de tactique. Comme l'a dit le chef du gouvernement, elle n'attend plus les terroristes, c'est elle qui va les chercher. Ainsi, elle n'attend plus pour réagir, mais elle anticipe et agit. C'est la nouvelle tactique adoptée par le Conseil national de sécurité. Lundi, pour la quatrième journée consécutive, l'armée de terre a traqué les terroristes dans le Djebel Chaâmbi suite à l'observation de mouvements d'éléments terroristes qui cherchaient à sortir du guépier dans lequel ils se trouvent depuis que

l'armée a assuré le bouclage de la zone. Elle était appuyée par des unités sécuritaires, des avions de combat, des hélicoptères, de pilonnage à l'artillerie de campagne et au mortier. Au premier jour de ces opérations, soit vendredi dernier, un militaire a été tué et deux autres blessés, victimes de l'explosion d'une mine au passage de leur véhicule à proximité d'un "nid" de terroristes. Cependant,

pour calmer une population de plus en plus inquiète suite à la création des zones militaires aux abords des frontières, les autorités, par la bouche du porte-parole du ministère de la Défense, assurent que cela ne limite en rien les activités quotidiennes des habitants de ces régions. Toutefois, celles-ci sont soumises à une réglementation spéciale de sorte que leurs entrées et sorties sont

contrôlées à travers des passages bien définis afin d'éviter toute infiltration et tout soutien aux terroristes affiliés à l'organisation d'Al-Qaïda du Maghreb (Aqmi) et dont les rangs pourraient se renforcer grâce au retour de certains des leurs qui ont opéré en Syrie où ils auraient acquis une expérience suffisante dans le terrorisme.

MOHAMED KATTOU

LIBYE

Un libéral élu président de l'Assemblée constituante

Ali Tarhouni, un libéral et ancien ministre du gouvernement rebelle en 2011, a été élu président de l'Assemblée constituante libyenne qui a entamé ses travaux lundi, a indiqué hier à l'AFP un porte-parole de l'Assemblée, Naji Al-Harbi. Ali Tarhouni est un ancien opposant du régime déchu de Mouammar Kadhafi. Après plusieurs années en exil, il est rentré au pays pour rejoindre la rébellion de 2011 contre l'ancien régime. Il avait notamment occupé le poste de ministre dans le bureau exécutif du Conseil national de transition (CNT) qui était le bras politique de la rébellion. Après la chute du régime kadhafiste, M. Tarhouni a fondé le Parti national centriste (PNC) qui s'était allié avec d'autres partis et personnalités de tendances libérales, au sein de l'Alliance des forces nationales (AFN). L'Assemblée constituante, élue le 20 février pour rédiger la Constitution de la Libye, a lancé ses travaux lundi lors d'une cérémonie à Al-Baïda, dans l'est libyen, en présence de 47 membres. L'Assemblée devait compter 60 membres, représentant à égalité les trois régions historiques de la Libye - la Cyrénaïque (Est), le Fezzan (Sud) et la Tripolitaine

(Ouest)-, sur le modèle du comité des Soixante qui avait rédigé la première Constitution en 1951, abolie par le dictateur déchu Mouammar Kadhafi en 1977. Mais en raison des violences ayant émaillé le scrutin du 20 février, seulement 47 membres ont été élus. De nouvelles élections devraient être organisées dans les régions concernées, pour attribuer les 13 sièges non pourvus. Aucune date n'a été fixée toutefois jusqu'ici pour le scrutin. A l'instar de celle de 1951, l'Assemblée constituante siège à Al-Baïda, à 1200 km à l'est de la capitale. Lors de leur réunion inaugurale, les membres devraient choisir un président et entamer les discussions pour adopter le règlement intérieur. L'Assemblée a 18 mois pour rédiger le projet de Constitution qui doit déterminer la structure du pouvoir, le statut des minorités et la place de la charia. Après son adoption par la Constituante, la Loi fondamentale doit être soumise à référendum. La Libye a été privée d'une véritable Loi fondamentale pendant les 40 ans de dictature du régime de Mouammar Kadhafi qui a pris fin en octobre 2011.

R. I./AGENCES

SALAIRE, EMPLOI, LOGEMENT, CLIMAT DES AFFAIRES...

4^e MANDAT : CE QUI VA CHANGER



Archives/Liberté

Abdelaziz Bouteflika vient d'être réélu président de la République pour un quatrième mandat. Cette fois-ci, sa tâche sera beaucoup plus difficile. Car il devra respecter les grandes promesses qu'il a affichées au cours de la campagne. Révision de la Constitution en vue de l'avènement d'une 2^e République, résorption de la crise du logement, offre d'emplois plus conséquente pour les jeunes, lutte contre la corruption, débureaucratisation, réindustrialisation du pays, mise en œuvre d'un nouveau plan quinquennal. Une mission d'autant plus difficile que ses marges de manœuvre seront plus étroites. Il ne pourra plus maintenir le statu quo au regard du contexte politique, économique et social. L'opposition aux aspirations de changement ne fera qu'embraser le front social. Sur le plan financier, il n'aura plus les mêmes coudées franches. Avec la hausse des dépenses publiques prévisibles pour concrétiser ses engagements et la baisse des recettes fiscales pétrolières, il ne sera plus dans la même aisance financière pour réaliser tous ces chantiers.

Paradoxalement, l'un des enjeux majeurs de ce mandat est pétrolier. Sonatrach pourra-t-elle mettre en service rapidement la dizaine de nouveaux gisements d'hydrocarbures au sud-ouest et sud-est du pays et optimiser la production dans les anciens gisements qui n'ont pas, selon différents experts, dit leur dernier mot, à l'exemple de Hassi-Messaoud et Hassi-R'mel. Le challenge est vital pour l'Algérie car il mettra fin à la tendance à la baisse en volume de nos exportations d'hydrocarbures, permettant ainsi d'augmenter nos recettes en devises. Mais il faut y conjuguer le dynamis-

Défis

PAR **K. REMOUCHE**
k.remouche@gmail.com

me de la compagnie pétrolière pour parer à la baisse des prix du gaz prévisible et pour décrocher de nouveaux contrats en Europe et en Asie.

Mais le défi le plus important que devra relever l'équipe gouvernementale chargée de faire respecter les engagements du chef de l'État est sans conteste de réussir à progresser dans la réindustrialisation du pays, l'émergence d'une économie de substitution aux importations et le développement des exportations hors hydrocarbures ainsi que l'efficacité dans les dépenses publiques. C'est dans ces domaines que résident de fortes résistances aux changements. C'est là également où reposent les doutes sur la volonté des dirigeants de sortir du cercle infernal de la rente.

Par ces voies réside pourtant la clé à la solution au chômage des jeunes et à l'amélioration des conditions de vie de la population. En mettant l'entreprise au cœur des politiques publiques en améliorant le climat des affaires et en libérant l'investissement et l'initiative privés, quitte à le répéter, on parviendra à ce dynamisme économique qui nous manque tant en cette période d'incertitudes. Cet essor de l'appareil de production est si indispensable pour relever les défis économiques et sociaux ainsi que les aléas de la conjoncture économique internationale.

Mais tout cela ne peut se réaliser sans un mouvement rassembleur, qui unit les Algériens de diverses tendances vers un même objectif : le développement durable du pays. Or, aujourd'hui, les divisions dispersent les énergies et ne fournissent que des solutions partielles aux principales préoccupations de la population. ■

4^e MANDAT : CE QUI VA CHANGER

LES CHANTIERS DU QUINQUENNAT

Un agenda très chargé

L'agenda de l'Algérie pour les cinq prochaines années est chargé. La tâche est ardue d'autant que, lors de la campagne, ses promoteurs ont placé la barre très haut.

Après 15 années de règne, Abdelaziz Bouteflika a remporté l'élection présidentielle, ouvrant ainsi les portes d'un 4^e mandat. Au-delà du grand chantier politique qui attend le Président, à savoir la révision de la Constitution, ce dernier aura à s'engager sur la réanimation d'une économie jusque-là sclérosée. Une revitalisation de l'économie algérienne est d'autant plus urgente que le pays enregistre un million d'habitants supplémentaires chaque année et ne produit presque plus rien, hormis les hydrocarbures. Pour le Président, ce quinquennat sera celui de la construction d'une économie émergente. Dans ce contexte, le Président élu prévoit *"la relance de l'industrie publique"* et *"un taux de croissance de 7%"*.

PAR : SAID SMATI

Réindustrialiser le pays

Le projet de réindustrialisation du pays passe, selon Bouteflika, par le soutien à la production nationale qui, dans plusieurs domaines, peut et doit se substituer aux importations. Il s'agit donc de développer la petite et moyenne entreprise et la sous-traitance, qui recevront une attention soutenue à travers des facilitations des procédures de création et des soutiens au plan de développement. La stratégie retenue s'attachera à lever les contraintes qui entravent une croissance forte et soutenue à travers l'amélioration de l'environnement de l'investissement. C'est ainsi que l'Andi sera transformée en *"pôle spécialisé pour orienter les investisseurs potentiels vers des projets porteurs, les accompagner dans leur réalisation et leur fournir des conseils en matière d'organisation et de gestion"*, et la loi relative à la promotion de l'investissement sera amendée *"dans le sens de la consécration de la liberté d'investissement et de création d'entreprises et du soutien de l'Etat aux projets d'entrepreneuriat"*. Les contours de cette révision ne sont pas encore connus.

Embaucher les jeunes diplômés

Mais ce qui est sûr, c'est le maintien de la règle du 51/49, une disposition que la future équipe dirigeante n'entend pas supprimer ou même réaménager. Sur un tout autre plan, le chef de l'Etat est très attendu sur le budget de l'Etat et sur la manière dont il va le conduire, surtout quant on sait que le front social est la clé de voûte de ce mandat. Le programme électoral de Bouteflika a placé



Plusieurs projets aussi bien politiques qu'économiques attendent le Président durant son 4^e mandat.

cé les priorités sociales comme gage des réformes à poursuivre.

Programmes AADL et LPP plus étendus

L'achèvement du plan quinquennal prévoyant la construction de logements est une priorité. *"Outre la réalisation des programmes de logements publics locatifs, de logements urbains promotionnels et d'habitat rural aidés par l'Etat, les programmes de location-vente AADL et LPP seront étendus pour répondre pleinement à l'ensemble des candidats éligibles"*, prévoit-on. Réduire le chômage et les perspectives de l'embauche, surtout pour les milliers de diplômés, compte comme un chantier ouvert. Le chef de l'Etat avait promis de régler cette question en accordant des facilités aux jeunes. Les crédits de création de micro-entreprises seront davantage soutenus pour les jeunes chômeurs. Pour les régions du Sud non encore

désenclavées, on promet plus d'aides et de longues budgétaires pour parer aux déficits en infrastructures éducatives et sanitaires. Pour l'instant, le déficit budgétaire est supporté par le Fonds de régulation des recettes pétrolières. L'Etat y recourt pour le combler. Mais jusqu'à quand continuera-t-il dans cette approche ?

Lutte contre la corruption

Autre chantier incontournable : le service public. À tous les rouages de l'Etat, la bureaucratie est quasi présente. Cette situation a même été évoquée par les représentants de la campagne du président élu. L'obligation de performance paraît une bataille qui devra être enclenchée avec la promotion des compétences. Le Président compte s'y atteler avec la mise en place d'un observatoire du service public. La lutte contre la corruption n'est pas en reste dans l'agenda du Président puisqu'il

évoque le renforcement de la transparence et du contrôle dans la passation des marchés publics et la simplification des règlements et procédures auxquels sont astreints les citoyens dans leurs relations avec l'administration, mettant ainsi fin aux opportunités de corruption à tous les niveaux. L'agenda semble donc très chargé et les objectifs ambitieux. Comme cité plus haut, le Président se fixe l'objectif d'atteindre le chiffre de 7% de croissance durant ce quinquennat. Un chiffre ambitieux. Mais quel sera le moteur de cette croissance ? Est-ce la dépense publique comme cela a été le cas ces dernières années ? La question mérite d'être posée, d'autant que plus de 98% de recettes proviennent des hydrocarbures et que les grands chantiers de l'Algérie (énergie, eau, habitat, santé, éducation, transports) nécessitent des investissements lourds.

S. S.

PERSPECTIVES À MOYEN TERME

Faut-il un nouveau plan quinquennal ?

Le chef de l'Etat prévoit dans son programme électoral la mise en œuvre d'un nouveau plan quinquennal 2014-2019. Il vise la réalisation d'un taux annuel de croissance de 7%.

Ce programme prévoit principalement la résorption définitive de la crise du logement, la réalisation de l'autoroute des Hauts-

PAR : K. REMOUCHE

Plateaux, des liaisons ferroviaires dans le Sud, des transferts d'eau, le développement du transport aérien. Le programme quinquennal a pour objectifs également d'accélérer l'investissement dans l'agriculture, l'industrie, le tourisme et l'artisanat, y compris par le développement de partenariats public-privé. Le texte ne fixe pas le coût de ce plan public d'investissements. Il évoque les insuffisances des précédents plans. Ce plan capitalisera les enseignements tirés des précédents et s'appuiera sur une stratégie globale et multidimensionnelle cohérente, qui fera l'objet d'une large concertation avec les parties prenantes. En d'autres termes, cette stratégie fera l'objet d'une concer-

tation avec l'UGTA, le patronat. Sera-t-elle ouverte aux experts, aux cercles de réflexion dans le domaine et aux syndicats autonomes ? Si le texte évoque un large débat, il ne détermine pas le champ de cette concertation, ni les échéances fixées pour l'élaboration de cette stratégie globale et l'ouverture de la concertation. En revanche, il souligne que des mécanismes périodiques d'évaluation seront institués. Ce qui n'était pas le cas lors des précédents plans. Ce programme ne fait pas état d'une limite : la capacité d'absorption de l'économie algérienne. Cette carence fait que beaucoup de projets ne sont pas lancés au cours du plan, ou bien connaissent un taux d'avancement des travaux très lents. Eu égard au grand gaspillage de l'argent des contribuables, aux limites de l'outil de réalisation national, une question se pose : faut-il lancer un nouveau plan quinquennal ?

Ne convient-il pas d'observer une pause d'une année pour tirer les leçons des précédents plans, réorganiser et renforcer l'outil de réalisation, muscler nos capacités d'études de contrôle et de suivi des travaux, préparer ainsi le terrain à une rationalisation de nos dépenses d'investissements et au développement de nos ressources humaines ? Parvenir ainsi à réaliser les grands projets dans les délais, dans le respect des coûts et des normes de qualité. Le texte occulte un fait essentiel : le plan quinquennal sera mis en œuvre dans des conditions financières différentes. À travers ces grandes lignes du plan, on peut avancer qu'il sera de même ampleur que le précédent. Il s'agira d'achever les grands chantiers lancés ou en cours de réalisation lors du plan quinquennal 2010-2014. Il faudra prévoir des dépenses importantes : programme de logement très ambitieux, infrastructures routières, nouvelles

voies ferrées, grands transferts d'eau. En supposant que son coût atteigne 200 milliards de dollars, soit 40 milliards de dollars par an, où trouvera-t-on les ressources financières pour engager et achever ce plan ? Un exercice très difficile, quand on sait qu'on n'est pas dans la même situation ma-

croéconomique que la première décennie 2000. Des dépenses budgétaires en forte croissance face à des recettes fiscales pétrolières en stagnation. Va-t-on puiser de nouveau dans le fonds de régulation jusqu'à faire fondre cet excédent financier ?

K. R.

La feuille de route 2014-2019

- Avènement d'une 2^e République (promesse électorale)
- Révision de la Constitution
- Résorber la crise du logement (programme électoral)
- Améliorer le climat des affaires (promesse électorale)
- Mise en œuvre d'un nouveau plan quinquennal
- Lutte contre la corruption (programme)
- Réindustrialiser le pays (programme)
- 7% de taux de croissance (programme)
- Débureaucratisation
- Amélioration du service public (programme)
- Offre d'emplois pour les jeunes diplômés (promesse)
- Réduction de la durée du Service national (promesse électorale)
- Passer le relais aux jeunes (promesse électorale)...

GESTION DU SECTEUR DES HYDROCARBURES 2014-2019

Une priorité : augmenter la production de pétrole et de gaz

Le programme du chef de l'Etat prévoit l'intensification de l'exploration et le développement de gisements pour accroître les réserves de pétrole et de gaz.

Mettre fin à la tendance baissière en termes de production de pétrole et de gaz, augmenter le niveau d'extraction global des hydrocarbures et, par conséquent, nos exportations d'hydrocarbures, tel est le challenge que doit relever Sonatrach au cours des cinq prochaines années. À cet effet, un programme d'investissement de 120 milliards de dollars dont 80% consacrés à l'amont est prévu au cours de la période. La compagnie pétrolière nationale vise donc à intensifier l'exploration et le développement de gisements. La question est de savoir si les fruits de cet effort seront récoltés au cours du quinquennat. En tout état de cause, la dizaine de gisements de gaz et de pétrole qui devraient booster la production de pétrole et de gaz de l'Algérie, du moins compenser le déclin des anciens gisements, ne sera mis en service qu'à partir de 2016. En attendant, les nouveaux gisements mis en service : El-Merk, le pôle Gassi Touil -Rhourde Nouss et Menzel Ledjmat Est et la montée de la production de gaz d'In Amenas au niveau d'avant le drame de Tiguentourine prévu pour l'année 2014 devraient

PAR :
K. REMOUCHE

atténuer l'importance de la baisse de notre production d'hydrocarbures en 2014-2015.

Si la contrainte volume pourrait être levée au cours de la moitié du quinquennat, en revanche les prix du gaz et du pétrole au cours de la période constituent un aléa à ne pas négliger. Pour le pétrole, la tendance à la hausse pourrait se maintenir. En tout cas, les prévisions du FMI pronostiquent un baril de brut à plus de 100 dollars en 2014-2015 ; mais pour le gaz, la question est de savoir si on va assister à une reprise de la demande, notamment en Europe, anticipée en 2016 par des experts. L'incertitude réside également en la capacité de Sonatrach à pénétrer les marchés asiatiques et à renouveler ses contrats gaziers. Elle part avec un atout : la réception des deux trains de liquéfaction d'Arzew et de Skikda d'une capacité supplémentaire de 12 milliards de mètres cubes/an qui lui apporteront une plus grande flexibilité à partir de 2014. Mais la question est de savoir si elle va surmonter les pressions des compagnies internationales qui veulent baisser les prix du gaz fixés dans les contrats long terme, pouvoir renouveler les contrats qui arriveront à terme au cours de la période et en décrocher de nouveaux.

Les regards seront donc braqués sur l'évolution du secteur des hydrocar-



Liberté

L'exploitation de nouveaux gisements est vivement souhaitée par l'Algérie.

bures qui continuera à financer essentiellement l'économie nationale durant la période. Avec des recettes entre 60 et 70 milliards de dollars, on arrivera juste à boucler le budget si le niveau des dépenses publiques est maintenu. Avec une hausse des dépenses de

l'Etat, on serait en plein dans un scénario prévu par les hydrocarbures : la fonte des excédents accumulés dans le fonds de régulation. En cas de retournement du marché pétrolier durant la période, l'Algérie peinera pour financer son développement. Ce scénario

plongera tôt ou tard l'Algérie dans la crise. A moins de mettre en œuvre durant le quinquennat les changements attendus en termes de dynamique économique, en termes de dynamique de Sonatrach.

K. R.

ALORS QUE DES SECTEURS HORS HYDROCARBURES SONT EN JACHÈRE

Sortir de la rente pétrolière, une perspective lointaine

Il est question, pendant le prochain mandat (2014-2019), de "réindustrialiser" le pays, de "promouvoir" les petites et moyennes entreprises, d'"intensifier" l'investissement, de "diversifier" les capacités productives, de "reployer" les entreprises publiques, de "développer" le secteur agricole, avec plus de facilitations aux exploitants et "promotion du monde rural", entre autres. Objectif : asseoir une "économie émergente" de substitution aux hydrocarbures et sortir de la rente pétrolière. Est-ce jouable ? Le "colosse" industriel voulu par la future équipe dirigeante ne peut cependant être traduit dans les faits que s'il y a réellement changement de politique économique, parce qu'on ne peut pas apporter du neuf avec de vieilles idées et des méthodes de prise de décision et de gestion passées. De même qu'il est difficile de mettre en place des unités industrielles qui soient en mesure de rendre compétitif et exportable le produit local, face à un emballement des importations. Et puis, faut-il continuer à mettre à contribution l'argent public, pour ranimer l'industrie ? Aujourd'hui, la situation est telle que la dépense publique a pris de l'ampleur, dans une économie où prédomine l'étatisme. Pendant ce temps, la fiscalité ordinaire baisserait, sous l'effet du démantèlement tarifaire, induit par l'Accord d'association liant l'Algérie à l'UE, et de l'adhésion future du pays à l'OMC. Pour maintenir à flot les caisses de l'Etat et les dépenses publiques, une solution de toujours : les ressources fiscales produites par le secteur des hydrocarbures. Pourtant, il y a des ressources inépuisables à dégager dans d'autres secteurs aussi intéressants les uns que les autres.

PAR :
YUCEF SALAMI

Les mines, la pétrochimie, l'électricité, les engrais, la construction navale sont autant de branches que le pays pourrait développer à l'avenir, en y associant le privé, qu'il soit local ou étranger. La conjoncture nationale est favorable, aujourd'hui, pour l'exploitation de minerai de fer, par exemple. Elle l'est sous l'impulsion de la demande en sidérurgie. Il est vrai qu'un effort a été fait dans ce domaine, depuis quelques années : des investissements supplémentaires ont été consentis en vue d'augmenter les capacités de production d'ArcelorMittal, et l'installation en cours d'une nouvelle usine en partenariat avec un opérateur qatari. Reste à savoir si ces plateformes arrivent à couvrir les besoins du marché local et à exporter l'excédent de production. Il y a également le phosphate qu'il faudrait développer davantage. Avec

des réserves prouvées en phosphates de plus d'un milliard de tonnes, un potentiel qui vaut de l'or, le secteur mérite d'être porté au premier plan des priorités des gouvernants. Pour ce qui est des engrais, des objectifs ont été réalisés, mais beaucoup reste à faire. Fertial, pourrait, peut-être, réussir là où Asmidal a échoué, maintenant que le marché européen lui est moins hostile. Par le passé, l'entreprise y a été confrontée à de nombreuses contraintes, l'UE imposant des taxes excessives sur ses engrais. Dans le tourisme, un travail colossal est à accomplir pour faire décoller l'offre et inscrire l'Algérie dans le panorama des pays attractifs en matière touristique. C'est un pari à tenir, si l'on y met de la volonté et en passant la main aux entreprises privées. Dans l'ensemble des domaines à promouvoir, sus-cités, l'entreprise et la

notion de productivité doivent constituer de puissants leviers de toute la stratégie de sortie de la rente pétrolière. Or, et à ce jour, la productivité est reléguée. Une preuve parmi d'autres : la politique des salaires en Algérie n'y est pas liée. Elle est plutôt dictée par des impératifs beaucoup plus politiques. Et cela n'est pas sans conséquences sur les équilibres macroéconomiques et sur la santé financière des entreprises, de manière générale. Aux dires de beaucoup, il est nécessaire de limiter toute augmentation des salaires réels au taux de croissance réel du PIB hors hydrocarbures afin de préserver la compétitivité, alors que l'économie de l'Algérie est appelée à s'ouvrir davantage vers l'extérieur.

Y. S.

SLIM OTHMANI, P-DG DE NCA, REPRÉSENTANT DU PATRONAT :

"Pas d'autre choix que de réussir les réformes économiques"

■ "De mon point de vue, la prochaine équipe gouvernementale sera sous la pression d'un succès des réformes économiques. Ses membres n'auront pas d'autre choix que celui de réussir les réformes économiques attendues, tant par la sphère nationale qu'internationale. Car les conséquences d'un échec sur ce plan auront un prix social tel qu'ils ne peuvent s'offrir le luxe d'un report dans la mise en œuvre de ces réformes. On entend par réformes, en particulier ceci : l'Etat doit lâcher le contrôle sur le secteur économique, se focaliser exclusivement sur la régulation de l'activité économique. En un mot, on a besoin d'un état régulateur et non d'un acteur économique, exception faite de 2 ou 3 secteurs stratégiques, tels que les hydrocarbures et pas totalement, les télécommunications et pas totalement. Par exemple, les matériaux en tant que domaine relevant de la construction n'est pas un secteur stratégique. Il est un secteur stratégique pour l'économie nationale, mais pas pour l'Etat. Autre réforme pour réussir le mandat : il convient de réformer tout ce qui tourne autour de l'éducation et la formation, permettre l'émergence d'universités privées en Algérie. Nous avons besoin aussi de libéraliser le secteur de l'audiovisuel et des médias en général. Pourquoi ? C'est lui qui permettra de faire apparaître des acteurs régionaux, de décentraliser l'économie algérienne, de médiatiser des acteurs économiques dans les différentes régions du pays. Il faudra aussi, de mon point de vue, un gouvernement jeune et hautement technocrate pour réussir ces réformes. Il ne manque pas partout dans le monde de compétences, y compris en Algérie, qui seraient prêtes à venir apporter leur contribution à ce grand projet de réformes économiques."

PROPOS RECUEILLIS PAR K. REMOUCHE

4^e MANDAT : CE QUI VA CHANGER

LIES KERRAR, SPÉCIALISTE EN FINANCE, À “LIBERTÉ”

“Il faut de toute urgence des réformes de fond”

Lies Kerrar, P-DG de Humilis Finance, explique, dans cet entretien, qu’il ne peut pas y avoir de politique industrielle réussie sans gouvernance. Il estime par ailleurs que le timing est important dans les réformes : si on les engage aujourd’hui, on commencera à en entrevoir les résultats “dans cinq ans”.

Liberté : Quel regard portez-vous sur l’évolution de l’économie nationale pendant le prochain mandat ? Y aura-t-il plus d’investissements, d’exportations hors hydrocarbures, de valeur ajoutée ?

Lies Kerrar : Pour développer les exportations hors hydrocarbures et créer de la richesse, il y a nécessité

ENTRETIEN RÉALISÉ
PAR : **YUCEF SALAMI**

d’engager d’abord les réformes qu’il faut pour que notre économie soit compétitive. Et si on commence à le faire demain, de façon déterminée, cela nous permettra, peut-être, d’entrevoir des résultats dans cinq ans. Nabni a utilisé l’image du Titanic. Pour changer de trajectoire, il faut changer de direction assez tôt. De manière synthétique, il faut de toute urgence mener des réformes de fond pour rendre l’environnement de l’entreprise compétitif. Cela demande un changement d’approche.

Nous devons prendre acte que notre environnement nuit à la compétitive, et s’atteler à faire des progrès très rapidement. Il ne suffit pas de mettre en place des mesures de “facilitation”. Il faut un rythme déterminé d’action. C’est une réforme, une amélioration, par service, par administration par semaine, qu’il faut comme rythme.

Autre élément : avoir une politique industrielle, car un environnement de l’entreprise, même des meilleurs, ne suffit pas. Nous avons un tel retard en industrialisation, qu’une politique industrielle est nécessaire pour permettre à des secteurs industriels d’émerger. N’oublions pas que nous sommes en concurrence avec le monde.

Autre chose, il est impossible de faire cela, et que cela marche, sans un niveau de gouvernance exemplaire. C’est pour cela que les mesures de gouvernance proposées par Nabni constituent une démarche intéressante par laquelle il faut commencer.

Qu’est-ce qui va changer, selon vous, dans le marché financier ?

Nous devons rapidement conduire des réformes de fond de notre système financier.



Les recommandations faites depuis des années par le FCE et Nabni doivent être mises en œuvre. Nous devons passer à l’action.

L’État va-t-il continuer à mobiliser le capital public pour relancer l’investissement ?

Nous avons l’opportunité d’avoir encore les moyens pour faire émerger une diversification de notre économie. Mais nous n’avons pas des

moyens illimités. Le défi sera d’utiliser efficacement les moyens qu’on a, d’être efficaces et d’être en mesure de reconnaître et corriger nos erreurs rapidement.

Le Fonds national d’investissement (FNI) sera élargi aux entreprises privées, c’est dit dans les engagements pris lors de la tripartite du 23 février dernier. Pouvez-vous nous commenter

cette mesure ? Et que produira-t-elle comme effet ?

Le Fonds national d’investissement a pour vocation de compléter l’offre de financement disponible sur le marché pour favoriser le développement économique. Il est normal que le FNI ait un rôle à jouer dans le financement et le développement de nos marchés financiers.

Quels sont, selon vous, les puissants leviers pour une économie moins dépendante des hydrocarbures ?

La priorité aujourd’hui, c’est la gouvernance, pour pouvoir mettre en œuvre une politique industrielle. Les expériences dans le monde montrent que les politiques industrielles échouent, faute de gouvernance.

YAMINA MAGHRAOUI, SECRÉTAIRE NATIONALE DU SNAPAP

Un quinquennat hypothétique

■ Pour le Snapap (Syndicat national autonome des personnels de l’administration publique), le prochain quinquennat est hypothétique. Dans une déclaration à *Liberté*, Yamina Maghraoui, secrétaire nationale du Snapap, explique que “le pouvoir a atteint ses limites”. Selon elle, la situation économique est désastreuse, antisociale avec une absence de planification. Concernant les attentes du Snapap quant à ce quinquennat, la réponse de Yamina Maghraoui est sans appel : “Pour nous, on n’attend rien”, ajoutant : “Il y aura plus de restrictions des libertés.” Le Snapap semble inscrire sa démarche dans le changement. “On s’inscrit toujours dans la logique du changement. Avec ou sans le mandat, on veut le changement”, affirme Yamina Maghraoui qui ajoute que “c’est pour cela qu’on est réprimé”. Enfin, la secrétaire nationale du Snapap souligne que le syndicat se rapproche des partis qui sont en train de s’orienter dans le sens du changement.

SÉCURITÉ ET INDÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUES

Quels défis pour l’Algérie ?

Au niveau international, chaque pays adapte sa politique énergétique selon ses ressources en matière d’énergie, ses réserves, sa demande énergétique en interne et ses besoins d’investissement, afin de préserver une souveraineté économique.

Avec une population estimée à 38 millions d’habitants en 2013, selon l’ONS (Office national des statistiques), la consommation de l’Algérie a atteint 55 millions de tonnes équivalent pétrole (mtep), pour une

PAR : **ABDELWAHID HENNI ***

de 40 milliards de dollars US. En 2030, l’Algérie comptera 55 millions d’habitants, et la demande énergétique risque de doubler dans les quinze années à venir, donc atteindre probablement près de 80 milliards de dollars US, d’autant plus que la consommation d’électricité connaît un rythme annuel de 14 à 18% et la consommation de carburants connaît également une croissance de 15% en moyenne.

A noter que la forte hausse des besoins énergétiques au niveau national se traduira forcément par une diminution des exportations algériennes, donc une diminution des recettes financières.

A partir de ce constat, la question sur la sécurité énergétique de l’Algérie mérite d’être étudiée et explorée profondément, car il y va de l’avenir de tout un pays et de toute une population.

Pour faire face à ces contraintes, il faudrait que la nouvelle politique énergétique de l’Algérie puisse donner la priorité au marché national, ceci devrait passer par un effort considérable concernant l’intensification de l’exploration, et ce, en encourageant les partenaires étrangers à investir dans l’amont pétrolier et gazier, ainsi dé-

coulera de cet effort d’exploration quatre autres objectifs, à savoir (1) améliorer les taux de récupération des grands gisements, (2) augmenter les réserves d’hydrocarbures, (3) préparer l’exploitation éventuelle des hydrocarbures non conventionnels et (4) maximiser la valorisation des hydrocarbures.

En ce qui concerne, l’exploitation des hydrocarbures non conventionnels, dont le potentiel en matière de gaz de schiste récupérable a été estimé, selon l’AIE, à 20 000 milliards m³ sur un total de 207 000 milliards m³ de réserves globales, soit la troisième réserve mondiale, il faut, tout d’abord, évaluer le potentiel sur le plan quantitatif, ensuite en mesurer l’exploitabilité et évaluer la rentabilité commerciale. Pour cela, il faut mener des études sur

de grandes surfaces, procéder à quelques forages d’appréciation, mettre en place des projets-pilotes d’exploitation et enfin évaluer l’impact sur l’environnement. Ainsi, l’exploitation du gaz de schiste en Algérie est indispensable, car il y va de l’indépendance énergétique du pays dans quelques décennies.

Par ailleurs, il est vrai qu’avec le renouvelable, l’Algérie pourrait réduire la consommation domestique de gaz, car l’électricité étant en grande partie produite aujourd’hui par le thermique gaz (97% de l’électricité au niveau national est produite à partir du gaz), mais pour y arriver, il faut impérativement développer de nouvelles technologies, instituer une nouvelle culture de consommation et enfin réduire les coûts afin de pouvoir utiliser et ex-

ploiter cette ressource. En conclusion, le chef de l’État devrait, dans sa feuille de route, mettre en adéquation, selon les besoins de consommation en interne et selon les besoins d’investissement, ce qui suit : la récupération des ressources naturelles et la valorisation maximale des hydrocarbures d’un côté, et l’intensification de l’exploration et l’augmentation des réserves d’hydrocarbures d’un autre côté, tout en concrétisant, au mieux, le plan de développement des énergies renouvelables, le tout dans un seul but : assurer la sécurité et l’indépendance énergétiques de notre très cher pays.

A. H.
(*) Consultant

LES CHANTIERS QUI ATTENDENT LE PRÉSIDENT ABDELAZIZ BOUTEFLIKA

Sa marge de manœuvre sera étroite et risquée

Il faut bien admettre qu'une situation politique économique et sociale nouvelle se dessine en Algérie après l'élection présidentielle du 17 avril. Dans un contexte de tension régionale qui nous expose à tous les risques, et un climat intérieur délétère, sur fond de profondes fissures socioéconomiques et de montée exponentielle des besoins sociaux, les chantiers qui attendent le président relèvent de la gageure.

La diminution irréversible de nos ressources financières, du fait de la contraction de nos exportations en hydrocarbures, de la hausse inconsidérée des importations et de la faible performance de l'appareil productif national rendent les défis à venir plus complexes.

PAR :
A. HAMMA

Car, désormais, le président se trouve, objectivement, face à un choix (un dilemme ?) d'une extrême complexité.

Les engagements de réformes politiques, sociales et économiques, qu'il avait annoncés en 2011 et qui tardent à se réaliser, ne peuvent se faire que dans la mesure où des conditions démocratiques minimales soient réunies. Une telle alternative exigera de lui un courage politique, à la fois de rupture et de changement des mœurs pratiquées jusqu'alors par le système. Ce choix est plus que jamais d'actualité, compte tenu de l'ampleur des besoins sociaux. Au-delà des considérations politiques, auxquelles il aura fort à faire, les défis économiques s'imposent à lui comme une priorité absolue. Relancer une machine économique en panne, résoudre la question du chômage, du logement, réanimer un secteur industriel moribond, se départir des a

priori idéologiques vis-à-vis du secteur privé productif, lutter contre la corruption, les activités informelles et les forces de la spéculation, clarifier la vision de la sphère macro et micro-économique, caractérisée jusqu'à présent par des hésitations, sous la pression des lobbys de l'import-import, en brisant notamment les entraves qui hypothèquent lourdement l'amélioration du climat des affaires. Si durant la campagne électorale les Algériens ont eu droit à un chapelet de promesses des candidats en lice, sans nécessairement qu'ils explicitent le comment faire et avec quels moyens de financement ; il en est autrement pour le président réélu. D'abord parce qu'il a dirigé l'Algérie pendant quinze ans, ensuite parce qu'il est obligé d'endosser le passif et l'actif d'une gestion économique qui, malheureusement, n'a pas été couronnée par les succès attendus. Dans ce contexte, beaucoup d'analystes estiment que l'économie nationale, en dépit d'une marge non négligeable de réserves de change, demeure très fragile, compte tenu de sa forte dépendance de la rente pétrolière, d'une croissance molle ainsi que de l'insignifiance de la production nationale hors hydrocarbures et d'un climat des affaires contraignant, qui décourage l'afflux des IDE ainsi que les investisseurs privés nationaux.

A. H.

Fragilités financières

■ En termes quantitatifs, puisqu'aux lieu et place de son programme, le président a mis en avant son bilan et la comptabilité de ses réalisations économiques et sociales, il faut souligner que l'excédent de la balance des paiements a régressé entre 2011 et 2013, passant de 20,14 milliards de dollars à 130 millions de dollars. Par ailleurs, durant la même année 2013, les exportations en hydrocarbures étaient de 63 milliards de dollars, alors que les importations durant la même période avaient dépassé les 60 milliards de dollars. Quant à la politique budgétaire, notamment dans son volet relatif aux transferts sociaux, ceux-ci avoisinaient les 70 milliards de dollars. Ils révèlent des signes inquiétants de déséquilibres macro-économiques qui tendent à devenir structurels. Le recours systématique au fonds de régulation des recettes n'est en réalité qu'un palliatif. Ces indicateurs économiques et financiers, couplés à une économie en berne --- secteur industriel à 5% du PIB, dépréciation dangereuse du dinar, impactant à la hausse les prix des produits alimentaires de large consommation en quasi-totalité importés, taux de chômage selon des statistiques non officielles de plus de 17%, croissance économique molle de moins de 3%, climat des affaires en éternelle stagnation, corruption, appel irrationnel à la dépense publique, productivité du travail et compétitivité des entreprises publiques économiques quasi nulles, opacité dans la gestion des deniers publics, montée des besoins sociaux et leur corollaire de contestations, sachant que la population algérienne frise les 40 millions d'habitants --- ; prouvent, si besoin en était, l'ampleur et la complexité des chantiers qui attendent Bouteffika. Celui-ci devra impérativement répondre à deux impératifs pratiquement inconciliables sans heurts ni frictions sociales et politiques. Il s'agit en premier lieu, de réunir les conditions pour que la masse des Algériens, et particulièrement les catégories les plus vulnérables, acceptent une politique d'austérité incontournable, mais dans le même temps, regagner leur confiance en les rassemblant autour d'un projet de société clair, tangible, porteur de valeurs d'équité et de justice, en donnant l'exemple probant de la lutte concrète contre la corruption ainsi que des forces prédatrices qui pillent l'économie nationale. Aucun passe-droit ni erreur d'appréciation ne lui seront permis. Le deuxième impératif auquel il sera tenu de faire face, est de réussir le pari de la relance de la croissance dans une économie mondiale de plus en plus compétitive, c'est-à-dire, de proposer à la nation, une stratégie de relance de la croissance et de rupture définitive avec la rente pétrolière et les forces qui s'y abreuvent.

A. H.



EN TOUTE LIBERTÉ

MUSTAPHA MEKIDECHE
MUSTAPHAMEKIDECHE@YMAIL.COM

Les chantiers économiques du prochain mandat : entre contrainte financière et contrainte politique et sociale

Tout le monde s'accorde à dire que les marges de manœuvre financières du prochain mandat seront étroites pour pouvoir à la fois maintenir les grands équilibres économiques et sociaux et répondre aux attentes des différents segments de la société. Ceci d'autant que cette fois les intérêts en jeu sont trop grands et les enjeux vitaux pour le pays. Du coup, la démarche récurrente qui consisterait à ne se contenter que d'un texte élaboré administrativement intitulé plan quinquennal 2015-2019 pour identifier les chantiers économiques du prochain mandat me paraît complètement décalée, voire opérante. Cette fois, ces chantiers économiques devront, au préalable, faire l'objet d'un large consensus politique et social et d'un chiffre beaucoup plus rigoureux. Est-ce vraiment bien utile, me diriez-vous ? Oui, car la contrainte de ressources, qui n'est pas prise en compte à ce jour, va peser de plus en plus au fil des prochaines années ; ce qui entraînera forcément une hiérarchisation des besoins économiques et sociaux, et donc des arbitrages douloureux dans certains cas, mais qu'il faudra répartir équitablement. Oui, car on ne peut reproduire les pratiques passées de projets grands et petits 'inscrits' sans maturation entraînant au final des surcoûts inexpliqués, des glissements de plannings et des malfaçons. Nier cela conduirait à une impas-

se totale et à une fragilisation des intérêts du pays. C'est ce qu'on appelle le principe de réalité.

En introduction de l'identification des deux plus grands chantiers du prochain mandat, j'observe que la finalisation des projets d'infrastructures et de logements déjà engagés lors du quinquennat précédent ne saurait constituer en soi une tâche stratégique du mandat qui s'ouvre. Mais ces queues de chantier, dont il faudra tirer les leçons, et les nouveaux projets devraient être confiés dorénavant à des institutions existantes ou à créer disposant des ressources pour mieux les étudier au plan technico-économique et les faire exécuter dans les règles de l'art sur la base du principe de la transparence et de la reddition des comptes. La seule limite est que ces institutions fassent respecter la substitution des produits nationaux (biens et services) aux importations comme ligne stratégique que les donneurs d'ordre doivent suivre, quitte à reporter dans certains cas les projets.

Le premier vrai chantier qu'il faut lancer et terminer au plus tard à mi-mandat est précisément celui de l'émergence d'une offre nationale massive de biens et de services. Cela passe par la mise en œuvre d'une politique de l'offre qui implique un soutien plus appuyé et plus direct à l'économie réelle, notamment le secteur privé. Le soutien à l'économie réelle,

“ Il convient de procéder à une rationalisation budgétaire plus ferme. Cette opération devrait concerner d'abord l'évaluation et l'ajustement des mécanismes de transferts, de sorte à cibler les groupes sociaux à faibles revenus pour en réduire les fuites et le gaspillage. Elle devra concerner aussi, pour les mêmes raisons, la rationalisation des modèles de consommation dont les produits sont soutenus, y compris les carburants. Enfin, les investissements publics gagneront à être hiérarchisés, de sorte à n'être lancés que lorsque leur maturation est achevée, leur utilité économique et/ou sociale définitivement prouvée et le financement de leur exploitation viable sur le long terme.”

c'est aussi la réindustrialisation dont on a beaucoup disserté et peu fait tant cela gêne et dérange certains intérêts commerciaux formels et informels en Algérie et ceux concernés dans le reste du monde. La construction d'une économie émergente avec un taux annuel de 7% de croissance dont il est question dans le programme du candidat vainqueur ne se réalisera pas sans le succès de ce premier chantier. Mais je remarque à ce sujet que le bilan est, à ce jour, très mitigé et que c'est loin d'être acquis pour plusieurs raisons. La plus importante étant qu'au fil des décennies, la "déconstruction" du modèle économique précédent n'a pas été vertueuse et a été même sélective en laissant subsister les "survivances" dont parle le professeur Andreff, spécialiste des économies en transition. Pis encore, car non seulement l'essentiel des rentes issues du système administré de l'économie a été sauvé, mais aussi de nouvelles se sont créées avec l'ouverture commerciale d'importation tous azimuts. Nous sommes toujours dans cette trappe, et le plus grave serait de n'en sortir que contraint et forcé, lorsque les capacités de financement extérieur provenant des hydrocarbures s'assècheront. Pour beaucoup d'observateurs, cet horizon est déjà visible. Mais pour gagner du temps et nous y préparer, l'ouverture du deuxième grand chantier pour ce mandat me

semble incontournable. Il s'agit de celui de la rationalisation de la dépense publique. D'abord, il convient de procéder à une rationalisation budgétaire plus ferme. Cette opération devrait concerner d'abord l'évaluation et l'ajustement des mécanismes de transferts, de sorte à cibler les groupes sociaux à faibles revenus pour en réduire les fuites et le gaspillage. Elle devra concerner aussi, pour les mêmes raisons, la rationalisation des modèles de consommation dont les produits sont soutenus, y compris les carburants. Enfin, les investissements publics gagneront à être hiérarchisés, de sorte à n'être lancés que lorsque leur maturation est achevée, leur utilité économique et/ou sociale définitivement prouvée et le financement de leur exploitation viable sur le long terme. Un tel processus dans la préparation des investissements publics rendra plus facile les arbitrages inévitables qu'il faudra faire le moment venu. En conclusion, on pourra toujours me dire qu'il y a d'autres tâches stratégiques à inscrire à l'agenda économique du prochain mandat présidentiel, notamment la qualification de la ressource humaine et la création d'emplois. Je le concède, mais il me semble que c'est le succès ou à l'inverse l'échec de ces deux chantiers que j'ai signalés qui conditionnera leur réalisation ou pas.

M. M.

FINANCES

LES PRÉVISIONS DU FMI POUR L'ALGÉRIE ET L'ÉCONOMIE MONDIALE

La croissance et les inégalités en hausse

Selon le FMI, le contexte économique international dans lequel le prochain gouvernement algérien devra évoluer en 2014 et 2015 sera plus favorable que celui des dernières années. Ce qui n'empêchera pas notre pays, pour des raisons essentiellement internes cette fois, d'être confronté à des pressions croissantes à la fois sur sa balance des paiements extérieurs et sur ses équilibres budgétaires.

“La reprise qui a commencé à s'installer dans les pays avancés prend de l'ampleur. Cette dynamique crée un nouvel environnement pour les pays émergents et en développement.” C'est par ce diagnostic, plus rassurant que celui des éditions précédentes, que s'ouvre le Rapport sur les perspectives de l'économie mondiale, rendu public la semaine dernière par le FMI (Fonds monétaire international). D'après

PAR : HASSAN HADDOUCHE

les estimations du FMI, la croissance mondiale qui s'était réduite sensiblement au cours des dernières années va rebondir en 2014 et 2015. Les experts du FMI prévoient une croissance de 3,6% en 2014 et de 3,9% en 2015 (contre 3% en 2013). Dans les pays “avancés”, la croissance, prévue pour cette année à hauteur de 2,2%, devrait être tirée par le dynamisme retrouvé de l'économie américaine (2,7%), tandis que les performances de la zone euro seront plus modestes. La croissance restera également “robuste” dans les pays émergents et en développement, où elle devrait cependant ralentir et tomber autour de 5% en 2014 et 2015. Pour ces derniers pays, les situations sont très contrastées et devraient varier au cours des deux prochaines années d'une performance moyenne de 7,5% pour la Chine et 6% pour l'Inde à un peu plus de 3% pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (Mena).

La production pétrolière soutenue par la reprise mondiale

Pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, le rapport du FMI annonce des perspectives à court terme en demi-teinte. La région devrait connaître une croissance économique de 3,2% en 2014 (contre une petite performance de seulement 2,2% en 2013). Dans les pays exportateurs de pétrole, le PIB augmenterait de 3,4% en 2014 (2% en 2013).

Le FMI estime que “l'insuffisance de confiance des investisseurs, le chômage élevé, une faible compétitivité et, dans de nombreux cas, les déficits budgétaires continueront à peser sur les perspectives économiques” de la région. Les réformes visant à augmenter et à diversifier la production et à améliorer la compétitivité sont “essentiels pour la réalisation non seulement d'une croissance durable et inclusive mais aussi pour la création de l'emploi”, insiste-t-il.

Abordant la situation des pays exportateurs de pétrole de la région Mena, dont l'Algérie fait partie, le FMI relève que la croissance hors hydrocarbures



Le FMI reste optimiste pour les comptes extérieurs de notre pays.

a été soutenue, en 2013, par les investissements publics dans les infrastructures et l'expansion du crédit privé. Il souligne, en outre, que si “leur production pétrolière a baissé en 2013 pour des raisons internes et externes, elle devrait, par contre, se stabiliser dans le sillage du renforcement de l'activité économique mondiale ainsi que des investissements et d'une consommation soutenus dans le monde durant 2014”. Selon le FMI, bien que leurs recettes soient prévues en baisse, les pays pétroliers de la région devraient également bénéficier d'un relative stabilité des cours du baril en 2014 et 2015 (voir notre encadré).

Les subventions énergétiques de nouveau sur la sellette

Le FMI continue néanmoins à souligner que les priorités politiques des pays pétroliers doivent s'axer autour de la diversification de leurs économies afin de réduire la dépendance au pétrole, d'augmenter les opportunités d'emploi dans le secteur privé et de renforcer leur résistance à des chocs éventuels. Pour le FMI, “la politique budgétaire de ces pays doit gérer les pressions de la demande, préserver les richesses pour les générations

futures et s'assurer de l'efficacité des dépenses d'investissements publics”. Dans le sillage de ces avertissements renouvelés au cours des 2 ou 3 dernières années, le FMI considère que la réduction des subventions à l'énergie, qui représentent entre 4% et 12% du PIB suivant les pays, “réduirait la consommation énergétique, libérerait les ressources financières pour des dépenses sociales ciblées et aiderait le financement des investissements publics”.

Algérie : croissance en hausse et pression sur la balance des paiements

Les enseignements pour l'Algérie ne sont pas absents de la dernière publication du FMI. Au chapitre de la croissance économique, le Fonds monétaire a révisé nettement à la hausse son pronostic et prévoit désormais une nette accélération pour les 2 années à venir. Elle devrait s'établir à 4,3% en 2014 et 4,1% en 2015 après seulement

2,7% finalement enregistrés en 2013 ce qui est sensiblement plus faible que les 3,2% encore évoqués en novembre dernier au titre de l'année écoulée. Le FMI reste en outre relativement optimiste pour les comptes extérieurs de notre pays et indique que la balance des comptes courants de l'Algérie demeurera positive pour s'établir à 0,5% du PIB en 2014 mais devrait devenir négative pour représenter -1,3% du PIB en 2015 (contre 0,4% en 2013). On relèvera que ces chiffres, qui sont le produit d'une mission effectuée dans notre pays à la fin de l'année dernière, ont, depuis cette date, été corrigés par la Banque d'Algérie qui a révisé à la baisse l'excédent des paiements courants en 2013(ramené à 0,1% du PIB) tandis que les prévisions, toujours positives, pour 2014 seront sans doutes affectées par le récent accord sur Djezzy qui devrait provoquer des sorties de capitaux d'un montant compris entre 1 et 1,5% du PIB en renforçant ainsi les pressions sur la balance des paiements qui aura bien du mal, dès la fin de l'année en cours, à sauver un équilibre devenu très fragile.

Une économie mondiale toujours très “vulnérable”

Bien que les mesures prises récemment par les pouvoirs publics dans beaucoup de pays aient contribué à réduire les risques, l'économie mondiale reste selon le FMI “très vulnérable”. C'est l'économiste en chef du FMI, Olivier Blanchard, qui le souligne : “Les risques extrêmes ont diminué mais les risques n'ont pas disparu”. Il pointe en particulier “le Sud de l'Europe où l'ajustement ne peut pas être tenu pour acquis en raison de réformes financières incomplètes et d'un système financier qui reste exposé”.

La montée des “incertitudes géopolitiques” au Proche-Orient ou en Europe de l'Est est également montrée du doigt. Mais la principale nouveauté du discours des experts de Washington est surtout constituée par une insistance inédite sur “une autre tendance qui pourrait à l'avenir occuper le devant de la scène : il s'agit de l'augmentation des inégalités de revenus. L'examen des retombées des inégalités de revenus sur les équilibres macroéconomiques et la conception des politiques macroéconomiques sera probablement un point de plus en plus important dans les travaux futurs du Fonds monétaire” souligne son principal expert.

H. H.

Le baril toujours au-dessus de 100 dollars en 2014 et 2015

■ Alors qu'un certain nombre de spécialistes ont dans une période récente agité la menace d'une chute importante des prix pétroliers au cours des prochaines années, les scénarios centraux élaborés par le FMI continuent de privilégier l'hypothèse d'une relative stabilité des cours du baril pour 2014 et 2015. C'est ainsi que, tout en évoquant les “travaux de certains analystes qui prévoient que le super cycle des prix pétroliers arrive à sa fin étant donné le ralentissement de la croissance constaté dans les pays émergents et l'augmentation de l'offre de pétrole brut aux États-Unis”, les experts du Fonds monétaire commencent par relever que les prix pétroliers à l'image d'ailleurs de ceux de l'ensemble des produits de base “sont restés stables ou ont fléchi légèrement au cours du second semestre 2013”. Mieux encore, “-au 1er trimestre 2014, les cours se sont raffermis parallèlement aux signes d'un renforcement de l'activité - économique mondiale”. En conséquence, les prévisions du FMI pour les cours nominaux du baril de Brent restent relativement élevés et s'établissent à 108 dollars en 2014 avant de revenir à 103 dollars en 2015. Une prévision plus optimiste que prévu, sans doute parce qu'une aggravation des risques géopolitiques a contribué à neutraliser un accroissement, pourtant plus rapide que prévu, de l'offre hors Opep.

H. H.

BOURSE D'ALGER Séance de cotation du 21 avril 2014

TITRES COTÉS	COURS	VARIATION	TAUX DE VARIATION
ACTION			
NCA-ROUIBA	410,00	0,00	0,00

TITRES NON COTÉS	DERNIER COURS DE CLÔTURE
ACTION	
ALLIANCE ASSURANCES Spa	605,00
EGH EI AURASSI	420,00
SAIDAL	550,00

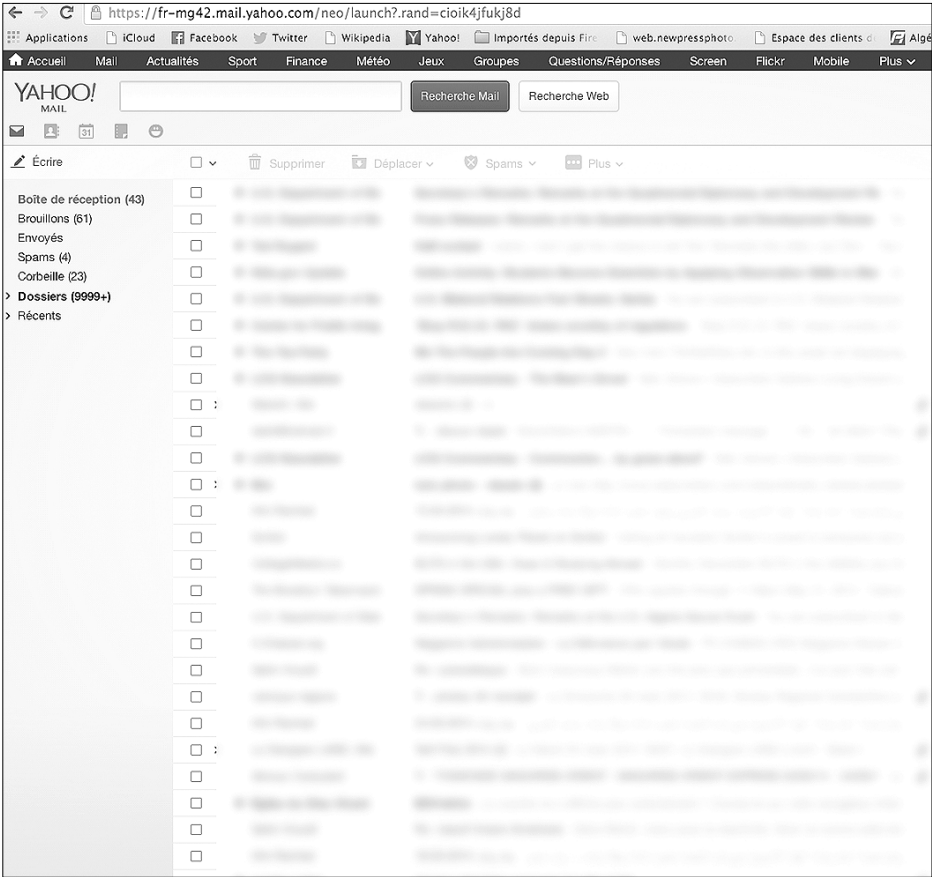
OBLIGATION	
SPA DAHLI	9 700,00
SONELGAZ 14	5 000,00

PRINCIPAUX INDICATEURS BOURSISERS	
Capitalisation boursière :	15 013 428 655,00
Valeur transigée :	410 000,00
Encours global des titres de créance :	32 360 140 000,00
Encours global des valeurs du Trésor :	303 501 000 000,00

CYBERCRIMINALITÉ

Un email a une valeur juridique

Un email a une valeur juridique, pouvant constituer une pièce à conviction dans un tribunal, c'est une disposition de loi datant de 2005 qui l'affirme. Elle a été évoquée par Hind Benmiloud, avocate spécialiste en droit des sociétés, lors d'un débat fort intéressant organisé par le Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (Care).



Les entreprises algériennes ne sont pas à l'abri d'un "espionnage" informatique bien que la loi les protège.

Cette disposition, les entreprises devraient en tirer partie, pour se protéger contre la cybercriminalité. Celle-ci représente toutes les infractions pénales susceptibles de se commettre au moyen d'un système d'informations connecté à un réseau. Le problème est que la plupart des entreprises ignorent

PAR
YOUCEF SALAMI

tout ou presque de cela. Et elles ne demandent pas conseils auprès de spécialistes, dans un monde d'Internet qui a beaucoup évolué, un univers d'échanges d'informations désormais incontournable qui touche pratiquement tous les domaines d'activité.

Il est aussi un territoire, source d'inquiétudes pour tous les acteurs économiques de l'entreprise et de la finance. Mais pas seulement : Internet a drastiquement changé le paysage de la sécurité de l'information.

Cela est dû à une "accélération sans précédent de son utilisation et surtout à sa disponibilité, toujours grandissante, sur tous les supports en complète mobilité, et en toute ubiquité", ainsi que l'explique Hind Benmiloud.

Aussi, l'entreprise ne peut plus se permettre d'exister sans une "stratégie de sécurité" aidée en cela par une ou plusieurs politiques de sécurité, selon sa taille.

La sécurité relève-t-elle, cependant, de la seule responsabilité de l'entreprise ? La juriste a parlé de cyberspace, cette sphère où circule toute forme d'informations virtuelles.

Il vient s'ajouter aux espaces à la fois terrestre, ma-

ritime et aérien, dont la protection et la sécurité entrent naturellement dans le champ des compétences de l'État.

Mais qu'a-t-il fait l'État pour assurer la protection de l'information dans le monde virtuel ? En plus de sa prise en charge au moyen des services de sécurité tels que la Gendarmerie nationale et la Police nationale, l'État se doit, aussi, de prendre des dispositions et de mettre en place des dispositifs pour assurer un environnement "numérique viable" et en "rassurer" les utilisateurs, les entreprises comprises, détaille Hind Benmiloud qui a jugé nécessaire l'existence d'un centre de veille et d'action contre tout type de cyberattaques tel qu'un Cert (Computer emergency response team) ou une équipe d'intervention d'urgence en informatique, dont le rôle est essentiellement technique mais qui doit encourager la prise de conscience en matière de sécurité à l'échelle du pays.

Y. S.

CLASSEMENT DES PREMIÈRES ENTREPRISES AFRICAINES DE "JEUNE AFRIQUE"

Cevital : troisième en Algérie

■ Cevital, le premier groupe privé en Algérie, reste la troisième plus grande entreprise en Algérie. Seuls Sonatrach et Naftal réalisent un meilleur chiffre d'affaires. C'est ce qu'on peut retenir du dernier classement (2014) des 500 premières entreprises africaines de *Jeune Afrique*. Sonatrach reste le numéro 1 en Afrique avec un chiffre d'affaires de 69 milliards de dollars. Naftal se hisse à la 39^e place avec 3,8 milliards de dollars de chiffre d'affaires. Cevital est classé 53^e avec 3,1 milliards de dollars de chiffre d'affaires. Suivent Sonelgaz (63^e) avec 2,4 milliards de dollars et Optimum Telecom Algérie (Djézzy, 84^e) avec 1,8 milliard de dollars. Par secteur, Cevital reste la première entreprise agro-industrielle en Afrique (classement 2014 de *Jeune Afrique*).

CABINET SAB SOLUTIONS

Mise en place d'un espace de réflexion

Le cabinet Sab Solutions, spécialisé dans le développement de la gestion des RH, a procédé, récemment en son siège à Chéraga, à l'installation du comité de pilotage et d'organisation de son Groupe d'analyse approfondi de pratique professionnelles (Gaap). Selon la directrice de Sab Solutions, Sabah Mrakach, le Gaap, destiné à l'amélioration de la qualité de vie en milieu professionnel, se présente comme un espace de réflexion et d'écoute qui s'adresse aux managers des entreprises publiques ou privées. Voulu comme un laboratoire de brainstorming, ce sont des rencontres de supervision afin de croiser les expériences cliniques à travers des référentiels théoriques et scientifiques. Durant ces rencontres, il s'agira de poser des constats, de croiser les réflexions, partager des idées et évaluer le concept de la performance économique. Après le Gaap de 2013 qui a eu à aborder des thématiques tels la motivation au travail, l'innovation et le risque managérial, le

cabinet Sab Solutions compte s'intéresser à des thématiques tels le E-marketing, la RSE ou la gestion du risque social. Reste que, comme l'explique la responsable du cabinet, le choix des thématiques revient aux membres du CPO qui, de par sa composition multigénérationnelle et pluridisciplinaire, aura à organiser et à animer le Gaap tous les deux mois.

Cet espace de réflexion et d'écoute qui reste ouvert à tout le monde se distingue néanmoins par le fait qu'il est source de propositions internes, contrairement aux autres cercles de réflexion, à l'instar de Nabni ou Care, qui, eux, sont sources de propositions externes. C'est-à-dire que le Gaap s'adresse exclusivement à ses adhérents, d'où l'obligation de réserve et la charte de déontologie qu'impose le Gaap à ses adhérents qui, à travers cet espace de parole et d'échange, peuvent développer leurs techniques managériales.

SAÏD SMATI

18^e JOURNÉE DE L'ÉNERGIE

Transition énergétique : l'impératif

L'hôtel Hilton d'Alger a abrité, mardi 8 avril, la 18^e Journée de l'énergie, organisée par le Laboratoire de valorisation de l'énergie, de l'École nationale polytechnique

PAR
SAÏD SMATI

(ENP). Cet événement qui se tient chaque année en commémoration de Youm el Ilm, la Journée du savoir, s'est intéressée cette année au thème "Une nécessaire transition énergétique pour garantir le développement durable de l'Algérie". Les experts participant à cette 18^e Journée de l'énergie ont fait part de la nécessité de mettre en place un modèle de consommation de 2030-2050 qui permettra de freiner la consommation des énergies fossiles. Ils ont esti-

mé que "la politique énergétique actuelle ne mène pas à une transition nette et nécessaire pour aller vers une nouvelle vision basée sur la sobriété énergétique et le développement durable". À cet effet, ils ont proposé une feuille de route "pour un passage en douceur du fossile aux énergies douces à l'horizon 2040, en misant sur une rente utilisée rationnellement".

Dans une communication intitulée "Géopolitique de l'énergie : transition énergétique et développement durable en Algérie", le directeur de recherche du Laboratoire de valorisation des énergies fossiles de l'ENP, le professeur Chemseddine Chitour, a dressé un tableau pas très réjouissant. Pour lui, le monde de l'énergie devient de plus en plus complexe et dangereux

et l'avenir sera de plus en plus incertain. La vulnérabilité de l'Algérie tient à trois paramètres : le déclin inexorable de ses ressources fossiles, l'incertitude concernant les prix internationaux et une consommation débridée où l'efficacité et les économies d'énergies sont absentes. Le professeur a souligné que "seule une transition énergétique permettra de tourner le dos aux énergies fossiles et développer les gisements d'énergie verte, mais aussi le moment venu d'exploiter les gaz de schiste quand la technologie sera mature". Abondant dans le même sens, l'ancien P-DG de Sonatrach, Abdelmadjid Attar, qui a présenté le potentiel en énergie dont dispose l'Algérie, a indiqué que la rente ne sera pas la même à partir de 2030-2040, du fait que la

productivité des gisements non conventionnels est généralement faible et leur rentabilité reste à démontrer par rapport aux énormes investissements nécessaires.

Il a, à ce titre, appelé à envisager dès maintenant "un nouveau modèle de consommation énergétique et surtout une nouvelle économie indépendante des hydrocarbures".

Le constat du vice-président du Cnes, Mustapha Mékidèche, est sans appel. L'Algérie qui a été pionnière dans la mise en valeur industrielle et commerciale du gaz est, aujourd'hui, dans une position de producteur fragilisée et d'exportateur menacée.

Il a estimé nécessaire de fonder un nouveau consensus autour d'une stratégie de sécurité énergétique ajustée

aux nouvelles menaces et opportunités. Pour ce faire, il évoquera l'arbitrage entre exportation et marché domestique, ainsi que des révisions adéquates en termes de tarification. L'ancien directeur de Sonatrach, Tewfik Hasni, a plaidé, pour sa part, pour une définition du modèle de consommation énergétique. Ceci commencera, selon lui, par l'étude des tendances énergétiques, aussi bien sur le marché local qu'à l'export. "La prise en considération du nouveau paradigme, basé sur la rareté des ressources à l'avenir, nous introduira à l'économie verte. La rationalisation dans l'utilisation des ressources va s'imposer du fait de la rareté des ressources."

S. S.

BRÈVES du Centre

BOUMERDÈS

Bientôt le gaz de ville dans le quartier Sahel

■ Selon une source proche de l'APC de Boumerdès, l'on a appris que les quartiers Sahel et Boukerroucha seront bientôt raccordés au réseau de gaz de ville. L'enveloppe dégagée pour cette opération est de l'ordre de 3,7 milliards de centimes. Par ailleurs, une enveloppe financière d'un montant de 800 millions de centimes a été dégagée pour la réalisation d'une aire de jeu pour les enfants de Sahel, à laquelle un terrain sera bientôt affecté. Rappelons que les habitants de Hay Sahel souffrent le martyre à cause du manque des commodités. "Nous vivons dans des conditions pénibles et ce dans l'indifférence des autorités locales qui semblent complètement ignorer notre quartier", dénoncent des habitants de ce quartier. "On nous a promis que cette année notre quartier sera doté de gaz de ville et d'un stade digne de ce nom, mais en réalité ce ne sont que des promesses", affirme un jeune habitant du quartier.

NASSER ZERROUKI

M'SILA

11 arrestations et 3 gendarmes blessés à Ouled Derradj

■ La perquisition au domicile de trois trafiquants de psychotropes à Ouled Derradj, à 20 km à l'est de M'sila, a provoqué dans la nuit de dimanche à lundi un affrontement entre des jeunes et des forces anti-émeutes de la Gendarmerie nationale. Ces émeutes ont été déclenchées par un groupe de jeunes qui voulaient empêcher les gendarmes de faire une perquisition au domicile de trois personnes impliquées dans des affaires de trafic de psychotropes. Des dizaines de jeunes ont bloqué la RN40 et ont caillassé la brigade de gendarmerie pour demander la libération de leurs camarades. Trois gendarmes ont été blessés. C'est ce qui a contraint les forces de l'ordre à intervenir pour disperser la foule de manifestants et rétablir l'ordre public. Au total, une dizaine de personnes ont été arrêtées. Neuf des personnes arrêtées devaient être présentées hier devant le magistrat instructeur près le tribunal de M'sila pour plusieurs chefs d'accusation, dont trouble à l'ordre public, entrave à une enquête judiciaire, jet de pierres sur des gendarmes...

CHABANE BOUARISSA

VILLAGE CHEGGA (OUARGLA)

Des kilomètres pour avoir une bonbonne de gaz

■ Les habitants de Chegga, un village situé dans la commune d'El-Alia, à 145 km du chef-lieu de la wilaya d'Ouargla, souffrent du problème du manque de gaz butane. Les habitants parcourent plusieurs kilomètres pour acheter une bonbonne de gaz. La plus proche station-service est située à 30 km. Alors que d'autres habitants, dans des cas de pénurie, font 140 km aller-retour jusqu'à Touggourt pour avoir une bonbonne de gaz butane. Les citoyens que nous avons rencontrés dans une station-service à Touggourt dénoncent la politique de marginalisation. "On n'a pas le droit au gaz de ville alors que notre commune fait partie de cette wilaya pétrolière?", s'est interrogé un citoyen.

AMMAR DAFEUR

TAMANRASSET

Formation d'associations en gestion et conception de projets

Pas moins de 47 associations ont pris part à cette première session pour se mettre à niveau et prendre connaissance des lois et textes réglementaires relatifs à la gestion des associations.



À l'issue de ce stage, les participants seront, entre autres, appelés à développer des partenariats durables.

La direction de la jeunesse et des sports de la wilaya de Tamanrasset organise, depuis dimanche, des journées de formation sur les différentes méthodes de conception et de gestion de projets associatifs. Sur les 83 associations conviées, 47 ont pris part à cette première session qui se veut une occasion de se mettre à niveau et de prendre connaissance des lois et textes réglementaires relatifs à la gestion administrative et financière des associations. Le camp de jeunes d'Adriane, sis à quelques toises du centre-ville de Tamanrasset, a abrité, quatre jours durant, des ateliers de travail et des journées d'études appliquées visant principalement à comprendre ce qu'est la gestion du cycle de projet, sa raison d'être pour l'organisation, son langage, ses techniques et ses outils. L'initiative, première du genre, s'inscrit dans la politique du ministère de la Jeunesse et des Sports, laquelle vise à "développer le mouvement associatif dans la perspective d'en faire un véritable par-

tenaire dans la prise en charge des préoccupations de la classe juvénile", a expliqué le DJS de Tamanrasset, Benseddik Idris. A l'issue de ce stage, les participants seront ainsi "capables de situer correctement les projets dans une vision organisationnelle et stratégique à même d'analyser des situations problématiques ou d'opportunités et de maîtriser les outils d'aide à la compréhension et à la décision", souligne-t-on à la DJS. Ils seront également appelés à développer des partenariats durables, en mettant en place des stratégies de mesure et d'évaluation de projets. Pour ce faire, les encadrateurs, issus de l'Institut supérieur de la formation des cadres de la jeunesse de Tixeraine (Alger), ont axé la formation sur plusieurs volets avec au menu des exposés, des travaux en groupe et individuels et une analyse de techniques d'utilisation des outils de conception visuelle.

Saâda Abdelhamid, formateur et expert en gestion et conception de projets (GCP), a mis en avant l'importance de définir les besoins du mouvement asso-

ciatif dans cette wilaya à l'effet d'apprendre aux intervenants comment entreprendre, "d'où la nécessité de les mettre au diapason des autres organisations à travers des journées de formation et d'application évitant les approches et les méthodologies classiques., ce qui nous permettra, à coup sûr, de former une élite appelée à prendre en charge, désormais, la formation des associations en phase de création ou des organisations embryonnaires", estime-t-il.

Tout en mettant en valeur l'action associative, M. Saâda, également directeur de projets euro-méditerranéens à l'Union européenne, a mis l'accent sur la planification stratégique des projets et l'adaptation des concepts suivant le niveau et l'expérience de chaque association. Dans cette optique, Kaced Kamel, aussi expert en GCP, a, de son côté, plaidé pour "l'adoption du langage de la raison et de la logique pour parvenir à transmettre efficacement le message aux stagiaires, invités à monter des projets modelés en fonction des besoins de la société, en leur inculquant bien évidemment les valeurs et les principes fondamentaux de l'association". La DJS s'engage à perpétuer cette initiative, louable à plus d'un titre, afin que les autres associations de la wilaya puissent en tirer profit, en les impliquant à bien des égards dans la mise en marche de la locomotive de développement de cette wilaya.

RABAH KARECHE

TIPASA

Le Snapap dénonce les résultats d'un concours de recrutement à Bou-Ismaïl

Le représentant du syndicat affilié à la Snapap dans la commune de Bou-Ismaïl dénonce les résultats du concours d'admission à 20 postes qui a eu lieu en décembre 2013. Ces postes sont : attaché d'administration, inspecteur de l'administration, intendant, chauffeurs, femmes de ménage. Les parents des candidats ont crié au scandale pour manque de transparence et le rejet des recours introduits. Selon le représentant de la section syndicale, les élus de l'APC ont violé l'article 20/194 en date du 25 mai 2012 portant organisation des concours et examens

dans le recrutement dans l'administration publique. Selon la même source, les candidats reçus ont été convoqués pour signer le PV d'installation sans affichage des listes des reçus. Contacté par nos soins, un chef de service de l'APC nous a affirmé que la liste des candidats retenus sera affichée durant cette semaine. Et d'ajouter que la liste des candidats reçus a été avalisée par la direction de la fonction publique de la wilaya de Tipasa après un audit. Par ailleurs, la liste du concours d'accès sur titre pour les 3 postes à pourvoir entre intendants et sous-intendants au niveau de la di-

rection de l'éducation de la wilaya de Tipasa, où 200 candidats ont participé au concours depuis plus de 3 mois, n'a pas été affichée. Selon une source sûre, ce retard s'explique par un problème entre la direction de la fonction publique et la direction de l'éducation concernant la notation finale de l'oral, de l'ancienneté des diplômés et la moyenne des candidats. Contacté par nos soins, un représentant de la direction de l'éducation de la wilaya a refusé de s'exprimer sur la date de l'affichage des listes des candidats retenus.

B. BOUZAR

LAGHOUAT

Un nourrisson de 6 mois calciné à Sidi Makhoulouf

■ Les habitants de Leglat (commune de Sidi Makhoulouf, 40 km au nord de Laghouat) ont été bouleversés, dimanche, par un incident dramatique ayant coûté la vie à K. A., un nourrisson de 6 mois. Selon des sources crédibles, le drame, qui s'est produit dans une tente faisant office de domicile familial, est survenu après que la maman de la victime, qui était allée rendre visite aux voisins, eut mis le feu à un tas de papiers éparpillés dans la chambre où se trouvait le bébé. En quelques minutes, le feu s'est propagé aux effets personnels dans le compartiment où le petit corps a été trouvé carbonisé. Une enquête est ouverte par les éléments de la gendarmerie afin de déterminer les causes de ce drame.

BOUHAMAM AREZKI

BRÈVES de l'Est

ANNABA
Les travaux sur la voie ferroviaire Annaba-Azzaba s'éternisent

■ Lancés depuis il y a plus de 7 ans, les travaux de doublement de la voie ferrée reliant Annaba à la daïra de Azzaba (Skikda) en passant par les localités d'Oued-Zied, Berrahal, Hadjar-Essoud, sont à la traîne. Lesdits travaux, qui concernent un tronçon d'une longueur de plus de 70 kilomètres environ, accusent un retard gigantesque sur tous les plans, par rapport à leur délai de réalisation. Devant cette défection aux conséquences ruineuses, certains élus de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) de Annaba en sont aujourd'hui à demander carrément l'ouverture d'une enquête judiciaire pour évaluer les pertes et déterminer les responsabilités. C'est en janvier 2008, que le président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, en visite de travail à Annaba, a procédé, à Oued-Zied, dans la commune d'Oued-El-Aneb, à la pose de la première pierre du projet de doublement de cette voie ferrée. Ce projet à double voie normale, devait permettre d'atteindre une vitesse de 160 km/heure avec des charges à l'essieu de l'ordre de 20 tonnes et des convois de 1 200 mètres de longueur. Faisant partie du programme de modernisation de la rocade ferroviaire Annaba-Alger-Oran et inscrit dans le cadre du programme complémentaire de soutien à la croissance, ce projet, d'un coût estimé, à son lancement, à près de 26 milliards de dinars, vise à l'amélioration du débit de ligne, la sécurité et la régularité de la circulation ferroviaire. Ceci en supprimant les courbes de faible rayon et en homogénéisant la vitesse des trains. Outre l'amélioration des conditions d'exploitation, ce projet vise également à atteindre des performances appréciables et la réduction des temps de parcours des trains de voyageurs.

B. BADIS

KHENCHELA
Tentative d'enlèvement avortée

■ Les éléments de la brigade criminelle relevant de la police judiciaire de la Sûreté de wilaya de Khenchela ont réussi, avant-hier, à sauver une lycéenne d'une tentative d'enlèvement, selon une source sûre. En effet, six jeunes ont tenté de faire entrer de force une jeune fille dans une voiture sous les yeux de témoins qui se trouvaient sur les lieux et qui ont tout de suite donné l'alerte. Les services de sécurité sont rapidement intervenus et à l'issue d'une course-poursuite, les cinq malfaiteurs ont été arrêtés. Le sixième, quant à lui, demeure toujours en fuite. Les mis en cause seront déférés devant la justice dans les délais réglementaires. L'information sur cette énième tentative de kidnapping a vite fait le tour de la ville à Khenchela. Notons que la Sûreté de wilaya a invité les citoyens à utiliser le numéro vert à la moindre suspicion.

M. Z.

GUELMA
Une rixe coûte la vie à un jeune de 27 ans
■ Dimanche soir vers 21 heures 30, une rixe s'est produite à la cité Bara-Lakhdar à Guelma, en face de la Cité administrative des 80 bureaux et a opposé deux jeunes gens pour des raisons que l'enquête déterminera. Selon des sources sécuritaires, la victime, âgée de 27 ans aurait reçu un violent coup de poignard au niveau de la cuisse qui a engendré la perforation de l'artère fémorale. Sujette à une hémorragie, elle a été évacuée au service des urgences de l'EPH docteur Okbi à Guelma où elle devait décéder quelques instants plus tard en dépit des soins intenses prodigués par l'équipe médicale. Les éléments de la BMPJ se sont rendu sur les lieux pour enclencher l'enquête d'usage et ont procédé à l'arrestation du présumé assassin, âgé de 23 ans. Ce drame a suscité émoi et consternation au sein de la population car la famille éplorée est honorablement connue dans la région.

HAMID BAALI

EL-TARF
Saisie de 6 000 litres de carburant au premier trimestre
■ Le trafic de carburant a repris de plus belle dans la wilaya d'El-Tarf, notamment sur les axes routiers d'Oum Teboul ainsi que celui de Bougous. Les gendarmes sur la bande frontalière ont réussi à récupérer une importante quantité de gasoil estimée à plus de 6 000 litres au cours des trois derniers mois. La marchandise était destinée à alimenter les réseaux de contrebande sévissant des deux côtés de la frontière.

TAHAR B.

BATNA

Tazoult : un réservoir touristique à l'abandon

Cette ville antique attend une délimitation des zones recelant des vestiges archéologiques afin de préserver cet héritage historique et culturel.

Des dizaines de jeunes gens, révoltés par la situation désolante dans laquelle s'est retrouvé le lac, situé sur les hauteurs de la ville de Tazoult, ont décidé d'entreprendre une vaste opération de nettoyage des lieux et d'en interdire l'accès aux délinquants. Ceux-ci ayant transformé les proximités du lac en bar à ciel ouvert. Ces visiteurs indésirables venant des régions avoisinantes, en sus de l'insécurité qu'ils semaient, abandonnaient bouteilles et cannettes vides de boissons alcoolisées, créant une décharge d'ordures à cet endroit susceptible de garantir repos et loisirs aux habitants de la ville, notamment au printemps et en été. Car Tazoult, anciennement Lambèse, située à 11 km au sud-est de Batna, est l'un des nombreux sites archéologiques de la région qui font des Aurès un réservoir touristique inestimable.

Cette ville antique, qui pourrait constituer de par son patrimoine encore enseveli et ses deux musées un investissement de taille pour le tourisme local et étranger, attend une délimitation des zones recelant des vestiges archéologiques et la classification de ces derniers afin de préserver cet héritage historique et culturel. Bien que sujet d'étude depuis plusieurs années déjà, l'expansion de la région en zone touristique n'a toujours pas abouti, ainsi le site n'a pas encore été répertorié. Cependant ce trésor non investi, légué par les différentes civilisations passées par-là, n'est pas l'unique atout dont dispose Tazoult. Car la nature a également été très généreuse avec elle. Entouré de montagnes boisées, le site offre une vue panoramique paradisiaque : une cascade, des sources naturelles, un lac, un cha-



D. R.

Les jeunes lancent un appel aux responsables locaux pour la création d'un établissement public touristique qui générera des emplois.

teau datant du XIXe siècle... Cette beauté de la nature et cette richesse en vestiges ont donné des idées aux jeunes habitants de la ville. Ces derniers lancent un appel

aux responsables locaux. Ils sollicitent la création d'un établissement public touristique et économique, proposant l'ouverture de commerces tels que restaurants, café-

térias, kiosques... D'après eux, ce projet, s'il est réalisé, profitera aux familles de la région et aux jeunes sans emploi.

LALDJA MESSAOUDI

SÉTIF
Campagne d'abattage de chiens errants à Aïn Oulmène

■ Dans le cadre de la prévention et de lutte contre les maladies transmissibles du chien à l'homme, les éléments du bureau d'hygiène de l'APC d'Aïn Oulmène au sud de la wilaya de Sétif, en collaboration avec des éléments de la Gendarmerie nationale ont lancé, dernièrement, une opération d'abattage de chiens errants. L'opération a été initiée suite aux multiples appels de citoyens pour éliminer ces animaux qui représentent un danger, pour les enfants

notamment. Les chiens vivant autour des décharges publiques ont été les premières cibles. Il est utile de signaler que les mesures nécessaires pour préserver l'environnement après cette campagne ont été prises. Notons que la prolifération de chiens errants dans la wilaya de Sétif a pris des proportions alarmantes, notamment aux alentours des décharges sauvages.

A. LOUCIF

COLLO

Ouverture d'une antenne CNR

Une antenne de la Caisse nationale de retraite (CNR) a été récemment ouverte à Collo, permettant ainsi aux 14 000 retraités de cette ville et de sa région montagnaise de bénéficier des prestations sans avoir à effectuer de longs et harassants déplacements au niveau de l'agence du chef-lieu de la wilaya de Skikda. Cette louable initiative vise, en outre, l'amélioration du service public. Cette antenne assure l'essentiel des activités de la CNR, particulièrement la réception des dossiers de retraite, l'établissement des attestations de perception et de non-perception

ainsi que les réclamations. Le directeur de la CNR de Skikda, M. Daïf Lechelak, que nous avons rencontré sur place, compte également, dans un proche avenir, doter cette antenne de chaînes de liquidation pour une meilleure autonomie et partant une autre importante prestation pour des personnes généralement âgées et vulnérables, qui éprouvent d'énormes difficultés pour se rendre au niveau du chef-lieu pour la moindre prestation, outre les frais de transport et de restauration qui saignent encore plus les maigres ressources de la majorité des retraités ainsi que les

longues attentes. La mise en place de cette antenne a également atténué la forte pression au niveau de l'agence du chef-lieu où une grande foule se pointait quotidiennement. Il va sans dire que des améliorations dans l'accueil et dans les prestations de service sont constatées au niveau de l'agence CNR ainsi qu'au niveau de la structure voisine de la Cnas qui ont recueilli la satisfaction du ministre chargé de la Réforme du service public, qui a récemment visité ces deux structures. D'autres secteurs ainsi que d'autres prestataires de services publics devront prendre l'exemple

pour ouvrir des antennes au niveau de la zone ouest de la wilaya la plus marginalisée et la plus déshéritée. Pour ce faire, les autorités locales doivent mettre à leur disposition des structures d'accueil ou des terrains d'assiettes pour s'y installer. Sachant qu'au niveau de la ville de Collo, des prestataires de services importants pour le développement local ne trouvent pas d'assiettes foncières, et certains ont même décampé faute de structure alors qu'on peut dénicher des assiettes de terrain pour des constructions de moindre importance.

A. BOUKARINE

ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES DANS LE VIEUX COLLO

Course contre la montre avant la saison estivale

■ Les responsables de la commune de Collo semblent engagés à venir à bout de l'épineux problème de l'assainissement des eaux usées signalées ces derniers temps dans la vieille ville. En plus des équipes de l'ONA engagées sur plusieurs sites, l'APC vient de confier à une entreprise locale le chantier de la rue

Didouche Mourad, ex-Bir Lefkaren. Les ouvriers de l'opérateur sont depuis hier, à pied d'œuvre. Lors de notre passage sur les lieux, même le P/APC, accompagné des responsables de Sonelgaz et de l'hydraulique, était sur place. Il faut dire que l'enjeu est double. D'une part, il s'agit de mettre un

terme, et en urgence, à un problème de santé publique et, d'autre part, il est question de protéger la partie Est de la baie des Jeunes filles d'une éventuelle infiltration des eaux usées la veille de l'ouverture de la saison des baignades.

MOURAD K.

BRÈVES de l'Ouest

AÏN TÉMOUCHENT

Les sangliers inquiètent les agriculteurs du littoral

■ Devant la prolifération des sangliers, les agriculteurs semblent incapables de réagir après que leurs champs ont été en partie dévastés par le passage nocturne des animaux. Les champs les plus touchés sont bien sûr ceux des cultures maraîchères qui longent toute la partie nord du littoral témouchentois, de la forêt de M'saïd à Oulhaça en passant par Sassel et Béni Saf. Et les dégâts sont plus ou moins importants, si l'on en croit certains agriculteurs, surtout que la plupart de ces cultures se font sous serre, ce qui suppose des dépenses supplémentaires engagées pour leur remise en état. Cependant, les agriculteurs craignent le pire avec l'ampleur du phénomène, dans la mesure où, disent-ils, ce sont de véritables hordes qui défilent chaque jour dans ces endroits. C'est pourquoi les agriculteurs ne cessent de revendiquer l'autorisation pour l'organisation de battues afin de lutter contre la prolifération des sangliers, comme cela se déroulait auparavant.

M. LARADI

CHLEF

5 ans de prison pour le directeur par intérim des affaires religieuses

■ Le tribunal de Chlef a condamné, dimanche en fin d'après-midi, pour corruption, le directeur par intérim des affaires religieuses de la wilaya de Chlef à 5 ans de prison ferme. Le même tribunal a également prononcé lors de ce procès qui était prévu pour la semaine écoulée, toujours dans le cadre de cette affaire, la condamnation à 5 ans de prison ferme d'un imam et infligé 3 ans de prison ferme à un volontaire de la mosquée saoudienne au centre-ville de Chlef. Les faits de cette scabreuse affaire qui a ébranlé la direction des affaires religieuses de la wilaya de Chlef ont eu lieu, rappelons-le, le 10 avril, lorsque, aux environs de 16h, les éléments de la brigade de recherches et d'investigation de la Gendarmerie nationale ont arrêté, en flagrant délit à l'intérieur de son bureau, le directeur par intérim des affaires religieuses de la wilaya, qui était accompagné d'un imam et d'un volontaire qui assumait certaines charges dans la mosquée saoudienne se trouvant à proximité de ladite direction. Selon l'arrêt de renvoi, ces derniers étaient en possession d'une somme globale de 50 000 DA qu'ils auraient perçue et partagée entre eux. La victime dans cette affaire n'est autre qu'un fonctionnaire exerçant au sein de cette instance religieuse qui souhaitait avoir une affectation et une quelconque promotion dans le cadre de l'exercice de ses fonctions. Toujours selon nos sources, ce sont l'imam et le volontaire condamnés qui auraient fait ainsi savoir au fonctionnaire que s'il souhaitait obtenir ce qu'il voulait, il doit leur remettre la somme de 50 000 DA qu'ils doivent partager à leur tour, entre eux et dont une partie sera remise au premier responsable de cette instance religieuse. Agacé par la proposition et les exigences des deux personnes, le fonctionnaire se décide alors de passer à l'acte. Il rassemble la somme demandée, prend la direction des services de la gendarmerie concernés et les informe des circonstances de l'affaire. Ces derniers ont pris acte de la situation et fait le nécessaire. Le fonctionnaire ne tardera pas à remettre l'argent en question aux deux destinataires. Ces derniers ont vite rejoint le directeur par intérim qui se trouvait dans son bureau, et lui remettent une partie de la somme globale que les gendarmes ont trouvée sur chacun d'eux suite à leur intervention.

AHMED CHENAOUI

ATTENTAT D'IBOUDRARÈNE

Deux militaires de Sidi Bel-Abbès parmi les 11 tués à Tizi Ouzou

■ Deux jeunes militaires, parmi les onze assassinés dans la nuit de samedi à dimanche par un groupe terroriste, près de la commune d'Iboudrarène (wilaya de Tizi Ouzou) sont originaires de la wilaya de Sidi Bel-Abbès. Il s'agit de Taïbi Sid Ahmed, âgé de 23 ans, sous-officier, de la ville de Sidi Bel-Abbès, et le second, Bouaziz Mustapha, âgé de 25 ans, originaire de la commune de Marhoum (160 km au sud de la wilaya de Sidi Bel-Abbès). Selon notre source, les dépouilles des deux martyrs sont arrivées lundi dans leur ville natale, où ils seront inhumés.

B. AZIZ

ORAN

40 milliards de centimes pour sauver la saison estivale

Ces palliatifs de dernière heure obéissent plus à l'urgence de sauver une saison estivale des désagréments causés par le bricolage que d'assurer une tradition touristique basée sur des critères normatifs.



34 plages du littoral oranais seront dotées de douches et de sanitaires nouvellement acquis par la wilaya.

Le camping familial et la location chez l'hôte sont les deux prérogatives que compte mettre en place la wilaya d'Oran dans le cadre de la relance du tourisme de masse durant la saison estivale de l'année en cours, selon une source proche de la direction du tourisme et de l'artisanat. A ce propos, la direction de tutelle annonce un budget de 30 milliards de centimes qui viennent s'ajouter à 10 milliards de centimes débloqués par la wilaya. Ces palliatifs de dernière heure obéissent plutôt à l'urgence de sauver une saison estivale des désagréments causés par le bricolage que d'assurer une tradition touristique basée sur des critères normatifs. Ainsi, la préparation de la saison estivale dans la wilaya de l'ouest du pays semble se plier aux exigences

des ministères de l'Intérieur et des Collectivités locales et du Tourisme et de l'Artisanat qui ont dépêché récemment une commission mixte à l'effet de superviser la dynamique du lancement des deux formules déjà citées. C'est la particularité de la saison estivale 2014 pour la promotion de la culture du camping familial. La wilaya d'Oran devrait bénéficier de 300 lits sur les 2 600 qui ont été consacrés au profit de 13 wilayas du littoral Ouest, apprend-on, lundi, auprès de la direction de l'aménagement touristique. Les points noirs ayant entaché la dernière saison estivale, comme le manque des plaques de signalisation, le déversement des eaux usées dans la mer, le déficit dans l'aménagement des accès aux plages autorisées, l'absence de toilettes et de douches ont été mis sur la table par la commission intermi-

nistérielle. "Quand on parle de camping familial ou de tourisme balnéaire, il faudrait immédiatement avoir à l'idée que des familles et des enfants séjourneront en bord de mer pour des périodes comprises entre 15 et 20 jours et leur permettre de passer des moments agréables avec le sentiment de revenir l'année prochaine", indique-t-on. La deuxième formule ciblée par les autorités locales concerne la location chez l'hôte. La finalisation d'un fichier nominatif sur le site web comportant toutes les informations pratiques (prix de la location, proximité de la plage, superficie du logement, emplacement,) est en phase d'élagage, comme souligné par notre interlocuteur. Par ailleurs, nous apprenons que 34 plages du littoral oranais seront dotées de douches et de sanitaires fraîchement acquis par la wilaya, a-t-on af-

firmé. Dans le registre des marchés publics, 3 plages, à savoir Madagh (Aïn El-Kerma), la Grande plage et les Dunes (Aïn El-Turck) ont été concédées au bénéfice de trois exploitants pour une période de 5 ans, après adjudication. Dix autres plages relevant des communes de Mers El-Hadjadj, Gdyl, Aïn El-Kerma, Aïn El-Turck et El-Ançor, ont été cédées pour exploitation au gré à gré, a-t-on ajouté. D'autre part, la commission mixte tourisme-commerce entamera sa mission de contrôle de la qualité et des prestations de service des établissements hôteliers à partir du 25 mai. Enfin, rappelons que la wilaya d'Oran bénéficie d'un projet en voie de réalisation de 7 000 lits en sus des 14 000 lits déjà existants dans l'ensemble des 60 hôtels et complexes balnéaires.

K. REGUIEG-ISSAAD

MASCARA

Un cambrioleur derrière les barreaux

Encore une fois, l'utilité des appels au numéro vert mis à la disposition des citoyens par les services de sécurité s'est avérée payante puisque c'est grâce à ce procédé que les éléments de la cinquième sûreté urbaine de Mascara sont parvenus à neutraliser le cambrioleur d'une maison située à la Zone 7. En effet, il était 20h30, lorsqu'un citoyen a appelé au numéro vert pour signaler un cambriolage dans un appartement dont le propriétaire exerce à Oran. Aussitôt alertés, les éléments de police se sont rendus sur les lieux pour constater que l'auteur

des faits avait utilisé des draps qu'il avait attachés pour s'en servir comme corde afin de quitter les lieux. La victime a été contactée pour permettre aux policiers de pénétrer dans l'appartement et constater les faits. Le premier relevé fait état de la disparition d'un téléviseur plasma, d'un démo numérique et de quelques tapis. Partant de ce fait, une investigation a été immédiatement ouverte. Les empreintes digitales relevées sur les lieux par la police scientifique et technique ont permis, grâce au système Afis, d'identifier l'auteur des faits. Il s'agit de B. R., 22 ans. Le mis en cause

a été arrêté le lendemain et conduit au poste de police où il a avoué les faits. Il a même précisé qu'il s'est introduit au domicile de la victime par la terrasse de l'immeuble en passant par le grillage de l'appartement supérieur, et ce, en profitant de l'absence du propriétaire de l'appartement et de la nuit. La perquisition du domicile du suspect a permis de récupérer la majorité des objets volés. Présenté devant le procureur de la République près le tribunal de Mascara, il a été placé en détention provisoire.

A. B.

SOUAD ASLA À “LIBERTÉ”

“Ce qui me tient à cœur, c’est de faire revivre mon patrimoine”

Généreuse et talentueuse, Souad Asla, qui sera en concert demain à 19h à la salle Ibn Zeydoun (Riadh El-Feth), revient dans cet entretien sur ses débuts, son parcours, ses rencontres et son formidable album *Jawal*. Le gnaoui est peut-être la source ou le point de départ, mais sa musique se situe “à la croisée des courants musicaux riches et métissés”.

Liberté : Pourriez-vous nous parler, même brièvement, de votre parcours ?

Souad Asla : Je suis née et j’ai grandi à Béchar. Je suis installée en France depuis

1992
ENTRETIEN RÉALISÉ PAR : e t
SARA KHARFI j ’ a i

commencé par le théâtre parce que c’était un rêve d’enfance. La musique est venue vraiment après. C’est une rencontre, c’est la rencontre avec Hasna El-Bécharia que je connaissais depuis mon enfance, car elle a animé tous les mariages de mes frères et sœurs. Et quand Hasna est venue en 1999 pour le festival de femmes algériennes au Cabaret sauvage, j’ai couru pour la voir parce que j’avais l’impression que c’était Béchar qui venait vers moi. On s’est rencontré en 1999 donc, et elle a décidé de rester en France. On habitait dans le même arrondissement, et du coup j’allais souvent la voir. On buvait le thé ensemble, on parlait de Béchar, on jouait de la musique, et un jour elle m’a demandé de l’accompagner dans les concerts en tant que choriste. J’ai refusé parce que je voulais être comédienne, et puis je ne me sentais pas capable, je chantaïs juste dans ma cuisine où dans des endroits intimes. Un jour, elle avait une grande tournée internationale et je me suis dit pourquoi pas. Maintenant ça fait une quinzaine d’années qu’on est ensemble.

Quel a été le déclic pour vous lancer dans une carrière solo ?

Je me suis rendu compte de l’immensité et de l’importance du travail qu’on faisait, parce que, quand on voyageait, qu’on faisait des concerts, on faisait connaître tout un patrimoine, d’autant que j’avais le rôle d’accompagner Hasna, comme elle ne parlait pas beaucoup en français et en anglais, c’était moi qui faisais les interviews. Je me suis rendu compte qu’automatiquement je parlais du désert, de mon désert, et je parlais de la musique. On avait un message un transmettre ; c’était notre rôle et j’en étais fière. J’ai été intriguée par l’intérêt des personnes qu’on rencontrait dans nos voyages, qui ne connaissaient pas du tout le désert ni ses musiques, mais notre art les intéressait. Il m’est apparu qu’il était de mon devoir d’approfondir tout cela. Et à partir de là, je commençais à me rendre régulièrement à Béchar, à faire des recherches. J’ai fait un travail sur notre



Souad Asla est la fille spirituelle de Hasna El-Bécharia.

musique et je me suis rendu compte que notre patrimoine était en train de se perdre. Par exemple, cela fait dix ans que, quand je pars à Béchar, je vais directement à Taghit où, tous les vendredis, il y a une vingtaine de femmes très vieilles qui se réunissent pour faire El-Hadra. C’est une coutume ancestrale. Chaque année quand j’y allais, il y avait une femme qui partait et il n’y a pas de relève. Et là, je me suis dit : mon devoir c’était de préserver ça ; du coup, j’ai commencé à monter des ateliers de chants et de danse du désert avec la maison de la musique de Nanterre.

Parlez-nous de cette expérience qui a eu (et a encore) beaucoup de succès...

Je revenais d’un voyage, on faisait un concert à la maison de la musique de Nanterre, et le directeur m’a dit que j’avais l’air épanouie, je lui ai répondu que ça faisait deux jours que j’étais rentrée d’Algérie et que j’étais très épanouie parce que j’ai été voir ces femmes qui chantent notre patrimoine. Je me suis rendu compte que ces femmes-là n’étaient pas là que pour chanter, c’était presque politique : elles se réunissaient pour chanter, mais en même temps elles buvaient le thé ensemble, et elles parlaient politique, de sexualité, des choses de la vie. Il y avait vraiment un lien, une

énorme solidarité que je ne retrouve pas en France, où les gens ont tout, mais chacun pour soi. Du coup, le directeur Dominique Laulanné, qui m’a énormément aidée, m’a demandé si ça m’intéresserait de monter des ateliers. Et ça fait six ans que je le fais ; ça a commencé à Nanterre, puis à Grenoble, à Lille avec les enfants, et maintenant je travaille avec les malades. On travaille sur la danse et puis la percussion. Et ça a eu un énorme succès. On faisait les ateliers pendant une année et on finissait par un grand concert où j’invitais ces femmes pour participer à mon concert, pour faire les chœurs, et après elles chantaient les deux morceaux de Taghit.

Comment avez-vous travaillé sur l’album *Jawal* ?

Pour l’album, j’ai commencé par trois morceaux : *Salamou*, *Marchandize* et *Jabouna*. J’ai fait un voyage à Essaouira en 2003, et je me suis installée pendant un mois dans une maison où, chaque après-midi, j’invitais des musiciens, des amis et on répétait, mais je n’avais pas dans l’idée de faire un album. On faisait des reprises et j’apprenais le gombri. J’ai commencé à écrire *Jabouna*, et mâalem Boujemâa qui m’apprenait le gombri m’a dit que c’était beau ce que j’écrivais. Comme j’étais autodidacte,

j’imaginais la musique, et il m’a aidée, on a fait un petit enregistrement et je suis repartie sur Paris avec ces trois morceaux. J’ai sollicité des amis musiciens avec qui j’ai joué, et il y a quelqu’un qui m’a demandé si j’avais un producteur. J’ai dit que non, que je n’avais que trois morceaux et j’avais besoin d’aide pour les arranger ; il m’a alors dit qu’il ne faisait pas les chansons pour qu’elles restent dans le tiroir. Ça m’a beaucoup touché. Puis il y a eu une rencontre avec Sylvia Acquarelli qui a fait écouter mes morceaux à un producteur qui avait un grand studio en Italie. Je suis partie chez lui avec trois morceaux et je lui ai dit que j’avais des idées pour faire un album. Et là j’ai rencontré Roberto, qui ne connaissait rien du tout à la musique gnaoui et arabe, mais qui était très ouvert d’esprit. Et il a fait quelque chose que je voulais vraiment. Je voulais faire participer des musiciens algériens de chez moi, et on a fait une résidence pendant un mois à Taghit, en 2009. Et de Taghit est sorti l’album de Hasna où j’ai fait tous les arrangements avec l’Italien, et puis mon album où j’ai invité des musiciens exceptionnels, par exemple Wahab, un percussionniste de 20 ans qui est une bibliothèque ambulante, qui connaît tous les rythmes du désert.

Par la suite, vous n’avez pas travaillé avec des musiciens algériens ?

Si. Après j’ai fait appel à Ptit Moh, qui est un grand ami maintenant ; on a fait un long chemin ensemble. Il m’a vraiment donné un grand coup de main. Il a composé la chanson *Wali* et j’ai écrit les paroles. Il a arrangé le disque en Italie.

On vous présente comme “héritière de la tradition gnaoui”, c’est un héritage familial ?

J’ai appris ça au gré des rencontres, et puis je suis héritière de cette tradition par Hasna parce qu’elle m’a prise sous son aile, m’a initié, et c’est ma maman spirituelle. Après, je faisais beaucoup de voyages au Maroc où j’assistais à des lilas, et j’ai lu sur la transe parce que ça m’intéressait.

Comment définiriez-vous l’univers de votre album ?

Jawal c’est nomade, et moi je suis une nomade, j’ai pas mal voyagé, j’adore voyager, j’adore rencontrer d’autres peuples, d’autres cultures. *Jawal* c’est aussi ce que j’écoutais quand j’étais tou-

te petite, j’écoutais pas mal de blues, de rock, j’adore la musique malienne, Oumou Sangaré... Je me suis inspirée de toutes ces musiques. En fait, chaque morceau est un voyage.

Dans vos prochains albums, continuerez-vous à reprendre des morceaux de diwane ?

Il y a beaucoup de morceaux que j’adore et que j’aimerais reprendre, par exemple *La Ilah Illa Allah*, mais je voudrais les faire à ma façon. Mais mon rêve plus tard, c’est faire un travail de collecte de notre patrimoine, comme je le fais depuis cinq ans par exemple avec les femmes de Taghit, parce que, chaque année, il y a une femme qui meurt, et les jeunes ne prennent pas la relève parce qu’elles trouvent que c’est une musique ringarde. Ce qui me tient à cœur, et ce n’est pas grave si je ne fais pas d’autres albums, c’est de faire revivre mon patrimoine, parce que c’est ça qu’on laisse à nos enfants. Je suis jalouse de ce patrimoine, je n’aimerais pas qu’il se perde et je veux que les jeunes aient cette conscience. Plus on chérit son patrimoine, plus on peut aller vers d’autres choses, d’autres cultures ; c’est une identité, plus on se connaît, plus on est sûre de nous. Je pense que la sauvegarde du patrimoine est un travail que chacun a le devoir de faire.

Rencontres

■ Rencontre-débat avec Mohamed Rebah, auteur de *Taleb Abderrahmane guillotiné le 24 avril 1958*, éditions Apic, aujourd’hui à partir de 14h à la bibliothèque multimédia Jeunesse (38-40, rue Didouche-Mourad, Alger).

■ À l’invitation d’Oasis Littéraire, l’écrivain Hamid Grine animera une rencontre littéraire, samedi 26 avril à 14h au Musée des beaux-arts (El-Hamma).

Journées de la gastronomie

■ Dans le cadre de la célébration du mois du patrimoine, le Palais de la culture organise les Journées de la gastronomie et l’art de la table algérienne, avec la participation de 26 wilayas (présentation et dégustation de plats traditionnels de toutes les régions), du 24 au 30 avril. L’inauguration de cet événement est prévue demain à 16h au palais de la culture Moufdi-Zakaria d’Alger.

Concerts

■ Concert de musique folklorique flamenco avec le groupe Amesmalua, qui présentera le projet *La même lune*, demain à 19h à l’auditorium Aïssa-Messaoudi de la Radio algérienne.

■ Concert de l’ensemble Diagonal qui présentera le projet *Nights in Tunisia*, lundi 28 avril à 19h à la salle Ibn Zeydoun (Riadh El-Feth). Prix du billet : 500 DA.

DEUX JOURNÉES COMMÉMORATIVES À BOUZEGUÈNE

Hommage à Mhenni Amroun

Deux journées de festivités en hommage à l’illustre chanteur, auteur, compositeur et interprète Mhenni Amroun, qui s’est éteint le 19 avril 2012 à l’âge de 74 ans, ont été organisées, samedi et dimanche, au centre culturel Colonel-Mohand-Oulhadj du village d’At Wizgan, en présence de nombreux invités.

Cet hommage posthume, initié par l’association culturelle Tiawinine (les sources), est un témoignage éclatant des habitants du village d’une part, et de tous les artistes, hommes de culture et militants “avant-gardistes” de tamazight d’autre part, qui a salué le grand talent de l’artiste ayant marqué des générations entières d’Algériens. Pour l’ensemble des invités, Mhenni Amroun, icône de la chanson, du théâtre et du cinéma, demeure et restera une voix pure et forte grâce à son immense connaissance du patrimoine ancestral amazigh. Les festivités ont débuté samedi à 9h, avec un recueillement sur la tombe du défunt

en présence de nombreux villageois, des amis de l’artiste et des proches. Une gerbe de fleurs a été déposée sur sa tombe. Par la suite, des témoignages des compagnons de la chanson et du cinéma ont mis en exergue les qualités humaines d’un homme qui a mis son pays, sa culture et sa langue sur le devant de la scène. Sa chanson Jedik a marqué les esprits d’un peuple à une époque où il était difficile d’exprimer sa culture. Un riche programme a été concocté par les animateurs de l’association Tiawinine. Outre le chef de daïra et le vice-président de l’APC et d’autres officiels, de nombreux invités ont rallié At Wizgan, le village natal de l’artiste, entre autres Arezki About, Saïd Domrane, anciens détenus du printemps berbère 1980, Abdenour Abdeslam, écrivain et militant bien connu de la cause amazighe, Pr Dahmani et l’artiste Mohamed Chemoun. Dans l’après-midi, une conférence d’Arezki About a permis à ce militant d’étaler les soubresauts du Printemps 1980.

Après les témoignages des amis artistes qui ont cotoyé le défunt, la troupe théâtrale du village de Sahel a présenté sa pièce Abendu.

Durant la journée de dimanche, plus de 500 élèves du primaire et du collège ont pris part à l’épreuve de la dictée en tamazight. Les six lauréats (3 du primaire et 3 du collège) ont été récompensés par l’association.

Au programme des festivités, figure également la visite d’un immense musée appartenant à Challal Ahmed, situé dans le village, qui mérite d’être répertorié par le ministère de la Culture, tant pour son originalité que pour la richesse des objets qui ont traversé de nombreuses époques.

Les activités de ce deuxième anniversaire de la disparition de Mhenni Amroun (Mhenni At Ouamarouche) se sont achevées par la représentation de deux pièces théâtrales.

C. NATH OUKACI

Vous écrivez des histoires et aimeriez les faire publier. Envoyez-les nous à l'adresse suivante : libertheistoires@gmail.com. Si après sélection, elles retiennent l'attention de la rédaction, elles seront publiées.

CHRONIQUE DU TEMPS QUI PASSE

Récit de Adila Katia

Liaison dangereuse sur internet

Avertissement : L'histoire est basée sur des faits authentiques. Seuls les noms, les villes et les professions ont été modifiés pour respecter l'anonymat des personnages. Le roman feuilleton comptera cinq nouvelles. A ne pas rater...

74^e partie Quatrième chapitre : "Le chantage"

Résumé : Inès va poser un pansement, puis va dans sa chambre. Fateha et Linda travaillent jusqu'au matin. Inès s'est levée très tôt. Elle se rend au lycée, croyant que son cauchemar était terminé, mais c'était compter sans Tahar qui en veut toujours plus. Inès est rongée de l'intérieur...

Son amie a beaucoup de peine pour elle, mais elle ne peut pas l'aider. Inès a les pieds et poings liés. Elle ne peut rien contre Tahar et son harcèlement moral et son chantage. Elle espérait qu'il finirait par tenir parole. Mais elle a découvert qu'il n'arrêtera jamais. Elle s'en voulait à mort. Depuis le début, il jouait la comédie de l' amoureux transi uniquement pour qu'elle tombe dans le panneau. Il avait enregistré toutes les discussions où elle se plaignait de la sévérité de son père et de sa mère qui l'adorent. Elle lui avait ouvert son cœur et, en retour, il lui gâchait la vie. Depuis des semaines, sa vie était suspendue à cette vidéo. La jeune fille est à bout. Il ne reste que quelques semaines

avant l'examen du bac. Même si elle ne ratait aucun cours, faisait tous ses exercices, révisait en groupe, elle ne pourra rien donner les jours de l'examen. Toutes ses pensées tournent autour de Tahar. Elle retourne à chaque fois sur Youtube et s'assure qu'il n'a pas diffusé la vidéo. Mais un soir, elle la trouve. La vidéo dure cinq minutes. On la voit en train de retirer ses vêtements et rester en petites tenues avant de tout enlever. Elle écrit à Tahar, le suppliant de la supprimer, mais il ne répond pas. Elle a mis Ferwsan au courant. Celle-ci est sous le choc. Elle ne regarde pas la vidéo. Elle ne trouve aucun mot pour la réconforter, pour la rassurer. Elle n'a aucune solution et ne connaît personne qui pourrait supprimer la vidéo. Il faut avoir accès au compte pour pouvoir la

supprimer.

Inès ne dort pas de toute la nuit. Elle reste assise dans le coin de la chambre à se demander que faire. Tahar avait tout obtenu d'elle. Tout...

Maintenant qu'elle n'avait plus rien, elle se demandait si elle ne ferait pas mieux de prendre ses affaires et de partir loin de sa famille. Si son père venait à découvrir, elle n'oserait plus jamais le regarder en face. Elle ne supporterait pas de voir sa déception, sa colère et l'humiliation qu'elle aurait apportée à sa famille à tout jamais...

Le matin, elle surprend ses parents, ils la trouvent à la cuisine. Elle avait préparé la table pour le petit-déjeuner. Elle les embrasse chaleureusement comme si elle ne les avait pas vus depuis longtemps.

- Tu es bien matinale, remarque Fateha. Tu as bien dormi, j'espère ?

- Oui...

- Tu as des cernes ! Tu travailles trop, dit Fateha. Tu ne tiendras pas le coup à ce rythme ! Il faut ralentir la cadence... Tu dois te sentir très fatiguée...

- Oui. C'est normal...

- Je vais passer chez le pharmacien et t'acheter des vitamines... D'ailleurs, je vais te préparer un cocktail de fruits !

- Non, c'est bon, j'ai pris une orange... Djaâfar l'invite à rester avec eux.

- Prends un morceau de gâteau, lui dit-il. Tu ne peux pas partir le ventre vide... Mange avec nous ! Inès sourit tout en prenant place entre eux.

- Je vois que tu travailles beaucoup ces



Dessin/Amour

derniers temps... Est-ce que tu t'es améliorée grâce aux cours ?

- Je pourrais dire que oui, mais ce sont les notes des profs qui le prouveront, répond-elle. Je fais tout pour qu'elles soient meilleures !

- J'espère qu'elles le seront !, dit Djaâfar.

Il lui sert un peu de lait et un morceau de gâteau. Inès mange pour leur faire plaisir. Elle a vite fini, arrachant un sourire à son père.

- Tu sais, peut-être que parfois on s'y prend mal avec toi, poursuit-il. Mais mets-toi en tête que c'est pour ton bien ! Des larmes montent aux yeux de la jeune fille. Une boule dans la gorge, elle lui dit ;

- Je sais papa, je sais...

Il a fallu qu'elle tombe dans le piège de Tahar pour qu'elle réalise que c'est ce qu'ils voulaient lui éviter depuis toujours. Elle apprend à ses dépens qu'elle aurait dû les écouter et ne jamais se fier à des inconnus. Elle comprend les peurs de son père.

- Pardon papa, pardon... Je ne voulais pas...

Elle quitte la table, ne voulant pas qu'ils voient ses larmes. Ce qu'elle leur a fait, il ne le lui pardonnera jamais. Tout comme elle ne se le pardonnera pas...

(À SUIVRE)

A. K.

adilaliberte@yahoo.fr :

VOS RÉACTIONS ET VOS TÉMOIGNAGES SONT LES BIENVENUS.

Récit de Yasmina Hanane

18^e partie

Le chant des cigognes

semble avoir gardé en mémoire de vagues souvenirs de cet homme.

- C'est dommage. Mais moi, je me rappelle bien de ta mère, de Keltoum et de Wahid... Un jour que j'étais de passage à Alger, et au retour d'un voyage en Asie, je suis passé à la maison pour saluer Ziya. Il avait pris de l'âge et paraissait fatigué. C'est à cette époque qu'il m'a présenté ses enfants. Ils étaient encore très jeunes, mais Wahid doit se rappeler de moi, car c'est lui qui m'avait raccompagné jusqu'au portail à la fin de ma visite.

Djamil se racle la gorge :

- Heu... Je ne sais pas si ce Fatty se rendait compte qu'il avait amassé une fortune que l'Etat risquait de reprendre à sa mort...

- Il le savait... Il était assez perspicace dans ses prérogatives... C'est pour cela qu'il avait prévu un testament au profit de votre famille.

- Il a vécu en solitaire durant de longues années... N'avait-il jamais songé à se marier ?

Le notaire hoche la tête d'un air désolé :

- Il ne pouvait se résoudre à prendre femme, alors que celle qui avait fait vibrer son cœur était déjà mariée et mère de famille.

- Il avait quand même aimé une femme...

- Oui... Mais c'était un amour impossible... Un amour secret... Un sentiment qu'il cachait dans son cœur. Bien plus tard, alors qu'il était revenu en Turquie et qu'on commençait à se voir régulièrement, il s'était confié à moi.

- C'était une Turquie... ?

- D'origine, oui... Mais elle était née et avait vécu en Algérie toute sa vie...

- Connaissait-elle notre famille ?

- Et même trop bien...

- C'était qui... ?

- Aziza... Votre grand-mère... !

Je demeure ébahie un moment avant de déposer la tasse qui tremblait dans mes mains. Djamil demeure muet de stupéfaction. Un silence plane entre nous un moment. Le muezzin appelle à la prière d'El-Icha, et sa voix emplit les lieux.

Je reprends mes esprits et demande :

- Fatty était amoureux de grand-mère ?

Le notaire hoche la tête :

- Tout à fait. Il m'avait confié que cet amour le rendait triste et malade. Il avait honte d'être épris de la femme d'un cousin qu'il affectionnait tellement... Je crois qu'il avait aussi un lien de famille avec elle...

- Les grands-parents étaient cousins... Cela n'avait rien d'anormal... Mais je n'arrive pas encore à croire que cet homme...

Je ne pus poursuivre ma phrase... Le notaire pose la main sur mon épaule :

- Je comprends votre surprise... D'autant plus que votre grand-père adorait sa femme et faisait tout pour la rendre heureuse.

- Ils ont vécu très heureux... Mon grand-père était-il au courant ?

- Je ne le pense pas. Je vous disais que Fatty ne s'était confié à moi que bien plus tard, alors que votre grand-père était déjà décédé, et que lui-même avait atteint le grand âge...

Djamil se racle la gorge :

- Nous allons garder ce secret entre nous M. Azmi... Je n'aimerais pas que quelqu'un d'autre apprenne quoi que ce soit sur les sentiments de cet homme envers ma grand-mère.

- Si vous y tenez, je n'y vois aucun inconvénient.

- Nous vous serions reconnaissants...

Tante Nafissa nous avait plutôt raconté une autre histoire au sujet de Fatty... Elle avait entendu dire qu'il voulait épouser une Egyptienne, mais que sa famille s'y était opposée.

Le notaire hausse les épaules :

- Peut-être que Fatty racontait cette version pour détourner l'attention sur ses sentiments envers votre grand-mère. Mais je suis formel là-dessus : cet homme n'avait eu qu'un seul amour dans sa vie : Aziza.

Tout comme moi, Djamil demeure un moment sans voix. Nous nous regardâmes, puis Azmi interrompt notre silence :

- Vous êtes surpris... C'est compréhensible.

Vous pouvez le dire... Nous nous attendions à autre chose... Cette histoire de sentiments ne devait pas nous concerner. Je le conçois, mais c'était évident... Je me devais de vous confier certains secrets de famille...

Djamil pousse un soupir avant de revenir au sujet de notre visite :

- Nous sommes là pour le testament...

J'ai une procuration de mon père pour prendre connaissance des documents officiels des legs de ce cousin...

Je suis avocat de formation... Je connais les lois en vigueur dans le pays... J'ai même été jusqu'à me documenter afin qu'il n'y ait aucune anomalie ou incompréhension entre nous.

- Ah ! Très bien... Nous parlons le même langage alors...

Il se lève :

- Tous les documents sont dans mon bureau. Veuillez patienter quelques minutes.

(À SUIVRE)

Y. H.

y_hananedz@yahoo.fr :

VOS RÉACTIONS ET VOS TÉMOIGNAGES SONT LES BIENVENUS.



Dessin/Amour

Résumé : Nous fûmes introduits dans la maison de notre hôte qui semblait content de nous recevoir, et évoqua pour nous les souvenirs du passé. Il avait connu nos grands-parents, et se rappelait bien de mama et de son caractère autoritaire. Djamil esquiva cette conversation, en revenant au sujet initial de notre visite : Fatten Alibey.

Mohamed Asil Azmi sourit :

- Oui... Fatty était quelqu'un de bien... Il a vadrouillé tout comme moi et votre grand-père à travers le monde, et puis il a fini par s'installer à Istanbul et à se lancer dans les affaires. Sa fortune est colossale. Et comme il n'a plus aucun parent dans ce monde, il a lancé une dernière tentative pour renouer avec la famille de Ziya... Vous tous... Bien sûr,

vous ne le connaissez pas, et même vos parents n'ont pas eu le plaisir de le rencontrer, ou peut-être très rarement... - Ma mère a seulement entendu parler de lui, dis-je entre deux gorgées de thé à la menthe... Elle se rappelle de certaines conversations qu'elle surprenait à son sujet entre ses parents. Elle savait que Fatty était un cousin de la famille... Oncle Wahid par contre

MALIK ZORGANE, EX-JOUEUR DE L'ESS

"C'est une histoire de maillot qui nous a relégués en seconde division en 1986"

L'émission Mawaid al-as-satir (Rendez-vous des légendes), diffusée à la chaîne de télévision Echourouk TV, animée par notre confrère Hammou Bellahmar, a consacré son dernier numéro, diffusé avant-hier soir, au sacre africain de l'Entente de Sétif de la saison 1988-89. Invités à cette émission, Malik Zorgane et Derradji Bendjaballah, deux grands joueurs ayant marqué l'histoire du club phare de Aïn El-Fouara, sont revenus sur cette période "inédite" de l'histoire de l'un des clubs les plus titrés en Algérie, marqué paradoxalement par une relégation en deuxième division et un historique sacre africain. "Oui, je pense que c'est la relégation qui a poussé l'équipe à la révolte pour offrir à l'Algérie son troisième titre africain des clubs, après le MCA et la JSK", a dit d'emblée Zorgane, avant de révéler que la descente de l'équipe en 1986 était en grande partie due à un problème entre Mokhtar Aribi et le maestro du onze de l'Aigle noir de cette époque, Nacir Adjissa. "Pour un problème de maillot, on s'est retrouvés en deuxième division. L'équipe s'est même divisée à cause de ce conflit. Déjà, à la fin de l'aller, on avait terminé avec seulement onze points. C'était déjà dans l'air la relégation malgré un très bon parcours durant la deuxième moitié de la saison où nous avons obtenu 23 points avec une série de 12



matchs sans défaite. Je pense que le match nul que nous avons fait à Sétif face au MCO (2-2) avec une égalisation de Belatoui dans les derniers instants du match fut pour nous le coup de grâce. C'est le nul qui nous a fait reléguer", a

ajouté celui qu'on aimait surnommer l'Artiste, et qui a été lancé par un certain Abdelkrim Khalfa, alors coach adjoint du défunt Abdelhamid Kermali. De son côté, Bendjaballah a indiqué que le défunt Mokhtar Aribi, le mage

sétifien et père spirituel du second souffle, a marqué de son empreinte cette époque en formant un groupe qui eut le mérite de relever le défi d'aller chercher un titre africain "qui n'est pas à la portée de tout le monde", dit-il. "Aller jouer dans les pays africains à cette époque est la chose la plus horrible qu'un footballeur puisse vivre. Nous avons pu surmonter pas mal de mauvaises surprises, et cela grâce, en une grande partie, à Mokhtar. C'est un homme imprévisible qui ne pensait qu'au travail. Il était tout le temps concentré sur ce qu'il faisait. C'est grâce à lui que l'ESS s'est hissée dans le gotha du football national et sur le plan continental, car al-

ler éliminer le fameux Ahly du Caire des années 1980 et 90 au Cairo Stadium, et devant 120 000 Egyptiens, ce n'est pas chose facile. Idem en finale, où nous avons joué un adversaire difficile, à savoir Iwuanyanwu National, dont la majorité de ses joueurs formait l'équipe nationale A du Nigeria qui s'est qualifiée par la suite à la Coupe du monde de 1990", a dit l'ancien virevoltant ailler ententiste en insistant beaucoup sur le fait que la relégation de l'ESS fut le déclic qui "nous a poussés à rester ensemble et relever le défi de ramener le club en division 1. Tout ceci a contribué à la victoire finale en Coupe d'Afrique", conclut-il.

F. R.

Les anciens dirigeants de retour

■ Le président de l'ESS, Hassen Hamar, envisage de faire un changement radical au niveau du staff dirigeant, après l'assemblée générale ordinaire du club devant se tenir la semaine prochaine, alors qu'elle était prévue pour demain. En effet, depuis quelques jours, on parle de plus en plus du retour de certains anciens dirigeants qui contribuèrent grandement à la bonne marche du club champion sortant, plus particulièrement dans le financement au cours des saisons précédentes. L'on évoque ainsi

parmi les noms qui seront de retour aux affaires du club, Serrar, Seklouli, Salhi, Hassous, Belayat, Belabès et autres Brahim Larbaoui. C'est ce dernier qui a mené cette initiative de rassembler la famille ententiste en prévision de la saison prochaine et qui a organisé plusieurs rencontres entre Hamar et les anciens dirigeants pour les rapprocher. Idem pour la SPPA/ESS qui pourrait bien être prise en charge par une entreprise publique, qui pourrait être la Société des ciments de Aïn El-Kebira (SCAEK).

F. R.

MC ORAN

Ouamane : "Djebbari me doit encore 200 millions"

Résidant permanent en France où il s'est installé au lendemain de son mariage, l'ancien gardien de but Réda Ouamane n'a pas raté l'occasion d'un bref séjour à Oran pour tirer à boulets rouges sur le président du Mouloudia, Youssef Djebbari. "Il me doit encore 200 millions. Lorsque la LFP avait brandi la menace de l'interdiction de recrutement en raison des arriérés des joueurs qui avaient quitté le club sans être payés et dont je faisais partie, Djebbari m'avait supplié

de l'aider. J'avais alors décidé de retirer ma plainte, faisant acte de bonne foi en acceptant une insignifiante avance de 10%, c'est-à-dire 20 millions de centimes, le temps que le MCO puisse régler ses problèmes pour recevoir le reste plus tard. J'étais, toutefois, le seul à avoir tenu parole puisque jusqu'à maintenant, je n'ai encore rien vu venir", témoignait l'ancien gardien du MCA, qui s'est établi à Clichy, à Paris. "Ce n'est pas pour autant que je vais le lâcher ou pardonner ce qu'il m'a fait.

Il a trahi ma confiance et démontré qu'il ne méritait vraiment pas de présider un club de la dimension du Mouloudia d'Oran", dira encore Réda Ouamane qui "se battra jusqu'au bout pour récupérer (son) dû". Sur ses projets sportifs, l'ancien keeper du Mouloudia de Béjaïa indique qu'il "s'entraîne depuis quelque temps déjà sous la coupe de Slimane Raho et Nasser Sandjak à Noisy-le-Sec, pour garder la forme, en attendant de pouvoir s'engager avec une équipe et relever de nou-

veaux challenges". Mais même si la compétition et l'ambiance des stades algériens lui manquent un peu, Réda Ouamane "ne regrette pas du tout d'avoir quitté le MCO". "Si j'étais resté et après tout ce que j'ai vécu avec ce club, ma tête aurait certainement explosé dans une telle situation", résume, d'ailleurs, en parfaite connaissance de cause, l'ancien gardien de but mouloudéen.

RACHID BELARBI

REAL MADRID-BAYERN MUNICH

Deux ogres pour une place au soleil de Lisbonne

Le Bayern Munich, tenant de la Ligue des champions, se déplace en épouvantail aujourd'hui à Madrid (19h45) pour sa demi-finale aller face au Real, neuf fois vainqueur de la C1 et dont l'attaquant Cristiano Ronaldo est le bourreau des clubs allemands cette saison.

Le Bayern, cauchemar du Real

Philipp Lahm, capitaine du Bayern, a parfaitement résumé les choses : "Cette affiche de demi-finale aurait aussi été digne de la finale". De fait, le Real et le Bayern cumulent à eux deux 14 C1 et leur affrontement laissera quoi qu'il arrive de côté un géant européen. Le stade Santiago-Bernabeu redoute que ce soit à nouveau la "Maison blanche", comme cela s'est produit à quatre reprises sur cinq confrontations Real-Bayern en demi-finale (1976, 1987, 2001, 2012). "À Madrid, on a le surnom de 'bête noire'. Il faut être capable de le prouver une fois de plus", a souligné Karl-Heinz Rummenigge, le patron du club munichois. À l'heure où le Real est encore en course pour le titre en Liga, le Bayern a pour sa part les mains libres : sacré champion fin mars et qualifié pour la finale de la Coupe d'Allemagne, il ambitionne de devenir le premier club à conserver son titre en C1 de-

puis la création de la Ligue des champions moderne en 1993. Pour éliminer Karim Benzema et ses partenaires, l'équipe de Franck Ribéry doit faire aussi bien qu'en 2011-2012, quand elle avait sorti le Real aux tirs au but (2-1, 1-2). Héros ce soir-là, le gardien Manuel Neuer est a priori remis d'une blessure à un mollet et devrait regoûter au Bernabeu.

Ronaldo, croqueur d'Allemands et de records

Motif d'espoir pour le Real, le retour de blessure de Cristiano Ronaldo se profile pour ce choc. Le Portugais, absent trois semaines, s'est entraîné normalement lundi et mardi et l'entraîneur Carlo Ancelotti s'est dit "confiant" sur sa participation. De quoi effrayer le Bayern: Ronaldo est le fossoyeur des clubs allemands cette saison en C1, avec quatre buts en deux matches contre Schalke 04 en huitième de finale (6-1, 3-1) et un but en quart aller contre Dortmund (3-0). S'il joue aujourd'hui, il aura une motivation supplémentaire avec la possibilité d'améliorer le record du nombre de buts inscrits dans une seule édition de la C1, qu'il co-détient actuellement avec 14 buts, comme Lionel Messi et José Altafini "Mazola". Et il devrait être épaulé en attaque par Benzema et Bale, lequel semble remis d'une grippe, pour ten-

ter de qualifier enfin le Real pour la finale après trois échecs consécutifs en demies.

Guardiola et Ancelotti, bêtes noires

Pep Guardiola n'a jamais perdu au stade Bernabeu (5 victoires, 2 nuls) et son nom donne encore des sueurs froides au Real. Mais sous la houlette du Catalan, deux fois vainqueur de la C1 avec le Barça (2009, 2011), le Bayern a montré des faiblesses après sa conquête du titre national: il reste sur une défaite et deux victoires sans grand brio. Philipp Lahm est toutefois convaincu que "l'équipe va montrer aujourd'hui qu'elle répond toujours présent pour les matches importants" car "au top niveau, la passion et le cœur font la différence". L'expérience aussi, et cela, Carlo Ancelotti n'en manque pas: le technicien merengue, lui aussi double vainqueur de la C1 comme entraîneur de l'AC Milan (2003, 2007), est vaincu contre le Bayern Munich. Et il a fait franchir un cap au Real en le menant au sacre en Coupe du Roi face au Barça (2-1). "Ce seront des matches compliqués pour nous mais ce sera difficile aussi pour le Bayern Munich. Je ne crois pas que ce soit facile de jouer contre le Real Madrid", a prévenu l'Italien.

EN AMICAL

RCA 2 - ESM Koléa 1

■ Après sa défaite face au RC Kouba à Benhaddad en amical, la formation d'Ezzarga a renoué avec le succès avant-hier, à l'occasion de son match amical, le 6e, disputé au stade Chahid-Smail-Makhlouf, contre l'ESM Koléa. Les poulains de Chérif El-Ouazzani ont remporté cette journée amicale, ont s'est jouée à l'heure du match contre la JSK (15h), sur le score de 2 à 1. C'est l'équipe visiteuse qui était la première à scorer par l'entremise de son meneur de jeu Belaoued, avant que Bougueroua ne remette les pendules à l'heure pour l'Arba. Avant la fin de la mi-temps, Herrouche, sur un exploit individuel, a dribblé toute la défense et le gardien avant de mettre le cuir au fond des filets. En seconde période, c'était l'occasion pour Chérif El-Ouazzani de faire tourner son effectif, notamment les remplaçants, mais le score est resté inchangé jusqu'au coup de sifflet final de l'arbitre.

NASSER ZERROUKI

LAKHDAR ADJALI, EX-INTERNATIONAL

“La politique des quotas existe bel et bien en France !”

L’ancien international Lakhdar Adjali a estimé, hier, que les joueurs binationaux qui jouent actuellement dans le championnat d’Algérie de la Ligue 1 professionnelle étaient tout juste bons pour des équipes de quartiers en France. “Je suis vraiment étonné de voir des joueurs qui n’ont jamais porté le maillot d’un club en France, et qui jouaient de surcroît dans des quartiers en France, venir jouer en Algérie dans de grands clubs et se permettre parfois de faire des remarques. Je suis outré de voir ça, alors qu’ils n’ont aucun vécu footballistique en France. Cela prouve et démontre que le niveau du championnat d’Algérie est trop faible, sinon, il n’y a aucune autre explication à donner. Pourquoi ils ne sont pas sollicités en France et préfèrent venir jouer ici en Algérie ? Tout simplement parce qu’ils n’ont pas le niveau requis pour évoluer là-bas, c’est la seule explication que je peux vous donner. J’ai même vu des joueurs qui sont venus en France et qui jouaient en Ligue 1, se faire renvoyer par des équipes de CFA, car ils n’ont pas pu passer avec succès le test”, nous confia-t-il. L’ancien sociétaire d’Amiens revient aussi sur la présence en force au sein de l’équipe nationale des joueurs évoluant en Europe : “Ce sont, certes, des Algériens qui ont le droit de porter le maillot national, mais ce qui m’irrite, c’est lorsque j’entends les Français dire qu’il y a une équipe française bis, c’est une insulte pour nous, l’Algérie, n’est pas n’importe quel pays, le football est dans nos gènes, on a un talent inné qui nécessite juste qu’on travaille de la meilleure manière. L’Algérie a enfanté les meilleurs footballeurs par le pas-



sé et peut encore donner d’autres grands joueurs, pourvu que la politique de formation de base soit revue complètement afin de partir sur de bases solides. Aujourd’hui, le football s’est développé d’une manière très significative, les méthodes d’entraînement et de formation ont changé, il faut se mettre au diapason et actualiser les méthodes de formation et de développement. Les clubs doivent s’impliquer directement dans cette démarche pour mettre en place une politique solide basée sur la vraie formation. On a de bons techniciens qui peuvent assurer une formation

de base solide et donner à l’Algérie les talents de demain. Je me rappelle que ma formation a été faite sur un terrain vague à la cité Cila de Leveilleil, puis je l’ai améliorée au NAHD. Aujourd’hui, les terrains ont disparu, les jeunes n’ont plus d’espaces pour faire valoir leur talent, tout cela a fait qu’il y a eu déperdition de jeunes talents, mais l’Algérien peut relever le défi, car il a le football dans le sang.”

“Des joueurs de quartier en France dans le championnat algérien”

À propos de ses projets d’avenir, La-

khdar Adjali espère décrocher un contrat avec un club algérien pour prendre en charge le volet de la formation, comme il le fait en ce moment au club Amiens. “Je suis intéressé par un projet sportif avec un club algérien à long terme, je ne veux pas travailler là où on me dit qu’on veut un titre, j’ai un projet ambitieux de formation basé sur des données modernes, je peux former le joueur de demain, j’ai envoyé des CV un peu partout, j’attends toujours les réponses”, explique notre interlocuteur qui nous explique les raisons qui l’ont poussé à quitter Amiens : “J’ai quitté Amiens pour des raisons strictement personnelles, il y a des choses qui ne m’ont pas plu, il est vraiment inconcevable que des jeunes Maghrébins très talentueux ne soient pas promus en séniors, c’est l’une des raisons qui m’ont poussé à m’en aller. Je confirme, donc, que l’affaire des quotas existe bel et bien en France, je l’ai vécue personnellement. Est-ce normal qu’un seul Algérien soit promu en séniors, alors que des talents il en existe beaucoup. En plus de ma fonction, j’étais aussi superviseur de l’équipe séniors, j’avais l’équipe de réserve sous la main, ma spécialité est de décortiquer le jeu de l’adversaire sur vidéo.” Il ne désespère pas qu’un jour la FAF fasse appel à lui pour transmettre son savoir-faire.

“C’est mon rêve de prendre en charge une équipe nationale jeune avec laquelle je me donnerai à fond”, souligne-t-il encore. Adjali révèle qu’il possède le diplôme universitaire en préparation mentale et vient de décrocher un diplôme de management des clubs sportifs à l’université de Lille. “Mon rêve, bien sûr, est de faire carrière en tant qu’entraîneur”, conclut-il.

RACHID ABBAD

USMA

Courbis fait le forcing pour Ferhat et Zemmamouche

L’entraîneur de Montpellier, Roland Courbis, sera à Alger le 28 avril pour aborder avec les responsables de l’USMA le probable transfert du gardien Zemmamouche et du jeune attaquant Zinedine Ferhat. Ces derniers, ciblés il y a un moment déjà par leur ex-coach, ont déjà signé un contrat avec un manager qui s’occupera de leur transfert à l’étranger et qui n’est autre que le fils adoptif de Courbis. Profitant d’une invitation pour assister à une émission de télé d’une chaîne privée, Courbis veut profiter de l’occasion pour aborder le sujet du transfert de ces deux internationaux. Cela coïncide avec la sortie médiatique du jeune Ferhat, hier dans la presse nationale, où il ne cache pas son envie de porter le maillot de Montpellier à partir de la saison prochaine. Une information parue hier également sur le site Internet de France Foot-

ball évoque l’intérêt du prestigieux club italien du Milan AC pour le jeune natif de Bordj Ménéaïel. Reste à savoir si ce n’est pas juste un coup de marketing de son manager pour faire monter la cote de Ferhat ? Ce qui est sûr, c’est que l’éventuel transfert de Ferhat et Zemmamouche passe par des négociations avec les Haddad du fait que ces joueurs soient tous les deux sous contrat avec le club algérois. Par ailleurs, concernant les informations parues dernièrement concernant un éventuel changement au niveau de la barre technique et l’arrivée de Philippe Troussier, la direction de l’USMA précise dans un communiqué que l’entraîneur actuel du club est Hubert Velud. Les Rouge et Noir poursuivent leurs entraînements quotidiens au stade Omar-Hamadi de Bologhine pour préparer la reprise du championnat et le déplacement de l’équipe à Aïn M’lila afin d’affronter

le CRB Aïn Fekroun dans le cadre de la 25^e journée du championnat de Ligue 1. Une rencontre qui se jouera à huis clos puisque l’équipe locale est sanctionnée par la LFP. Les poulains de Velud veulent assurer les trois points de la victoire et franchir un pas plus rassurant vers le titre. De son côté, l’attaquant Abdelmalek Ziaya, victime d’une blessure musculaire, ne sera finalement pas disponible avant le 15 mai prochain. Le staff de l’USMA a d’ailleurs fait appel à quatre jeunes éléments des U-21 pour compléter l’effectif. Il s’agit d’Abderrahmane Bourdim, d’Ayoub Abdellaoui, d’Abdelkader Meziane et d’Oussama Darfalou. Des jeunes que le technicien français avait du reste utilisé lors des joutes amicales qu’a disputées l’USMA tout au long de cette trêve du championnat.

AHMED IFTICEN

MCA

Les Mouloudéens préparent le match du CABBA

Le Mouloudia d’Alger se prépare pour la reprise du championnat avec la réception de l’équipe du CABBA, qui lutte pour son maintien en Ligue 1 professionnelle. Les Vert et Rouge sont dans l’obligation de vaincre pour rester collés au peloton de tête, car l’objectif des hommes de Fouad Bouali est de terminer le championnat dans une place qualificative pour une compétition africaine. De ce fait, les Mouloudéens doivent gagner contre le CABBA pour atteindre cet objectif. C’est pour cette raison que le coach du MCA, durant toute la trêve qu’a observée le championnat, a profité pour colmater les brèches et opérer les quelques réglages en pers-

pective de la reprise du championnat et la finale de la Coupe d’Algérie le 1^{er} mai prochain à Blida face à la JSK. Les camarades d’Abderrahmane Hachoud ont effectué, hier, leur séance de travail à l’annexe du 5-Juillet. Bouali a disposé de tous ses joueurs, puisque même Bachiri et Aksas, qui souffraient de petits bobos, ont pris part à cette séance d’entraînement et ont même disputé le match d’application entre les joueurs. Il régnait une bonne ambiance lors de l’entraînement et une grande envie de la part des joueurs pour se surpasser. En effet, ils veulent tous prendre part au match du CABBA qui déterminera, à 99%, le onze de départ qui donnera la

réplique à la JSK une semaine après. Juste après la séance de travail, les joueurs ont été conviés par leur équipier Yachir à un déjeuner à l’auberge du Moulin, pour fêter ses fiançailles. En outre, et d’après une source bien informée, les membres du conseil d’administration du MCA se réuniront avec les joueurs après la rencontre du CABBA afin de les motiver pour la finale de la Coupe d’Algérie face à la JSK. Il est clair que pour sa seconde année à la tête du club, Sonatrach veut gagner un premier titre avec le doyen des clubs algériens. C’est pour cette raison que la firme pétrolière veut mettre tous les moyens à la disposition des joueurs pour remporter la 7^e coupe de l’histoire

du club. En parlant de la finale, les billets d’entrée au stade de Blida seront mis en vente les 28 et 29 avril au stade de Bologhine. En effet, Haddad, le boss de l’USMA, a donné son accord à la direction mouloudéenne pour que la vente des billets se fasse à Bologhine. Enfin, il est utile de rappeler qu’après le match de vendredi, les hommes de Bouali auront une journée de repos, avant de reprendre les entraînements dimanche à la forêt de Bouchaoui. À partir de lundi, les Vert et Rouge seront en regroupement à l’hôtel El-Wouroud de Blida jusqu’au 1^{er} mai afin de préparer la finale de la Coupe d’Algérie face à la JSK.

A. HAMMOUCHE

JSMB

Niati risque une lourde suspension

La formation béjaouie a disputé une joute amicale face à l’équipe de l’USM Sétif au stade de l’UMA. C’était donc le troisième et dernier match amical durant cette période de trêve pour la bande à Hamouche qui a déjà joué deux matches la semaine dernière devant le RC Bougaâ et la JSD. Face aux Sétifiens de l’USMS, il faut dire que la prestation des Béjaouis n’a pas été vraiment à la hauteur. La rencontre s’est soldée, pour rappel, sur un score de parité, trois buts partout. Les réalisations des Vert et Rouge ont été l’œuvre de trois jeunes joueurs, à savoir Saighi, Hamouche et Bouabta. Néanmoins, outre le spectre de la relégation qui pèse de plus en plus sur cette formation de Béjaïa, la suspension de Niati par la commission de discipline (qui n’a pas encore rendu son verdict dans cette affaire) risque d’être lourde, ce qui viendra également enfoncer d’avantage cette équipe déjà en perte de vitesse. Cela dit, les rencontres amicales disputées par la formation de Yemma-Gouraya ont constitué une préparation pour le restant du parcours, même si pour le staff technique de ce club “le résultat des matches amicaux importait, notre seul souci était que le programme de préparation soit appliqué à la lettre. Pour cela, on a décidé de revoir quand même certaines choses durant les quatre jours qui restent avant de reprendre la compétition face à Saoura, ce samedi à domicile, pour le compte de la 25^e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis”. Sur le plan effectif, il est à noter que Mohamed Chalali a repris le chemin des entraînements avec ses coéquipiers. L’ex-joueur de la JSK sera sans doute convoqué pour le match de ce samedi face à la JSS. Il sera le seul attaquant de pointe disponible de la JSMB vu que Niati est suspendu. C’est dire que la tâche des Béjaouis en cette dernière ligne droite du championnat est vraiment ardue. Par ailleurs, selon les dirigeants de la JSMB, les joueurs ont été régularisés au cours de la semaine, ce qui va certainement les stimuler car, jusque-là, ils n’ont rien montré de bon. “En football, je crois qu’il faut être toujours optimiste dans la mesure où ce n’est pas facile d’atteindre l’objectif tracé, sans pour autant fournir des sacrifices. C’est toujours difficile, mais on doit être à la hauteur et ne pas abdiquer à ce stade de la compétition. Personnellement, je suis optimiste, surtout que nous aurons affaire à des concurrents et cela pourrait jouer en notre faveur”, dira, comme pour se consoler, Cheheima, le défenseur de la JSM Béjaïa.

Carnet

Condoléances

M. Hakim Aït Hacène, profondément attristé par le décès de **M^{me} Veuve colonel Mohamed Oulhadj née Hadri Hanifa**, présente à l'ensemble de sa famille ses condoléances attristées.

Remerciements

La famille Hadri, parents et

alliés remercient sincèrement tous ceux qui se sont associés à leur deuil suite au décès de **M^{me} Hadri Hanifa V^{ve} colonel Oulhadj**.

Décès

Les familles Mehenni et Mehani ont la douleur de faire part du décès de leur cher et regretté père et grand-père **Mehenni Abdelkader**, survenu à l'âge de 89 ans. L'enterrement a eu lieu hier mardi 22/04/2014 au cimetière de Sidi Yahia, Alger.

Que Dieu Tout-Puissant l'accueille en Son Vaste Paradis. *A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.*

La famille Alem a la douleur de faire part du décès de son cher et regretté père et grand-père **Alem Arezki** survenu à l'âge de 77 ans. L'enterrement aura lieu aujourd'hui 23/04/2014 à Tizi Ouzou, haute-ville. Que Dieu Tout-Puissant l'accueille en Son Vaste Paradis. *A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.*

Pensée

Cela fait 5 ans, le 21 avril 2009, que nous a quittés notre très cher et regretté mari, père, beau-père et grand-père



AÏDOUN ABDELKADER
En ce triste souvenir, ses fils, ses filles ainsi que toute la famille Aïdoun de France et de Béjaïa demandent à tous ceux qui l'ont connu, apprécié et aimé d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire et prient Dieu Tout-Puissant de lui accorder Sa Sainte Miséricorde et de l'accueillir en Son Vaste Paradis. Inch'Allah. Repose en paix, cher père.

F1187

Pensée

Cela fait déjà un an, le 23-04-2013, que nous a quittés à Sétif notre cher



NAÏT OTMANE SALAH
Que ceux qui t'ont connu et aimé prient Dieu de t'accueillir en Son Vaste Paradis. *A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.*
Ta femme, tes enfants et tes proches

F1188

Condoléances

Le président, le gérant et l'ensemble du personnel de la Sarl CELAR Algérie ayant appris avec grande peine la disparition de la **mère du directeur général de l'ANBT** lui présentent toutes leurs condoléances les plus sincères et l'assurent en cette douloureuse circonstance de leur profonde sympathie. Puisse Dieu Tout-Puissant accorder à la défunte Sa Sainte Miséricorde et l'accueillir en Son Vaste Paradis.

F1191

Pensée

Le 23 avril 2012, notre très chère et regrettée fille, mère, sœur et tante **YEBDA TAOUS NÉE AKMOUSSI** nous a quittés à jamais pour un monde meilleur, laissant derrière elle une mère et une fille inconsolables et toute une famille effondrée par sa disparition. Ta présence nous manque terriblement. Sache que tu es et resteras présente dans nos cœurs à tout jamais. Tu es partie en silence comme tu as vécu, sans nous dire adieu. En ce douloureux souvenir, sa mère, ses enfants, son père, ses sœurs, ses frères, ses belles-sœurs, ses nièces et ses neveux demandent à tous ceux qui l'ont connue d'avoir une pieuse pensée pour elle. Que Dieu Tout-Puissant l'accueille en Son Vaste Paradis et lui accorde le repos éternel.



BR19446

Décès

Les familles Okat, Bouakaz, Haddadi et Imache ont l'immense douleur de faire part du décès de leur très chère et bien-aimée mère, sœur, belle-sœur, belle-mère et grand-mère **OKAT FATIHA NÉE BOUAKAZ**. L'enterrement a eu lieu hier mardi 22 avril 2014 au cimetière de Sidi Yahia. *Ina Lilah oua ina ilayhi radjioun.*

0523

Remerciements

Dans l'impossibilité de répondre individuellement aux nombreuses marques de compassion qui nous ont été adressées suite au décès de **MONSIEUR LEMOUCHI ABDELMADJID** survenu le 24 mars 2014 à l'âge de 58 ans, ses enfants, ses frères, ses sœurs, ses beaux-frères, ses belles-sœurs ainsi que tous les parents et alliés vous prient de recevoir nos remerciements et notre sincère gratitude. **La famille Lemouchi**

ABR41604

NUMÉROS UTILES

URGENCES MÉDICALES : 115

- Samu 021 23.50.50 / 021.23.77.39

- Centre antipoison 021.97.98.98

- Sûreté de wilaya 021.73.00.73

- Gendarmerie nationale 021.76.41.97

- Panne gaz 021.68.44.00

- Panne électricité Bélouizdad 021.67.24.52

- Panne électricité Bologhine 021.70.93.93

- Panne électricité El-Harrach 021.52.43.29

- Panne électricité Gue de Constantine 021.83.89.49

- Service des eaux 021.67.50.30 - N°vert : 1594

- Protection civile 021.71.14.14

- Renseignements : 19

- Télégrammes : 13

- Gare routière Caroubier : 021 49.71.51/021 49.71.52/021 49.71.53 021 49.71.54

- Ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Communauté nationale à l'étranger. Personnes en difficulté ou en détresse : N°vert : 15-27

HÔPITAUX

- CHU Mustapha: 021.23.55.55

- CHU Aït Idir : 021.97.98.00

- CHU Ben Aknoun : 021.91.21.63 - 021.91.21.65

- CHU Beni Messous : 021.93.15.50 - 021.93.15.90

- CHU Kouba : 021.28.33.33

- CHU Bab El Oued : 021.96.06.06 - 021.96.07.07

- CHU Bologhine : 021.95.82.24 - 021.95.85.41

- CPMC : 021.23.66.66

- HCA Aïn Naâdja : 021.54.05.05

- Hôpital Tixeraine : 021.96.48.97

- Hôpital Tixeraine : 021.55.01.10 à 12 (standard)

COMPAGNIES AÉRIENNES

AIR ALGÉRIE

1, place Audin 16001 Alger

- Tél. : +213 21.74.24.28

- +213 21.65.33.40

Réservation : 021.68.95.05

AIGLE AZUR

Aéroport d'Alger H - B

- Tél. :+213 21.50.91.91

21.50.91.91. Poste 49.31

AIR FRANCE

Centre des affaires, (ABC) Pins Maritimes

- Tél. :021.98.04.04

- Fax. :021.98.04.43

LA VIE RELIGIEUSE

Horaires des prières

23 djoumada el thania 1435

Mercredi 23 avril 2014

Dohr..... 12h46

Asr..... 16h30

Maghreb..... 19h32

Icha..... 20h58

24 djoumada el thania 1435

Jeudi 24 avril 2014

Fadjr..... 04h28

Chourouk..... 06h03



GREY'S ANATOMY

19h55

Quelques semaines après l'accident d'avion, les médecins du Seattle Grace essaient tant bien que mal de passer à autre chose. Mark est toujours dans le coma et, selon ses volontés, ses amis se résolvent à débrancher les machines qui le maintiennent en vie.



DES FRÈRES ET DES SŒURS

19h45



Quatre frères et sœurs se retrouvent pour fêter l'anniversaire de leur père, sur l'île de Ré. C'est Adèle, la plus âgée des deux sœurs, qui a l'idée d'organiser cette surprise. Alice adhère immédiatement. Antoine les accompagne, contrairement à Arnaud, l'aîné, tenu à l'écart à cause de son mauvais caractère. Sur place, un incident modifie la nature de l'événement à venir. Un chat noir traverse la route et la petite famille doit se préparer pour un enterrement. Comment annoncer à Arnaud, qui n'a pas été invité, que leur père est mort ?



ENQUÊTES CRIMINELLES

19h50

Affaire Barbot : la mort est dans le pré. En mars 2014, Anne, caissière dans un supermarché, disparaît mystérieusement en allant au travail. Quelques jours plus tard, son corps est retrouvé carbonisé dans le coffre de sa voiture.





PIÈCES À CONVICTION

22h20



Au printemps 1994, au Rwanda, en une centaine de jours, 800 000 hommes, femmes et enfants sont massacrés parce qu'ils étaient tutsis. Parmi les auteurs de ces tueries, il y a des ecclésiastiques protégés par l'Eglise. L'un, condamné à la prison à perpétuité par la justice rwandaise, enseigne le catéchisme dans une paroisse à la campagne. Un autre, Français, célèbre messes, baptêmes, mariages et enterrements dans un petit village de l'ouest de la France.



PÉKIN EXPRESS : À LA DÉCOUVERTE DES MONDES INCONNUS

19h50



Les binômes encore en compétition poursuivent leur voyage en Birmanie, surnommée "le pays aux pagodes d'or". Ils se rendent tout d'abord sur un des sites les plus magiques d'Asie : le lac Inle, réputé pour ses jardins flottants et ses villages sur pilotis. Les candidats y vivent en immersion totale parmi les Inthas, "les fils du lac", des pêcheurs atypiques qui partagent avec eux leur technique et leur mode de vie ancestral.



NELSON MANDELA ET MOI

21h40



Disparu en décembre 2013, Nelson Mandela a mené un combat acharné contre l'apartheid. Mais à sa libération en 1990, après 27 ans de prison, il est passé de la lutte armée à une politique du pardon et de la réconciliation. Un changement que tout le monde n'a pas compris, dont le réalisateur sud-africain Khlo Matabane, un admirateur de la première heure.

LIBERTE

Quotidien national d'information - Édité par la SARL - SAEC - Capital 463 000 000 DA

Siège social : 37, rue Larbi-Ben M'Hidi - Alger BP. 178 Alger-Gare

Directeur de la Publication-Gérant : Abrous Outoudert

e-mail : abrousliberte@gmail.com

Directeur de la rédaction : Mounir Boudjema

DIRECTION ET RÉDACTION

Lotissement Ezzitouna n° 15 Oued Roumane- El Achour - Alger

Tél. : (021) 30 78 47/ 48/ 49 (lignes groupées)

Fax (021) 31 09 09 (direction générale) - Fax : 021 30 78 70 (rédaction)

PUBLICITÉ

Siège Liberté Tél. : (021) 30 78 97 / Fax : (021) 30 78 99

ANEP 1, avenue Pasteur - Alger

Tél. : (021) 73 76 78 / 73 71 28 Fax : 021 73 95 59

BUREAUX RÉGIONAUX

ANNABA

26, rue Mohamed-Khemisti

Tél / Fax : (038) 86 75 68

CONSTANTINE

36, avenue Aouati-Mostéfa

Rédaction :

Tél. : (031) 91 20 39

Tél./ Fax : (031) 91 23 71

Publicité : 39, avenue Aouati-Mostéfa

Tél. : (031) 92 24 50

Tél./ Fax : (031) 92 24 51

ORAN

26, rue de Nancy (derrière l'ex-consulat de Russie)

Fax : (041) 41 53 99

Tél. : (041) 41 53 97

MASCARA

Maison de la Presse :

Rue Senouci Habib - Mascara

Tél. / Fax : (045) 80 36 85

BLIDA

79, boulevard Larbi-Tébessi

Tél. / Fax: (025) 40 85 85

BOUMERDÈS

Cité 392 Logts Bt 19 Entrée H N°1

Tél. / Fax : (024) 81 47 91

TIZI OUZOU

Bâtiment Bleu - cage C

2e ét Tél. : (026) 12 67 13

Fax : (026) 12 83 83

BOUIRA

Cité 280 logts Bt 05 2° étage en face de la Wilaya

Tél. / Fax : (026) 93 67 06

BÉJAÏA

Route des Aurès

Bt B - Appt n°2 - 1er étage

Tél. / Fax : (034) 21 24 09

TIARET

Maison de la presse

Saim-Djillali

Tél. / Fax : (046) 41 66 92

CHLEF

CIA des Fonctionnaires

Bt C cage M n°03

Tél. / Fax : (027) 77 00 17

OUM EL-BOUAGHI

Cité 1000-Logements (NASR)

Tél./Fax : (032) 41 12 59

SIDI BEL-ABBÈS

Immeuble Le Garden (face au jardin public)

Tél./Fax : (048) 65 16 45

SÉTIF

9, rue Colonel Amirouche.

Tél/fax : 036 84 33 44

PAO

SARL - SAEC

IMPRESSION

ALDP - Simprec - Enimpor - SIA-SUD

DIFFUSION

Centre : Liberté : 021 87 77 50

Ouest : Liberté - Est : Sodipresse

Sud : Sarl TDS : 0661 24 209 10

AGENCE BDL 1 rue, Ali Boumendjel 16001 (Alger)

CB : 005 00107 400 229581020

Les manuscrits, lettres et tous documents remis à la Rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation.



La “brosse” électronique

La campagne pour l’élection présidentielle a-t-elle enrichi le discours politique national ? En considérant la récurrence des termes, de façon pragmatique, on peut relever que le mot le plus utilisé par les politiques en campagne a été le mot “*stabilité*” ; suivi, très probablement, du terme “*sécurité*”. Dans le camp de l’opposition au vote ou au quatrième mandat, qui s’est beaucoup moins exprimé, c’est le mot “*santé*” qui semble être revenu le plus souvent ; suivi du vocable “*changement*”.

La presse, quant à elle, qui renferme le plus grand nombre de commentateurs, a évoqué de manière récurrente les mots “*quatrième mandat*”, “*Bouteflika*” et “*système*”.

Durant cette campagne électorale, le Net aura constitué le troisième centre de production sémantique. S’il dispose d’un lexique plus réduit, il a la particularité d’être innovant, d’être apte à confectionner ses propres concepts, en adaptant le discours normalisé ou en puisant dans le langage courant. Le discours des réseaux sociaux a la fraîcheur de la jeunesse qui le crée et l’utilise. Celle-ci ayant l’avantage de ne pas entretenir le réflexe de la censure et de l’autocensure que cultive la presse. Là, indéniablement, c’est le terme de “*chita*” — et ses déclinaisons : “*brosse*”, “*chyat*”, “*chyattine*” — qui, par ordre de fréquence, arrive en premier dans le discours. Avant “*fakakir*”, et quelques autres mots montés sur la même structure de pluriel pour les besoins de l’ironie.

Les internautes ont été d’un grand apport conceptuel et en termes d’analyse des discours et comportements politiques en période électorale. Ce qui a obligé la presse à aller puiser dans les réseaux sociaux les critiques qu’elle ne

pouvait assumer, compte tenu de leur fond ou de leur forme, et poussé le politique à tenir compte de ce média informel, atomisé, insaisissable.

Le discours “*virtuel*” profite de la diversité de langages dont dispose parfois une même personne : texte, dessin, montage vidéo, documentaire vidéo... Et la presse institutionnelle ne peut plus se passer d’exploiter la matière disparate d’intervenants atomisés, qui fait de la Toile le lieu de production privilégié de nouvelles. L’information par les réseaux sociaux est rapide, parce que, là où cela se passe, il n’y a pas toujours un journaliste, mais forcément un Smartphone pas loin. Elle est probante, parce qu’elle privilégie l’image sur le récit oral ou écrit. Elle est opérante, parce qu’elle peut déclencher des réactions multiples et concentrées qui rendent insoutenable la situation de leur cible : le destin du clip *We are the world* version “*quatrième mandat*” est la parfaite illustration de cette implacable efficacité. Aussi, elle n’a pas de limites géographiques, ni même linguistiques, de diffusion. Et le “*buzz*” a supplanté le “*scoop*”, qui avait lui-même supplanté “*l’exclusivité*”.

Un seul regret, peut-être, quant à la fonction démocratique de la communication virtuelle : l’engouement des internautes ne se porte pas en tout temps sur la chose. C’est un intérêt conjoncturel qui dépend de l’ambiance nationale générale.

Est-ce que, la campagne à présent terminée, ils jetteront l’éponge ? Ce serait dommage, parce que les autres, eux, ne jetteront pas la brosse... Et peut-être même que, pour narguer les insolents cybernautes, se mettront-ils à la brosse électronique ?

M. H.

musthammouche@yahoo.fr



Visite de courtoisie

■ L’ambassadeur de Cuba en Algérie, Raul Barzaga Navas, a effectué hier une visite de courtoisie au journal *Liberté* où il a été reçu par le directeur de la publication. L’ambassadeur s’est enquis de la presse nationale et de sa qualité. Le nouvel ambassadeur s’est dit prêt à mettre en œuvre des axes de coopération entre les deux pays pour une meilleure connaissance, d’une part, et une densification des échanges, d’autre part.

M’SILA Six personnes placées sous mandat de dépôt

■ Six personnes ont été écrouées, hier à M’sila, et trois autres placées sous contrôle judiciaire, pour “*voie de faits sur des éléments de la Gendarmerie nationale*” qui perquisitionnaient le domicile d’un individu suspecté de trafic de drogue, a-t-on appris auprès d’une source judiciaire. La même source a précisé que les gendarmes agressés étaient munis d’un ordre de perquisition du domicile d’une personne suspectée dans une affaire de commercialisation de kif et de psychotropes. Ces individus ont été

arrêtés pour “*rassemblement illégal*”, “*obstruction de la voie publique*” et “*détérioration de biens d’autrui et de l’État*” lors d’échauffourées entre un groupe de jeunes et des gendarmes, à Ouled Derradj, “*au cours des dernières 48 heures*”. Les personnes arrêtées avaient bloqué la RN40 reliant Ouled Derradj au chef-lieu de wilaya, avant de caillasser le siège de l’unité de la gendarmerie d’Ouled Derradj, provoquant, a-t-on souligné, une panique parmi les riverains.

MALI Le Mujao annonce la mort de l’otage Gilberto Rodrigues Leal

■ Le Mouvement pour l’unicité et le jihad en Afrique de l’Ouest (Mujao) a annoncé, hier à l’AFP, la mort de l’otage français Gilberto Rodrigues Leal, enlevé en novembre 2012 dans l’ouest du Mali par ce même groupe jihadiste. “*Nous annonçons la mort de Rodrigues, il est mort, parce que la France est notre ennemie*”, a déclaré, dans une brève communication téléphonique à l’AFP, Yoro Abdoul Salam, un responsable du Mujao, qui n’a pas précisé quand et dans quelles circonstances l’otage était mort.

AFP

LE DROIT DE SAVOIR, LE DEVOIR D'INFORMER

LIBERTÉ

www.liberte-algerie.com
- www.facebook.com/JournalLiberteOfficiel
- twitter : @JournalLiberteDZ

ENGAGEMENTS AVEC L’OTAN

Washington envoie 600 soldats en Pologne et dans les pays baltes

■ Washington a annoncé, hier, déployer pour des exercices en Pologne et dans les pays baltes 600 soldats, un geste destiné à montrer son engagement à ses alliés de l’Otan dans un contexte de tension avec la Russie sur l’Ukraine. Une compagnie de 150 hommes de la 173^e brigade aéroportée de l’armée américaine, basée en Italie, doit arriver aujourd’hui en Pologne, et environ 450 hommes sont attendus dans les prochains jours en Estonie, en Lettonie et en Lituanie, pour des exercices “*qui doivent avoir lieu au cours des prochains mois et au-delà*”, a déclaré, lors d’une conférence de presse, le contre-amiral John Kirby, porte-parole du Pentagone.



UKRAINE

Le président ordonne la reprise de l’opération “antiterroriste” dans l’Est

■ Le président ukrainien par intérim, Olexandre Tourtchinov, a annoncé hier la reprise de l’opération “*antiterroriste*” lancée contre les séparatistes de l’Est et suspendue avant Pâques, après la découverte de deux corps portant des signes de “*torture*”. “*J’exige des forces de sécurité la reprise (...) des opérations antiterroristes, destinées à défendre des terroristes les citoyens ukrainiens, qui vivent dans l’est de l’Ukraine*”, a-t-il dit dans un communiqué. M. Tourtchinov explique avoir pris cette décision après la découverte des corps de deux hommes “*sauvagement torturés*” dont l’un serait Volodymyr Rybak, un élu local du parti pro-occidental, Batkivchtchina de Ioulia Timochenko, auquel il appartient également. La police locale a indiqué dans la journée avoir découvert le corps d’un homme “*qui ressemble à Rybak*”, enlevé le 17 avril, qui est resté

immergé pendant plusieurs jours et est difficile à identifier. Selon le chef de la branche locale du parti Batkivchtchina, Denis Tokar, interrogé par l’AFP, l’épouse du conseiller municipal a identifié le corps. “*Les terroristes qui ont*

pris en otage toute la région de Donetsk ont franchi la ligne rouge en torturant des patriotes de l’Ukraine”, a lancé le président par intérim. “*Ces crimes sont commis avec le soutien total de la Russie*”, a-t-il affirmé.

GHARDAÏA

Deux morts et deux blessés dans un accident de la circulation

■ Deux personnes ont trouvé la mort et deux autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenu hier au sud de Ghardaïa, a-t-on appris auprès de la Protection civile. L’accident s’est produit sur la RN 1 lorsqu’un véhicule en provenance d’El-Meneâa est entré en collision, dans un virage, avec un camion à une dizaine de kilomètres au nord de la localité de Hassi Lefhel, a-t-on indiqué de même source. Les deux victimes (âgées respectivement de 28 et 42 ans) relevant des services des forêts de la wilaya de Ghardaïa qui étaient en mission, sont mortes sur le coup, tandis que le chauffeur du camion et son compagnon ont été blessés, a ajouté la Protection civile. Les personnes blessées ont été évacuées à l’hôpital de Metlili, et les corps des victimes de l’accident ont été déposés à la morgue de cet établissement de santé publique. Une enquête a été ouverte par la Gendarmerie nationale pour déterminer les circonstances exactes de l’accident.